



**CANTON DU VALAIS
KANTON WALLIS**

Département de la sécurité, des institutions et du sport
Service des affaires intérieures et communales

Departement für Sicherheit, Institutionen und Sport
Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten

Rapport sur les finances communales Bericht über die Gemeindefinanzen 2016



Mars/März 2018

Table des matières

Message 2016.....	3
1 Plan de la publication	5
1.1 Introduction	5
1.2 Plan de la publication	5
2 Structure de la population.....	6
2.1 Vue d'ensemble	6
2.2 Comparaison avec la Suisse.....	9
2.3 Comparaison de la taille des communes suisses	10
2.4 Evolution du nombre de communes en Suisse	12
2.5 Les fusions dans le canton du Valais	17
3 Introduction au modèle comptable harmonisé (MCH)	19
3.1 MCH - Historique.....	19
3.2 MCH - Objectifs principaux.....	19
3.3 MCH - Caractéristiques principales.....	20
4 Présentation des comptes 2016 des communes valaisannes.....	24
4.1 Résultat annuel	24
4.2 Bilan, fortune et découvert	26
4.3 Charges de fonctionnement selon les tâches.....	29
4.4 Charges de fonctionnement selon les natures	30
4.5 Revenus de fonctionnement selon les natures....	31
4.6 Investissements selon les tâches des communes.....	32
4.7 Fiscalité dans les communes	33
4.8 Choix des indicateurs financiers - rappel.....	37
4.9 Collecte des données - rappel.....	37
4.10 Difficultés et limites liées à l'élaboration d'indicateurs harmonisés - rappel	38
4.11 Degré d'autofinancement	39
4.12 Capacité d'autofinancement.....	42
4.13 Taux des amortissements ordinaires	45
4.14 Endettement net par habitant.....	48
4.15 Taux du volume de la dette brute.....	51
4.16 Indicateurs financiers - récapitulatif.....	54
4.17 Quelques chiffres significatifs selon la taille des communes.....	55
4.18 Indicateurs IDHEAP	69
4.19 Indicateurs CACSFC.....	88
4.20 Conclusions.....	94
5 Péréquation	95
5.1 Péréquation.....	95

Inhaltsverzeichnis

Botschaft 2016.....	3
1 Gliederung des Berichts	5
1.1 Einleitung	5
1.2 Gliederung des Berichts.....	5
2 Bevölkerungsstruktur.....	6
2.1 Gesamtüberblick.....	6
2.2 Vergleich mit der Schweiz.....	9
2.3 Vergleich der Grösse der Schweizer Gemeinden	10
2.4 Entwicklung der Anzahl Gemeinden in der Schweiz	12
2.5 Fusionen im Kanton Wallis	17
3 Einführung in das harmonisierte Rechnungsmodell (HRM).....	19
3.1 HRM – Vorgeschichte	19
3.2 HRM - Hauptziele	19
3.3 HRM - Hauptmerkmale	20
4 Präsentation des Ergebnisses 2016 der Walliser Gemeinden	24
4.1 Jahresergebnis	24
4.2 Bilanz, Eigenkapital und Fehlbetrag	26
4.3 Aufwand der Laufende Rechnung nach Funktionen.....	29
4.4 Aufwand der Laufende Rechnung nach Arten	30
4.5 Ertrag der Laufende Rechnung nach Arten	31
4.6 Investitionen der Gemeinden nach Funktionen.....	32
4.7 Besteuerung in den Gemeinden	33
4.8 Auswahl der Finanzkennzahlen – zur Erinnerung	37
4.9 Datenerfassung – zur Erinnerung	37
4.10 Schwierigkeiten und Grenzen bei der Erarbeitung von vereinheitlichten Finanzkennzahlen – zur Erinnerung	38
4.11 Selbstfinanzierungsgrad	39
4.12 Selbstfinanzierungskapazität	42
4.13 Ordentlicher Abschreibungssatz.....	45
4.14 Nettoschuld pro Kopf	48
4.15 Brutto-Schuldenvolumenquote.....	51
4.16 Finanzkennzahlen - Übersicht	54
4.17 Einige aussagekräftige Zahlen bezogen auf die Gemeindegrossen.....	55
4.18 Kennzahlen IDHEAP	69
4.19 Kennzahlen KKAG.....	88
4.20 Schlussfolgerungen	94
5 FINANZAUSGLEICH	95
5.1 Finanzausgleich.....	95



Frédéric Favre

Conseiller d'Etat – Staatsrat

Chef du département de la sécurité, des institutions et du sport

Vorsteher des Departements für Sicherheit, Institutionen und Sport

Message 2016

Madame, Monsieur,

En application de la loi sur les communes, le canton procède à des relevés statistiques sur l'état des finances des communes municipales. Sur la base de ces informations, un rapport de synthèse est établi.

En publiant ce rapport, le Conseil d'Etat entend exposer de manière transparente l'évolution de la situation financière des communes valaisannes. Il répond ainsi à son devoir de surveillance et met à disposition des milieux intéressés des données pertinentes facilitant une appréciation des états financiers. A l'instar d'autres instruments, ce document permet également au canton de mieux cibler ses activités de conseil et de soutien en faveur des communes.

Le rapport 2016 s'attarde sur la population et la structure des communes par comparaison à certains chiffres au niveau de la Suisse et de l'Union Européenne. Une introduction au Modèle Comptable Harmonisé facilite la compréhension du contenu de ce rapport dans le domaine particulier des finances publiques. La très grande variété de la pression fiscale des communes valaisannes y est mise en exergue. L'analyse des chiffres consolidés selon la taille des communes donne un éclairage sur la situation financière différente de ces entités. Les indicateurs de l'Institut de hautes études en administration publique complètent cette perception. Une comparaison au niveau nationale est rendue possible avec les indicateurs de la Conférence des Autorités Cantonales de Surveillance des Finances Communales. Le dernier chapitre est consacré à la présentation de la péréquation intercommunale.

Bien entendu, le noyau de ce rapport décrit la situation financière consolidée sur la base des comptes 2016 et l'évolution depuis 2012.

Quelques chiffres significatifs :

Nous constatons entre 2015 et 2016 l'évolution suivante :

- Une augmentation des revenus financiers du compte de fonctionnement de 2.0 % qui franchissent pour la deuxième fois après 2011 la barre des 2 milliards ;

Botschaft 2016

Werte Damen und Herren

In Anwendung des Gemeindegesetzes führt der Kanton statistische Erhebungen über den Zustand der Gemeindefinanzen durch. Auf der Grundlage dieser Informationen wird ein Bericht verfasst.

Mit der Veröffentlichung dieses Berichts beabsichtigt der Staatsrat, die Entwicklung der Finanzlage der Walliser Gemeinden transparent darzulegen. Er erfüllt damit seine Aufsichtspflicht und stellt interessierten Kreisen Daten zur Verfügung, um eine Beurteilung der Finanzlage zu erleichtern. Wie andere Instrumente ermöglicht es dieses Dokument dem Kanton ebenfalls, seine Beratungs- und Unterstützungstätigkeit noch gezielter auf die Gemeinden auszurichten.

Der Bericht 2016 widmet sich der Bevölkerung und den Strukturen der Gemeinden und stellt anhand von gewissen Kennzahlen schweizerische und europäische Vergleiche an. Eine Einführung in das Harmonisierte Rechnungsmodell soll es Ihnen erleichtern, diesen Bericht hinsichtlich der besonderen Rechnungslegung von Körperschaften zu verstehen. Besonders hervorgehoben sei die grosse Vielfalt an Steuerbelastungen, wie diese in den Walliser Gemeinden angewendet werden. Die Analyse bezogen auf die Gemeindegrossen gibt einen Augenschein auf die unterschiedlichen Finanzlagen dieser Körperschaften. Die Kennzahlen des Hochschulinstituts für Öffentliche Verwaltung ergänzen diese Auswertung sowie der Konferenz der Kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen lassen einen nationalen Vergleich anstellen. Das letzte Kapitel widmet sich dem interkommunalen Finanzausgleich.

Der Hauptteil dieses Berichts beschreibt die Finanzlage der Gemeinderechnungen 2016 in ihrer Gesamtheit sowie deren Entwicklung seit 2012.

Einige Kernpunkte:

Zwischen 2015 und 2016 ist folgende Entwicklung festzustellen:

- eine Zunahme des Ertrags der Laufenden Rechnung um 2.0%, welcher nach 2011 zum zweiten Mal die 2 -Milliarden-Grenze überschreitet;

- une progression des charges financières de 2.4% à Fr. 1.644 milliard ;
- une marge d'autofinancement extrêmement stable à 376 millions, plus 0.3% ;
- un excédent de revenus en baisse à Fr. 45.345 millions, moins 30.8% ;
- un volume des investissements nets toujours très important à 394.650 millions, en recul de 7.8% ;
- l'enregistrement pour la 5ème année consécutive d'une insuffisance de financement.

Comptes 2016

- Un degré d'autofinancement en légère progression à 95.3% ancré dans l'appréciation « bien » ;
- une capacité d'autofinancement de 19.8% qui tombe de justesse dans l'appréciation « bien » ;
- un endettement net par habitant de Fr. 1'647.--, appréciation d'un « endettement faible » ;
- un taux du volume de la dette brute de 136.5% apprécié « très bien ».

Situation générale toujours très stable

Les 5 indicateurs calculés sur la base de la moyenne des comptes des années 2015 et 2016 obtiennent 23 points sur un maximum de 25. Ils démontrent la très bonne santé financière des communes municipales valaisannes.

L'analyse de l'évolution de la valeur de la médiane, des fréquences de répartition des indicateurs, du nombre de communes et de la part de la population par appréciation confirment ce bilan.

Les éléments exogènes comme l'ambiance économique globalement morose, l'état général des finances publiques, la force du franc, le nouveau cadre légal sur les résidences secondaires et l'aménagement du territoire ne semblent pas, du moins pas encore, avoir d'emprise négative sur les finances.

Le danger et le défi des collectivités publiques se trouvent dans l'élément endogène de la maîtrise du volume des investissements futurs qui génèrent des charges induites structurelles qu'il convient de planifier et d'assumer.

Remerciements

J'en profite pour remercier les autorités et les administrations communales pour leur engagement et leur précieuse collaboration, sans laquelle ce rapport n'existerait tout simplement pas. Ces remerciements s'adressent également aux collaborateurs de la section des finances communales pour leur travail et leur engagement quotidiens au service des communes valaisannes.

N'oublions jamais qu'un service public de qualité se doit d'être proche de ses administrés et de leurs préoccupations afin de pouvoir toujours mieux servir l'ensemble des citoyennes et citoyens de notre canton !

- une Zunahme des Aufwands der Laufenden Rechnung um 2.4% auf Fr. 1.644 Milliarden;
- eine äusserst stabile Selbstfinanzierungsmarge bei Fr. 376 Mio., d.h. ein Plus von 0.3%;
- ein rückläufiger Ertragsüberschuss bei Fr. 45.345 Mio., d.h. ein Rückgang um 30.8%;
- ein nach wie vor erhebliches Nettoinvestitionsvolumen bei Fr. 394.650 Mio., eine Abnahme um 7.8%;
- zum fünften Mal in Folge ein Finanzierungs-Fehlbetrag.

Verwaltungsrechnungen 2016

- ein leicht zunehmender Selbstfinanzierungsgrad auf 95.3%, welche als „gut“ beurteilt wird;
- eine Selbstfinanzierungskapazität von 19.8%, welche damit gerade in die Bewertung „gut“ abfällt;
- ein „schwache“ Netto-Pro-Kopf-Verschuldung von Fr. 1'647.--;
- eine Brutto-Schuldenvolumenquote von 136.5% mit der Note „sehr gut“.

Allgemein weiterhin eine sehr stabile Finanzlage

Die 5 Kennzahlen, berechnet aus dem Mittelwert der Rechnungsjahre 2015 und 2016, erreichen 23 von 25 möglichen Punkten. Dies zeigt, wie sehr gesund es um die Finanzlage der Walliser Gemeinden steht.

Die Auswertung der Entwicklung der Mittelwerte, der Häufigkeitsverteilung bei den Kennzahlen, der Anzahl Gemeinden und der Anzahl Einwohner pro Bewertung bestätigt diese Bilanz.

Die exogenen Elemente wie die allgemein flauere Wirtschaftsstimmung, die allgemeine Finanzlage der öffentlichen Hand, der starke Franken, der neue Gesetzesrahmen für Zweitwohnungen sowie das neue Raumplanungsgesetz scheinen sich nicht oder zumindest noch nicht negativ auf die Finanzen ausgewirkt zu haben.

Risiken und Herausforderungen für die Körperschaften sind hausintern zu finden, und zwar in der Bewältigung des zukünftigen Investitionsvolumens. Dieses verursacht strukturelle Folgekosten, was eine umsichtige Planung und Absicherung verlangt.

Dankeschön

Gerne nutze ich an dieser Stelle die Gelegenheit, den Behörden und Verwaltungen der Gemeinden ein herzliches Dankeschön aussprechen. Ohne ihr Engagement und die wertvolle Zusammenarbeit würde dieser Bericht ganz einfach nicht zustande kommen. Diesen Dank richte ich ebenfalls an die Mitarbeiter der Sektion Gemeindefinanzen für ihre Arbeit und ihr tägliches Engagement im Dienste der Walliser Gemeinden.

Wir wollen aber niemals vergessen, dass ein qualitativ hochwertiger Service Public nahe zu ihren Kunden und deren Anliegen sein muss, um allen Bürgerinnen und Bürger unseres Kantons so gut wie möglich dienen zu können.

1 PLAN DE LA PUBLICATION

1.1 Introduction

La Section des finances communales (SFC) a élaboré et publié jusqu'à ce jour 10 rapports sur les finances communales. Les 3 premiers de 2004 à 2008 ont été édités bisannuellement puis annuellement dès 2009.

Aujourd'hui, nous vous proposons notre publication en version papier et informatique avec la même structure que les précédentes à l'exception de l'historique des données des séries.

1.2 Plan de la publication

Le chapitre 2 traite de la structure de la population des communes municipales en Valais. Il donne une vue d'ensemble de la répartition des habitants selon la taille des communes, compare la structure cantonale à celle au niveau Suisse et de l'Europe, confronte par comparaison le nombre et la taille des communes en Suisse, relate le mouvement des fusions.

Une introduction sur le Modèle Comptable Harmonisé (MCH) occupe le chapitre 3. Elle devrait permettre aux moins initiés de se familiariser avec le domaine particulier des finances publiques. Un bref rappel historique, les objectifs et les caractéristiques principales y sont développés.

Le chapitre 4 est le plus volumineux de la série car il traite des finances communales à l'aide d'aperçus sur le résultat global consolidé, de graphiques quant à l'affectation des dépenses et des charges respectivement des revenus et des recettes par fonction ou nature, l'évolution de la fortune et du découvert, de la charge fiscale et des indicateurs financiers. La thématique spécifique du rapport 2016 au point 4.17 traite de la situation financière selon la taille des communes.

Le chapitre 5 traite la péréquation intercommunale.

Nous vous souhaitons une bonne lecture.

Section des finances communales (SFC)

1 GLIEDERUNG DES BERICHTS

1.1 Einleitung

Bis heute hat die Sektion Gemeindefinanzen (SGF) 10 Berichte über die Gemeindefinanzen erstellt und veröffentlicht. Die ersten 3 Ausgaben zwischen 2004 und 2008 erschienen im 2-Jahres-Rhythmus und danach jährlich.

Die vorliegende Publikation ist gleich strukturiert wie die früheren Berichte, mit Ausnahme der historischen Datenreihe. Diesen Bericht gibt es in Papier- wie auch in elektronischer Form.

1.2 Gliederung des Berichts

Das Kapitel 2 behandelt die Bevölkerungsstruktur der Einwohnergemeinden im Wallis. Es gibt eine Gesamtübersicht über die Einwohnerverteilung nach Gemeindegrossen, vergleicht die kantonale Struktur mit derjenigen der Schweiz und Europa, macht Vergleiche über Anzahl und Grösse der Gemeinden in der Schweiz und berichtet über die Fusions-Bewegungen.

Das Kapitel 3 ist einer Einführung in das Harmonisierte Rechnungsmodell (HRM) gewidmet. Dies sollte den Nicht-Insidern die Besonderheiten der öffentlichen Rechnungslegung vertraut machen mit einem kurzen geschichtlichen Rückblick, mit den Zielen und den Hauptmerkmale.

Das umfangreichste Kapitel 4 behandelt die Gemeindefinanzen in ihrer Gesamtheit und stellt diese Ergebnisse (Aufwände/Erträge bzw. Ausgaben/Einnahmen) anhand von Übersichten und Grafiken sowie mittels Zuordnung nach Funktionen und Arten dar. Weiter behandelt es die Entwicklung des Eigenkapitals/Bilanzfehlbetrags, der Steuerbelastung und der Finanzkennzahlen. Der Punkt 4.17 des Berichts 2016 legt den Fokus auf die Finanzlage bezogen auf die Gemeindegrosse.

Das Kapitel 5 behandelt den interkommunalen Finanzausgleich.

Nun wünschen wir Ihnen eine angenehme Lektüre.

Sektion Gemeindefinanzen (SGF)

2 STRUCTURE DE LA POPULATION

2.1 Vue d'ensemble

Cette vue d'ensemble concerne la population STAPOPOP au 31.12.2016 des 134 communes. STATPOP comprend les Suisses établis et étrangers avec une autorisation de séjour (permis B) ou autorisation d'établissement (permis C) ainsi que les personnes dans le processus d'asile résidant depuis 12 mois ou plus en Suisse. La typologie de la population et des communes selon la taille est celle retenue par l'Office Fédéral de la Statistique (OFS). Les chiffres entre parenthèses donnent la situation au 31.12.2015.

- 4 (4) communes ou 3.0% (3.0%) de l'ensemble des communes valaisannes comptent moins de 101 habitants. 0.1% (0.1%) de la population y est domiciliée, soit 227 (236) personnes.
- 33 (33) communes ou 24.6% (24.6%) de l'ensemble des communes comptent entre 101 et 500 habitants. 3.1% (3.2%) de la population y est domiciliée, soit 10'650 (10'762) personnes.
- 25 (26) communes ou 18.7% (19.4%) de l'ensemble des communes comptent entre 501 et 1'000 habitants. 5.5% (5.8%) de la population y est domiciliée, soit 18'516 (19'470) personnes.
- 31 (30) communes ou 23.1% (22.4%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 1'001 et 2'000 habitants. 13.5% (13.3%) de la population y est domiciliée, soit 45'907 (44'576) personnes.
- 25 (25) communes ou 18.7% (18.7%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 2'001 et 5'000 habitants. 23.9% (23.9%) de la population y est domiciliée, soit 80'920 (80'117) personnes.
- 11 (11) communes ou 8.2% (8.2%) de l'ensemble des communes comptent une population entre 5'001 et 10'000 habitants. 24.6% (24.4%) de la population y est domiciliée, soit 83'411 (82'041) personnes.
- 5 (5) communes ou 3.7% (3.7%) de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 29.3% (29.3%) de la population y est domiciliée, soit 99'545 (98'494) personnes.

Ainsi dans notre canton, un peu moins de la moitié des communes, 62 ou 46.3% (63 ou 47%), a une population inférieure à 1'000 habitants.

Ce constat n'est pas uniquement valaisan. Tous les cantons où des procédures de fusion sont en cours avancent cette dimension du problème : trop de trop petites communes en nombre d'habitants. Cela signifie bien souvent l'existence d'un décalage important entre la dimension politique de la commune et la dimension économique efficiente des tâches publiques locales.

2 BEVÖLKERUNGSSTRUKTUR

2.1 Gesamtüberblick

Dieser Überblick zeigt die Wohnbevölkerung STATPOP der 134 Gemeinden per 31.12.2016. STATPOP umfasst die Schweizer sowie die Ausländer mit Aufenthaltsbewilligung (Ausweis B), Niederlassungsbewilligung (Ausweis C) und Personen in einem Asyl-Verfahren, welche sich seit 12 oder mehr Monaten in der Schweiz aufhalten. Die Einteilung der Bevölkerung und der Gemeinden nach der Grösse entspricht den Angaben des Bundesamtes für Statistik (BFS). Die Werte in Klammern entsprechen jenen per 31.12.2015.

- 4 (4) Gemeinden oder 3.0% (3.0%) aller Walliser Gemeinden zählen weniger als 101 Einwohner. 0.1% (0.1%) der Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 227 (236) Personen.
- 33 (33) Gemeinden oder 24.6% (24.6%) aller Gemeinden zählen zwischen 101 und 500 Einwohner. 3.1% (3.2%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 10'650 (10'762) Personen.
- 25 (26) Gemeinden oder 18.7% (19.4%) aller Gemeinden zählen zwischen 501 und 1'000 Einwohner. 5.5% (5.8%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 18'516 (19'470) Personen.
- 31 (30) Gemeinden oder 23.1% (22.4%) aller Gemeinden zählen zwischen 1'001 und 2'000 Einwohner. 13.5% (13.3%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 45'907 (44'576) Personen.
- 25 (25) Gemeinden oder 18.7% (18.7%) aller Gemeinden zählen zwischen 2'001 und 5'000 Einwohner. 23.9% (23.9%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 80'920 (80'117) Personen.
- 11 (11) Gemeinden oder 8.2% (8.2%) aller Gemeinden zählen zwischen 5'001 und 10'000 Einwohner. 24.6% (24.4%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 83'411 (82'041) Personen.
- 5 (5) Gemeinden oder 3.7% (3.7%) aller Gemeinden zählen mehr als 10'000 Einwohner. 29.3% (29.3%) der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 99'545 (98'494) Personen.

In unserem Kanton haben etwas weniger als die Hälfte der Gemeinden weniger als 1'000 Einwohner, d.h. 46.3% oder 62 Gemeinden (47% oder 63).

Diese Feststellung betrifft nicht nur das Wallis. Alle Kantone, in denen Fusionsprozess im Gang sind, sehen sich dieser Problematik gegenüber: zu viele Gemeinden mit geringer Einwohnerzahl. Dies bedeutet oft eine grosse Kluft zwischen der politischen und der wirtschaftlichen Dimension der Gemeinde, um die lokalen öffentlichen Aufgaben effizient zu erfüllen.

Description

La carte qui suit montre les limites des communes municipales. Les données relatives au nombre d'habitants ont été reprises de l'Office fédéral de la statistique (statistique STATPOP).

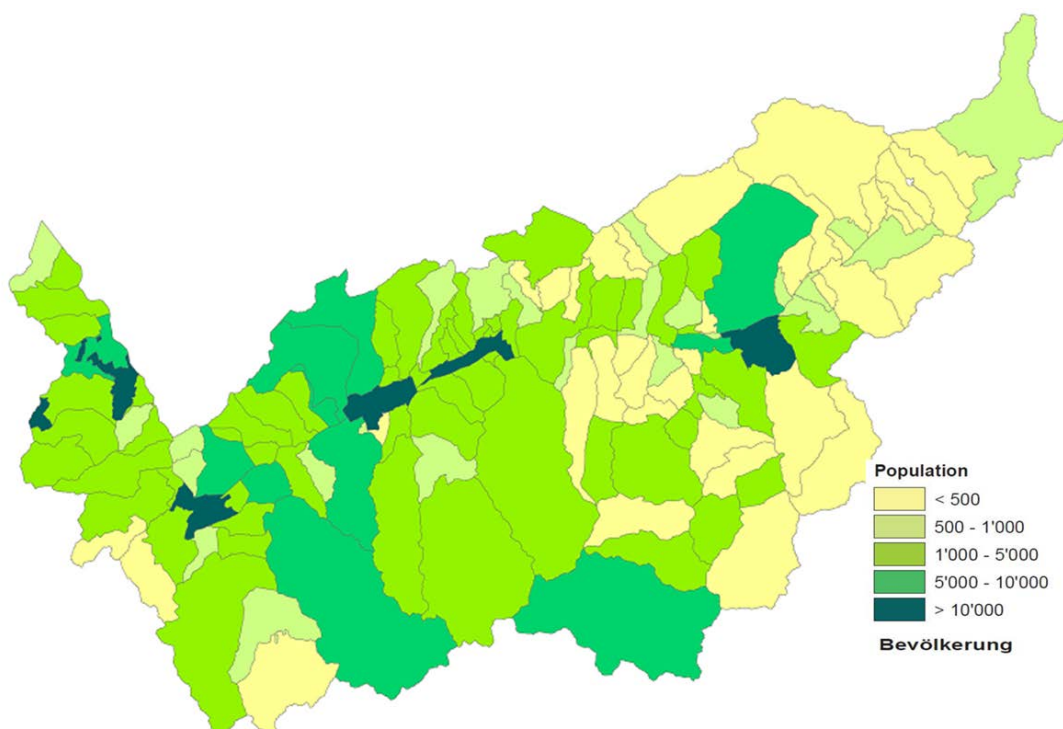
Question examinée

Quel était le nombre d'habitants par commune en 2016 (2015) selon une répartition en 5 catégories ?

Commentaire

- 29'393 (30'468) personnes vivent dans les 62 (63) communes qui comptent 1'000 habitants et moins. Le 46.3% (47.0%) de l'ensemble des communes valaisannes héberge le 8.7% (9.1%) de l'ensemble de la population.
- A contrario, 5 (5) communes ou 3.7% (3.7%) de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 29.3% (29.3%) de la population y est domiciliée, soit 99'545 (98'494) personnes.
- La population utilisée par le compte indicateur est celle N-1, soit 2015.

Carte : Nombre d'habitants au 31.12.2016



Ausgangslage

Die nachfolgende Karte zeigt die Einwohnergemeinden anhand ihrer Einwohnerzahl. Die Angaben (STATPOP - jährliche Bevölkerungsstatistik) stammen vom Bundesamt für Statistik.

Fragestellung

Welches war die Einwohnerzahl pro Gemeinde im Jahr 2016 (2015), dargestellt in fünf Kategorien?

Kommentar

- 29'393 (30'468) Personen leben in 62 (63) Gemeinden mit 1'000 oder weniger Einwohner. Dies entspricht 46.3% (47.0%) der Walliser Gemeinden oder 8.7% (9.1%) der Gesamtbevölkerung.
- Demgegenüber zählen 5 (5) Gemeinden oder 3.7% (3.7%) aller Walliser Gemeinden mehr als 10'000 Einwohner. In diesen Gemeinden leben 99'545 (98'494) Personen oder 29.3% (29.3%) der Gesamtbevölkerung.
- Die in den Finanzkennzahlen verwendete Bevölkerungszahl entspricht jener vom Jahr N-1, d.h. 2015.

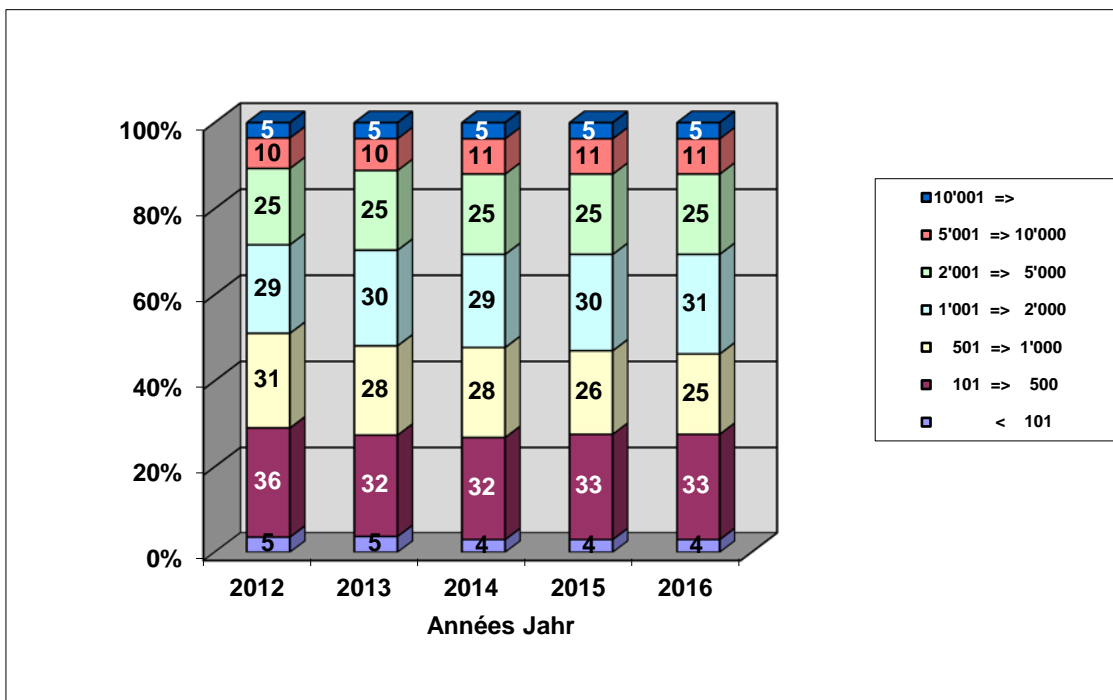
Karte: Einwohnerzahl per 31.12.2016

En Valais, l'évolution se traduit comme suit :

Im Wallis zeigt sich die Entwicklung wie folgt:

Population et commune selon la taille

Bevölkerung und Gemeinden nach Grösse

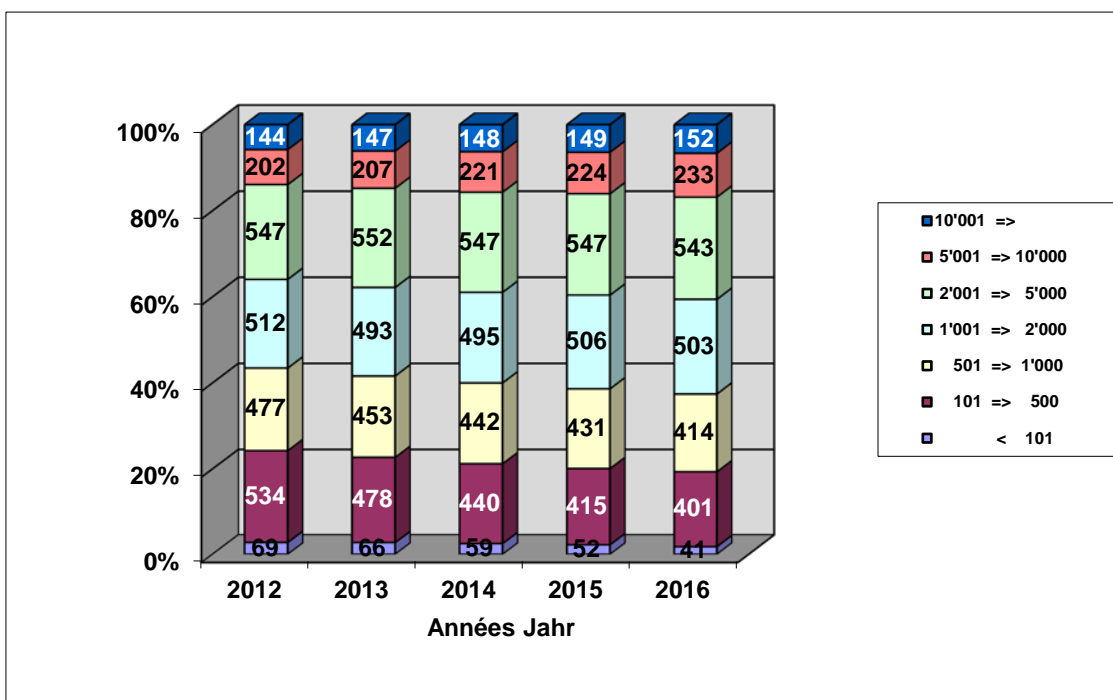


En Suisse, l'évolution se traduit comme suit :

In der Schweiz zeigt sich die Entwicklung wie folgt :

Population et commune selon la taille

Bevölkerung und Gemeinden nach Grösse



2.2 Comparaison avec la Suisse

Cette vue d'ensemble concerne la population au 31.12.2016 des 2'287 communes suisses. 8'419'550 habitants. Il est intéressant de comparer ces données avec celles du Canton du Valais.

- 41 communes ou 1.8% de l'ensemble des communes comptent une population de moins de 101 habitants. 0.03% de la population suisse y est domiciliée, soit 2'679 personnes.
- 401 communes ou 17.5% de l'ensemble des communes comptent une population entre 101 et 500 habitants. 1.5% de la population y est domiciliée, soit 126'630 personnes.
- 414 communes ou 18.1% de l'ensemble des communes comptent une population entre 501 et 1'000 habitants. 3.7% de la population y est domiciliée, soit 309'673 personnes.
- 503 communes ou 22.0% de l'ensemble des communes comptent une population entre 1'001 et 2'000 habitants. 8.5% de la population y est domiciliée, soit 714'407 personnes.
- 543 communes ou 23.7% de l'ensemble des communes comptent une population entre 2'001 et 5'000 habitants. 20.7% de la population y est domiciliée, soit 1'746'780 personnes.
- 233 communes ou 10.2% de l'ensemble des communes comptent une population entre 5'001 et 10'000 habitants. 19.1% de la population y est domiciliée, soit 1'612'009 personnes.
- 152 communes ou 6.6% de l'ensemble des communes comptent une population supérieure à 10'000 habitants. 46.4% de la population y est domiciliée, soit 3'907'372 personnes.

Ainsi dans notre pays, 37.4% des communes a une population inférieure à 1'000 habitants.

- 438'892 personnes vivent dans les 856 communes qui comptent 1'000 habitants et moins. Autrement dit, le 37.4% de l'ensemble des communes suisses héberge le 5.2% de l'ensemble de la population.

Source : OFS, bilan de la population résidente permanente selon les districts et les communes, en 2016 (su-f-01.02.04.07)

2.2 Vergleich mit der Schweiz

Diese Übersicht zeigt die Bevölkerung der 2'287 Gemeinden in der Schweiz per 31.12.2016, insgesamt 8'419'550 Einwohner. Es ist interessant, diese Daten mit denen des Kantons Wallis zu vergleichen.

- 41 Gemeinden oder 1.8% aller Gemeinden haben weniger als 101 Einwohner. 0.03% der Schweizer Bevölkerung wohnt in diesen Gemeinden, d.h. 2'679 Personen.
- 401 Gemeinden oder 17.5% aller Gemeinden haben zwischen 101 und 500 Einwohner. 1.5% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 126'630 Personen.
- 414 Gemeinden oder 18.1% aller Gemeinden haben zwischen 501 und 1'000 Einwohner. 3.7% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 309'673 Personen.
- 503 Gemeinden oder 22.0% aller Gemeinden haben zwischen 1001 und 2'000 Einwohner. 8.5% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 714'407 Personen.
- 543 Gemeinden oder 23.7% aller Gemeinden haben zwischen 2'001 und 5'000 Einwohner. 20.7% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 1'746'780 Personen.
- 233 Gemeinden oder 10.2% aller Gemeinden haben zwischen 5'001 und 10'000 Einwohner. 19.1% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 1'612'009 Personen.
- 152 Gemeinden oder 6.6% aller Gemeinden haben mehr als 10'000 Einwohner. 46.4% der Bevölkerung wohnen in diesen Gemeinden, d.h. 3'907'372 Personen.

In unserem Land haben also 37.4% aller Gemeinden weniger als 1'000 Einwohner.

- 438'892 Personen wohnen in den 856 Gemeinden, die 1'000 Einwohner und weniger zählen. Oder mit anderen Worten wohnen in 37.4% aller Schweizer Gemeinden 5.2% der Gesamtbevölkerung.

Quelle : BFS, Bilanz 2016 der ständigen Wohnbevölkerung nach Bezirken und Gemeinden (su-d-01.02.04.07)

2.3 Comparaison de la taille des communes suisses

2.3 Vergleich der Grösse der Schweizer Gemeinden

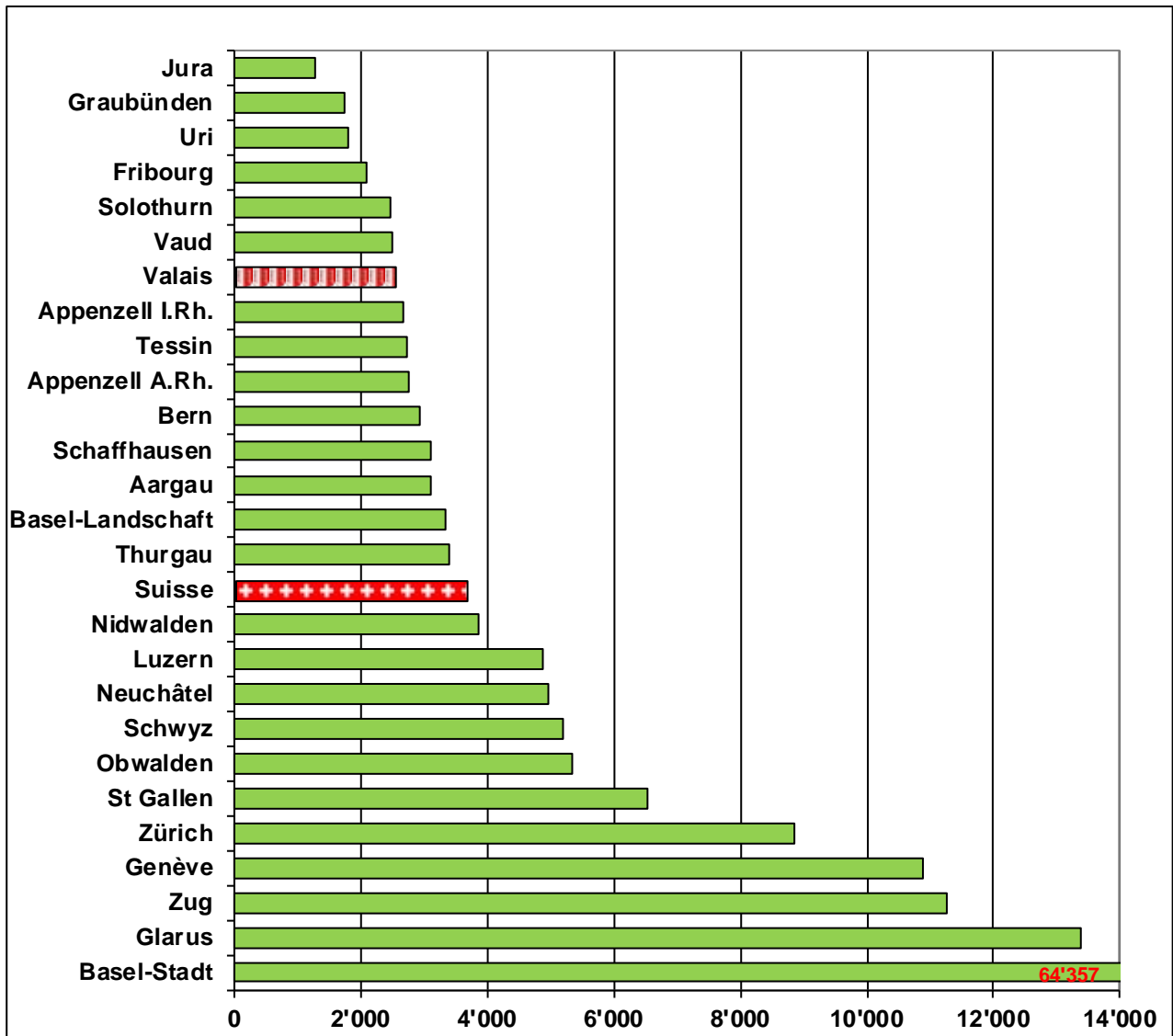
Canton	Nombre de communes	Nombre d'habitants	En % de la population totale	Population moyenne par communes
	au 31.12.2016	au 31.12.2016		
Aargau	213	663'462	7.9%	3'115
Appenzell A.Rh.	20	54'954	0.7%	2'748
Appenzell I.Rh.	6	16'003	0.2%	2'667
Basel-Landschaft	86	285'624	3.4%	3'321
Basel-Stadt	3	193'070	2.3%	64'357
Bern	352	1'026'513	12.2%	2'916
Fribourg	150	311'914	3.7%	2'079
Genève	45	489'524	5.8%	10'878
Glarus	3	40'147	0.5%	13'382
Graubünden	114	197'550	2.3%	1'733
Jura	57	73'122	0.9%	1'283
Luzern	83	403'397	4.8%	4'860
Neuchâtel	36	178'567	2.1%	4'960
Nidwalden	11	42'556	0.5%	3'869
Obwalden	7	37'378	0.4%	5'340
St Gallen	77	502'552	6.0%	6'527
Schaffhausen	26	80'769	1.0%	3'107
Schwyz	30	155'863	1.9%	5'195
Solothurn	109	269'441	3.2%	2'472
Thurgau	80	270'709	3.2%	3'384
Tessin	130	354'375	4.2%	2'726
Uri	20	36'145	0.4%	1'807
Valais	134	339'176	4.0%	2'531
Vaud	316	784'822	9.3%	2'484
Zug	11	123'948	1.5%	11'268
Zürich	168	1'487'969	17.7%	8'857
Suisse	2'287	8'419'550	100%	3'681
Kanton	Anzahl Gemeinden per 31.12.2016	Anzahl Einwohner per 31.12.2016	In % der Gesamtbevölkerung	Durchschnittliche Bevölkerungszahl pro Gemeinde

La population valaisanne représente le 4.0% (4.0%) de l'ensemble de la population suisse. Avec une population moyenne par commune de 2'531 (2'505) habitants, notre canton se situe en dessous de la moyenne suisse qui est de 3'681 (3'583) habitants. La population de la commune valaisanne moyenne représente le 68.8% (69.9%) de la population de la commune suisse moyenne. L'écart s'est maintenu entre 2015 et 2016.

Die Walliser Bevölkerung macht 4.0% (4.0%) der Gesamtbevölkerung der Schweiz aus. Mit einem Bevölkerungsdurchschnitt von 2'531 (2'505) Einwohner pro Gemeinde liegt unser Kanton unter dem Schweizer Durchschnitt von 3'681 (3'583) Einwohnern. Dies entspricht 68.8% (69.9%) im Vergleich zum Schweizer Durchschnitt. Dieses Verhältnis hat sich im 2016 gegenüber 2015 kaum verändert.

Carte : Population moyenne par communes

Karte: Durchschnittliche Einwohnerzahl der Gemeinden



2.4 Evolution du nombre de communes en Suisse

Corippo dans le canton du Tessin reste la plus petite commune avec ses 14 (13) habitants, alors que la ville de Zürich confirme sa suprématie et dénombre 402'762 (396'955) habitants.

Les chiffres entre parenthèses donnent la situation au 31.12.2015.

2.4 Entwicklung der Anzahl Gemeinden in der Schweiz

Corippo im Kanton Tessin mit 14 (13) Einwohner bleibt die kleinste Gemeinde, während die Stadt Zürich mit 402'762 (396'955) Einwohner ihre Vormachtstellung bestätigt.

Die Werte in Klammern entsprechen dem Stand per 31.12.2015.

Canton/Kanton	Au 31.12/Per 31.															Variation depuis 1990	
	1990	2000	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	en unité	en %	
																Veränderung seit 1990	
																in Anzahl	in %
Aargau	232	232	229	229	229	220	220	219	216	213	213	213	213	212	-20	-8.6%	
Appenzell A.Rh.	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0.0%	
Appenzell I.Rh.	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	6	0	0.0%	
Basel-Landschaft	73	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	86	13	17.8%	
Basel-Stadt	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	3	0	0.0%	
Bern	412	400	396	395	392	388	383	382	379	362	356	352	351	347	-65	-15.8%	
Fribourg	259	242	168	168	168	168	167	165	164	163	163	150	136	136	-123	-47.5%	
Genève	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	45	0	0.0%	
Glarus	29	29	25	25	25	25	3	3	3	3	3	3	3	3	-26	-89.7%	
Graubünden	213	212	206	203	190	180	178	176	158	146	125	114	112	108	-105	-49.3%	
Jura	82	83	83	83	64	64	64	64	57	57	57	57	57	55	-27	-32.9%	
Luzern	107	107	96	96	88	87	87	87	83	83	83	83	83	83	-24	-22.4%	
Neuchâtel	62	62	62	62	53	53	53	53	37	37	37	36	36	31	-31	-50.0%	
Nidwalden	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	0	0.0%	
Obwalden	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	7	0	0.0%	
St.Gallen	90	90	88	88	86	85	85	85	77	77	77	77	77	77	-13	-14.4%	
Schaffhausen	34	34	32	32	27	27	27	27	26	26	26	26	26	26	-8	-23.5%	
Schwyz	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	0	0.0%	
Solothurn	130	126	125	125	125	122	121	120	118	109	109	109	109	109	-21	-16.2%	
Thurgau	179	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	-99	-55.3%	
Tessin	247	245	190	181	169	157	157	147	135	135	135	130	115	115	-132	-53.4%	
Uri	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	0	0.0%	
Valais	163	160	153	153	143	143	141	141	135	134	134	134	126	126	-37	-22.7%	
Vaud	385	384	378	376	375	375	339	326	318	318	318	316	309	309	-76	-19.7%	
Zug	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	11	0	0.0%	
Zürich	171	171	171	171	171	171	171	171	171	170	169	168	168	166	-5	-2.9%	
Suisse/Schweiz	3'021	2'896	2'721	2'706	2'624	2'584	2'515	2'485	2'396	2'352	2'324	2'287	2'240	2'222	-799	-26.4%	

Entre 1990 et 2017, le nombre de communes politiques est passé de 3'021 à 2'240. Le rythme est certainement influé par la durée des périodes législatives (de 2 à 5 ans selon les cantons) et les dates desdites périodes. Nous notons au passage que les dates d'entrée en fonction des Exécutifs et Législatifs communaux sont également réparties sur l'année, en janvier pour certains, en mai, juin, juillet ou encore septembre pour d'autres.

De très nombreux projets de fusions ont abouti jusqu'à ce jour selon le répertoire officiel des communes de Suisse publié par l'OFS ([version du 24.10.2017](#)). Par contre, ils ne rentreront en vigueur que ces prochaines années et ce pour les raisons évoquées ci-dessus.

47 communes ont disparu en 2017 dont 15 dans le seul canton du Tessin. 18 communes seront rayées de la carte en 2018, 4 en 2019.

Zwischen 1990 und 2017 ist die Anzahl der politischen Gemeinden von 3'021 auf 2'240 zurückgegangen. Der Rhythmus ist gewiss beeinflusst einerseits durch die Dauer der Legislaturperiode (2 bis 5 Jahre laut Kantone) und andererseits durch den Zeitpunkt des Inkrafttretens dieser Perioden. Zudem ist zu erwähnen, dass das Amtsantrittsdatum der kommunalen Exekutiven und Legislativen ebenfalls übers Jahr verteilt ist, d.h. bei einigen ist es im Januar, bei anderen im Mai, im Juni, im Juli oder noch im September.

Laut dem vom BfS veröffentlichten Register der Schweizer Gemeinden ist bis heute ([Stand 24.10.2017](#)) eine grosse Anzahl Fusionsprojekte zustande gekommen. Aus den vorerwähnten Gründen werden diese in den nächsten Jahren in Kraft treten.

Im 2017 ist der Bestand um 47 Gemeinden reduziert worden, wovon 15 allein im Kanton Tessin. 18 Gemeinden werden im 2018 von der Schweizer Landeskarte verschwinden, 4 im 2019.

En parallèle à ces fusions déjà décidées, nous recensons 28 projets en cours qui touchent 96 communes dans 9 cantons. Le canton du Tessin (22 communes touchées) se retrouve en tête de liste, suivi d'Argovie (18) et de Berne (16). Le nombre de communes pourrait ainsi être diminué de 68 à moyen terme.

Petit tour d'horizon de la presse 2016 pour les cantons suisses.

Un article relatif aux changements structurels des régions de montagne apparaîtra fin janvier 2017 et sera disponible sur le site web www.avenir-suisse.ch (avec un résumé en français). (*Commune Suisse 12.2016*).

Le transfert de la Commune de Clavaleyres du canton de Berne à celui de Fribourg franchit une étape de plus. Le Conseil-exécutif bernois a signé avec le Canton de Fribourg une déclaration d'intention qui règle la procédure (*Commune Suisse 03.2016*).

Le canton de Fribourg tente de relancer le projet d'une grande fusion de communes autour de son chef-lieu. Le Grand Conseil a adopté un cadre légal spécifique pour stimuler le processus. La loi sur l'encouragement aux fusions de communes se voit ainsi ajouter un chapitre consacré à la fusion du Grand Fribourg. De plus, le délai pour demander une aide financière du canton, qui se terminait à 2015, est prolongé pour toutes les communes jusqu'en 2020 (*Commune Suisse 06.2016*).

Dans les Grisons, le paysage communal est en train de subir un profond remaniement: ce canton compte désormais près de 100 communes de moins par rapport aux 200 qui existaient en 2000. Daniel Albertin, président de la nouvelle commune d'Albula/Alvra depuis près de deux ans, estime que les fusions présentent plus d'avantages que d'inconvénients (*Commune Suisse 12.2016*).

Dix ans après la fusion de Willisau-Ville et Willisau-Campagne, l'Exécutif de la ville voulait savoir quelle est la position de la population. L'identification est grosse et une division est à peine perceptible. (*Commune Suisse 07/08.2016*).

Le Grand Conseil tessinois a donné lundi soir son feu vert à la plus grande fusion de communes en Suisse. A une écrasante majorité, il a adopté le projet de Grand Bellinzone assorti d'un crédit de 50 millions de francs. Sur le total de la contribution cantonale, pas moins de 20 millions seront consacrés au développement social et culturel de la nouvelle commune (*NF 23.03.2016*).

Neben diesen bereits beschlossenen Fusionen sind in 9 Kantonen 28 Projekte mit 96 Gemeinden am Laufen. An der Spitze dieser Liste ist der Kanton Tessin (22 Gemeinden), gefolgt von den Kantonen Aargau (18) und Bern (16). Mittelfristig könnte sich somit die Zahl der Gemeinden um 68 reduzieren.

Ein kurzer Überblick aus Presseartikel im 2016 zu den Schweizer Kantonen.

Ein ausführlicher Beitrag zu den Talschaftsfusionen wird Ende Januar 2017 im Rahmen einer Studie zu den Berggebieten veröffentlicht und kann dann auf der Website www.avenir-suisse.ch heruntergeladen werden (*Schweizer Gemeinde 12.2016*).

Der Transfer der Gemeinde Clavaleyres vom Kanton Bern zum Kanton Freiburg ist ein weiterer Schritt. Der Berner Regierungsrat hat mit dem Kanton Freiburg eine Absichtserklärung unterzeichnet, welche das Verfahren regelt (*Schweizer Gemeinde 03.2016*).

Der Kanton Freiburg versucht, das Projekt einer Grossfusion rund um die Hauptstadt wieder zu beleben. Der Grosse Rat hat einen spezifischen Gesetzesrahmen verabschiedet, um den Prozess anzuregen. Das Gesetz über die Förderung der Gemeindezusammenschlüsse sieht vor, ein Kapitel für die Fusion Grossfreiburg aufzunehmen. Zudem wurde die Frist für die Anfrage an den Kanton für eine Finanzstütze für alle Gemeinden von 2015 auf 2020 (*Schweizer Gemeinde 06.2016*).

In Graubünden wird die Gemeindelandschaft umgepflügt: Gab es im Jahr 2000 noch 212 Gemeinden, sind es heute fast 100 weniger. Daniel Albertin, seit bald zwei Jahren Präsident der neuen Gemeinde Albula/Alvra, sieht mehr Vor- als Nachteile in Fusionen (*Schweizer Gemeinde 12.2016*).

Zehn Jahre nach der Fusion von Willisau-Stadt und Willisau-Land wollte der Stadtrat wissen, wie die Bevölkerung zum Zusammenschluss steht. Fazit: Die Identifikation ist gross, eine Zweiteilung ist kaum noch feststellbar (*Schweizer Gemeinde 07/08.2016*).

Am Montagabend entschied der Tessiner Grosse Rat mit grosser Mehrheit, das Fusionsprojekt in der Region Bellinzona mit rund 50 Millionen Franken zu unterstützen. Vom Kantonsbeitrag sollen allein 20 Millionen Franken in die «gesellschaftliche und kulturelle » Entwicklung des neuen Bellinzonas fliessen (*WB 23.03.2016*).

Les fusions « records » en Suisse (propre enquête) :

Habitants : 73'000 – Lucerne et Littau
Nombre de communes : 15 - Val de Ruz
Superficie : 430 Km² – Glaris Sud

Les derniers échecs de fusion par canton

Argovie – Berikon, Rudolfstetten-Friedlisberg, Widen
Berne – Attiswil, Famem, Niederbipp, Oberbipp, Rumisberg, Walliswil bei Niederwangen, Walliswil bei Wangen, Wangen an der Aare, Wangenried, Wiedlisbach, Wolfisberg

Jura – Bourrignon, Châtillon, Courrendlin, Courtételle, Delémont, Develier, Ederswiler, Mettembert, Movelier, Pleigne, Rebeuvelier, Rossemaison, Vellerat

St-Gall – Oberhelfenschwil, Lütisburg, Bütschwil-Ganterschwil

Zürich – Bachs, Stadel

„Rekorde“ bei Fusionen in der Schweiz (eigene Erhebung) :

Einwohner: 73'000 – Luzern und Littau
Anzahl Gemeinden: 15 - Val de Ruz
Fläche: 430 km² – Glarus Süd

Die letzten abgelehnten Fusionen nach Kantonen:

Aargau – Berikon, Rudolfstetten-Friedlisberg, Widen
Bern – Attiswil, Famem, Niederbipp, Oberbipp, Rumisberg, Walliswil bei Niederwangen, Walliswil bei Wangen, Wangen an der Aare, Wangenried, Wiedlisbach, Wolfisberg

Jura – Bourrignon, Châtillon, Courrendlin, Courtételle, Delémont, Develier, Ederswiler, Mettembert, Movelier, Pleigne, Rebeuvelier, Rossemaison, Vellerat

St. Gallen – Oberhelfenschwil, Lütisburg, Bütschwil-Ganterschwil

Zürich – Bachs, Stadel

Canton au 31.12.2016	Commune		
	la plus petite	la médiane	la plus grande
Aargau	167	1'933	21'036
Appenzell A.Rh.	516	1'759	15'730
Appenzell I.Rh.	1'102	2'050	5'825
Basel-Landschaft	157	1'310	20'695
Basel-Stadt	1'158	20'895	171'017
Bern	37	1'183	133'115
Fribourg	69	1'101	38'829
Genève	483	2'521	198'979
Glarus	9'575	12'515	18'057
Graubünden	44	914	34'880
Jura	71	629	12'562
Luzern	363	2'600	81'592
Neuchâtel	205	1'921	38'965
Nidwalden	1'384	3'567	8'333
Obwalden	2'129	5'060	10'233
St Gallen	843	4'734	75'481
Schaffhausen	302	921	36'148
Schwyz	88	3'451	16'196
Solothurn	30	1'484	18'166
Thurgau	326	2'175	25'200
Tessin	14	1'431	63'932
Uri	145	772	9'211
Valais	30	1'169	33'999
Vaud	53	789	137'810
Zug	2'219	8'827	29'804
Zürich	341	4'084	402'762
Kanton per 31.12.2016	Gemeinde		
	die kleinste	der Median	die grösste

Dans le canton du Valais, la capitale Sion est 1'133 fois plus grande que la commune de Bister. Glaris enregistre l'amplitude la plus faible entre la plus grande collectivité et la plus petite, 2 fois. Tessin fait état de l'amplitude la plus forte avec 4'567 fois. Les disparités, indépendamment du nombre de communes, ne touchent ainsi pas de la même manière les cantons.

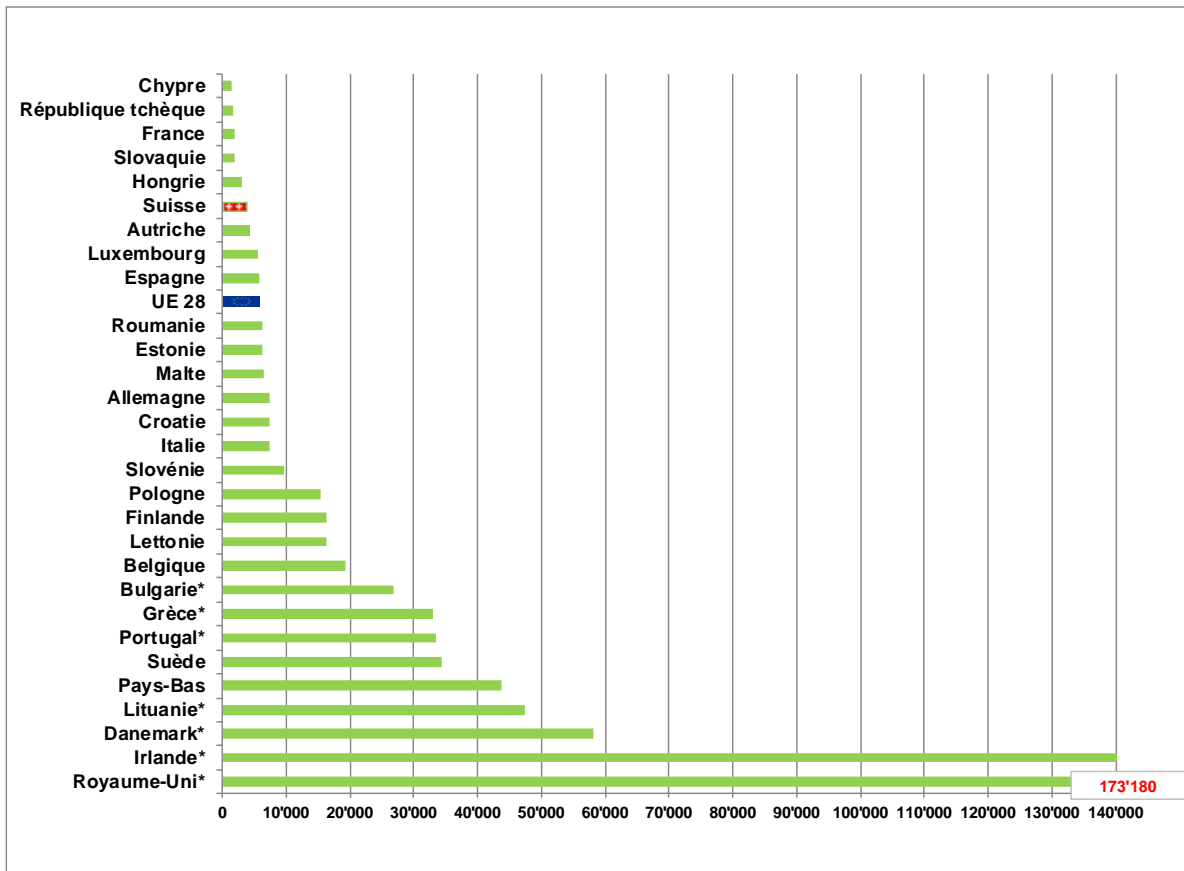
Im Kanton Wallis ist die Hauptstadt Sitten 1'133-mal grösser als die Gemeinde Bister. Die kleinste Spanne zwischen der grössten und der kleinsten Gemeinde verzeichnet Glarus (2-mal), die stärkste der Kanton Tessin (4'567-mal). Die Verschiedenheiten, unabhängig von der Anzahl Gemeinden, tangieren so die Kantone nicht in gleicher Art und Weise.

Un petit tour d'horizon dans les pays de l'Union européenne nous donne l'image suivante en 2016 :

Einen kurzen Blick zu den Ländern der Europäischen Union zeigt das folgende Bild per 2016:

Comparaison de la taille des communes en Europe.

Vergleich der Gemeindegrößen in Europa.



Source population : [Eurostat](#)

Quelle Bevölkerung : [Eurostat](#)

Ensemble des habitants d'une zone donnée au 1er janvier d'une année donnée (ou, dans certains cas, au 31 décembre de l'année précédente). Cette population est soit calculée à partir des données obtenues du dernier recensement, ajustées par les données sur les composantes de l'accroissement de population depuis ce dernier recensement, soit à partir des registres de population.

Die Einwohner eines bestimmten Gebietes am 1. Januar des betreffenden Jahres (oder in einigen Fällen am 31. Dezember des vorangegangenen Jahres). Die Einwohnerzahl basiert auf den Daten der jüngsten Volkszählung, bereinigt unter Berücksichtigung der Komponenten des Bevölkerungswachstums seit der letzten Volkszählung, oder auf den Daten der Bevölkerungsregister.

Source communes : [Eurostat](#)

Quelle Gemeinden : [Eurostat](#)

Pour répondre à la demande de statistiques au niveau local, Eurostat a créé un système d'unités administratives locales (UAL), compatibles avec la nomenclature NUTS. À l'échelon local, deux niveaux d'UAL ont été définis :

Um den Bedarf an lokalen Statistiken zu erfüllen, hat Eurostat ein System lokaler Verwaltungseinheiten (LAU) eingerichtet, das mit der NUTS-Klassifikation vereinbart ist. Die lokalen Verwaltungseinheiten sind in zwei lokale Ebenen unterteilt:

le niveau UAL supérieur (UAL niveau 1, anciennement NUTS 4) est défini pour la majorité des pays, mais pas pour tous; le niveau UAL inférieur (UAL niveau 2, anciennement NUTS 5) regroupe les municipalités ou unités équivalentes dans les 28 États membres de l'UE.

die obere LAU-Ebene (LAU 1, vormalig NUTS 4), die nicht für alle, aber doch für die meisten Staaten festgelegt ist; die untere LAU-Ebene (LAU 2, vormalig NUTS 5), die die Gemeinden oder vergleichbare Einheiten der 28 EU-Mitgliedstaaten umfasst.

Étant donné que les changements apportés aux UAL sont fréquents, Eurostat suit leur évolution d'année en année. Le règlement NUTS prévoit que les États membres de l'UE transmettent des listes exhaustives de leurs unités administratives locales à Eurostat. Eurostat reçoit, sur la base de listes annuelles UAL, des informations administratives de base telles que la population totale et la superficie. Ces informations ont un niveau de détail UAL2 sauf *.

Da sich die lokalen Verwaltungseinheiten häufig ändern, wird ihre Entwicklung von Jahr zu Jahr von Eurostat verfolgt. Nach den Bestimmungen der NUTS-Verordnung müssen die EU-Mitgliedstaaten Eurostat vollständige Listen mit ihren lokalen Verwaltungseinheiten zuleiten. Falls verfügbar, erhält Eurostat zusätzliche Informationen zur Gesamtbevölkerung und Landfläche auf LAU-2-Ebene.

2.5 Les fusions dans le canton du Valais

L'ordonnance sur les fusions de communes du 25 janvier 2012 (RSVS 175.100), modifiée le 22.10.2014, abroge l'ordonnance du 8 juin 2005 du même nom. Dorénavant, le calcul de l'aide se fera selon les nouvelles dispositions légales. Le montant est déterminé sur la base des deux seuls paramètres que sont le nombre d'habitants et le nombre de communes engagées dans le processus.

Le fonds spécial d'aides financières aux communes a été initialement alimenté par le budget ordinaire du canton par 3 tranches de Fr. 10 millions entre 2003 et 2005. En 2005, un montant de Fr. 15 millions est transféré au fonds de fusion en application de l'art. 2 de l'ordonnance du 8 juin 2005 sur les fusions des communes qui prévoit la mise à disposition de la moitié des crédits budgétaires. Le 2^{ème} paquet de Fr. 15 millions est affecté à l'assainissement des communes en situation précaire en application des dispositions du décret concernant l'octroi d'aides financières en vue de l'assainissement de communes en situation financière précaire du 4 septembre 2003 (caduc depuis le 26.09.2008).

L'alimentation annuelle a été garantie entre 2006 et 2009 par un montant correspondant au 5% du montant du fonds de péréquation. Le pourcentage est passé à 10% en 2010 et 2011. Avec l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation en 2012, l'alimentation est assurée par le budget ordinaire à raison de 2 millions de francs par année. Le post financement du fonds est autorisé si nécessaire (art. 2, al. 3). Au 31.12.2016, le fonds se trouve en négatif à Fr. -484'987.45.

Jusqu'au 31.12.2016, un montant de Fr. 33'429'070.15 a ainsi été versé par le fonds de fusion aux 15 projets de fusion qui ont touchés 44 collectivités, frais d'étude compris. Ce montant ne comprend pas les aides à la fusion versées jusqu'en 2004 par l'ancienne péréquation.

2.5 Fusionen im Kanton Wallis

Die Verordnung über Gemeindefusionen vom 25. Januar 2012 (RSVS 175.100), angepasst am 22.10.2014, setzt die gleichnamige Verordnung vom 8. Juni 2005 ausser Kraft. Künftig errechnet sich der Beitrag nach den neuen gesetzlichen Bestimmungen. Der Betrag wird einzig von zwei Parametern bestimmt, von der Anzahl Einwohner und der Anzahl Gemeinden, welche am Projekt teilnehmen.

Der Spezialfonds für die Finanzhilfe an die Gemeinden wurde anfänglich in 3 Tranchen à Fr. 10 Mio. zwischen 2003 und 2005 über das ordentliche Budget des Kantons geäufnet. In Anwendung von Art. 2 der Verordnung über Gemeindefusionen vom 8. Juni 2005 wurden im 2005 Fr. 15 Mio. in den Fonds für Gemeindefusion transferiert, welcher diese Mittel als Budgetkredit zur Verfügung stellt. Das zweite Paket von Fr. 15 Mio. wurde entsprechend den Bestimmungen des Dekrets betreffend die Gewährung von Finanzhilfen zur Sanierung von Gemeinden mit prekären Finanzen vom 4. September 2003 (war in Kraft bis 26. September 2008) zur Sanierung von Gemeinden mit prekären Finanzen verwendet.

Zwischen 2006 und 2009 wurde die jährlich Äufnung des Fusionsfonds durch Beiträge sichergestellt, die 5% des Finanzausgleichsfonds entsprachen. Für 2010 und 2011 wurde der Prozentsatz auf 10% angehoben. Mit Inkrafttreten des neuen Finanzausgleichs im 2012 wird die Äufnung mit jährlich 2 Millionen Franken dem ordentlichen Budget belastet. Sofern notwendig, ist die Nachfinanzierung des Fonds erlaubt (Art. 2, Abs. 3). Per 31.12.2016 wies der Fonds eine Unterdeckung von Fr. -484'987.45 auf.

Bis 31.12.2016 wurden aus dem Fusionsfonds Beträge von insgesamt Fr. 33'429'070.15 an 15 Fusionsprojekte mit 44 Gemeinden überwiesen (inkl. Beiträge für Fusionsstudien). Darin nicht enthalten sind die bis 2004 über den früheren Finanzausgleich entrichteten Unterstützungsbeiträge für Fusionen.

Hab. Einw.	Anciennes communes Frühere Gemeinden	Nouvelle commune Neue Gemeinde	Hab. Einw.	Fusion le Fusion am
366 92	Guttet Feschel	Guttet-Feschel	458	01.10.2000
59 52 97	Selkingen Biel Ritzingen	Grafschaft	208	01.10.2000
75 165 315	Goppisberg Greich Ried-Mörel	Riederalp	555	01.11.2003
425 64	Münster Geschinen	Münster-Geschinen	489	01.10.2004
405 145	Reckingen Gluringen	Reckingen-Gluringen	550	01.10.2004

Hab. Einw.	Anciennes communes Frühere Gemeinden	Nouvelle commune Neue Gemeinde	Hab. Einw.	Fusion le Fusion am
41 395 77 41	Ausserbinn Ernen Mühlebach Steinhaus	Ernen	554	01.10.2004
668 82 445 226 345 438	Ayer Chandolin Grimentz St. Jean St. Luc Vissoie	Anniviers	2'204	01.01.2009
273 207 231	Oberwald Obergesteln Ulrichen	Obergoms	711	01.01.2009
1'336 215	Steg Hohtenn	Steg-Hohtenn	1'551	01.01.2009
1'333 471	Gampel Bratsch	Gampel-Bratsch	1'804	01.01.2009
520 172	Mörel Filet	Mörel-Filet	692	01.01.2009
222 428 146	Mase Nax Vernamiège	Mt-Noble	796	01.01.2011
220 532 8'096	Birgisch Mund Naters	Naters	8'848	01.01.2013
969 162	Turtmann Unterems	Turtmann-Unterems	1'131	01.01.2013
148 4'114	Mex St-Maurice	St-Maurice	4'262	01.01.2013
3'486 293	Leuk Erschmatt	Leuk	3'779	01.01.2013
30'363 982	Sion Salins	Sion	31'345	01.01.2013
420 19	Betten Martisberg	Bettmeralp	439	01.01.2014
950 3'093 2'385 4'412	Mollens Chermignon Montana Randogne	Crans-Montana	10'840	01.01.2017
45 80 190 438 464	Niederwald Blitzingen Grafschaft Reckingen-Gluringen Münster-Geschinen	Goms	1'217	01.01.2017
33'296 332	Sion Les Agettes	Sion	33'628	01.01.2017
656 1'200 719 343 1'390 6'842	Ausserberg Baltschieder Bürchen Eggerberg Visperterminen Visp	Visp		AP/UV 13.02.2011 refusée/ abgelehnt

Le site internet de la Fondation suisse des armoiries et des drapeaux, "Stiftung Schweizer Wappen und Fahnen", www.stiftungswf.ch, répertorie pour le canton du Valais 15 fusions (-11 communes) ou scissions (+ 7 communes) entre 1850 et 1972.

Die Website der Stiftung Schweizer Wappen und Fahnen www.stiftungswf.ch führt für die Zeit zwischen 1850 und 1972 beim Kanton Wallis 15 Fusionen (-11 Gemeinden) oder Abspaltungen (+ 7 Gemeinden) auf.

3 INTRODUCTION AU MODÈLE COMPTABLE HARMONISÉ (MCH)

3.1 MCH - Historique

Le manuel de comptabilité publique nous apprend qu'en 1878 et 1892 déjà, la Société suisse de statistique essaya de formuler des exigences minimales en matière d'harmonisation des comptes publics. Au début du 20ème siècle, l'Association des fonctionnaires des finances d'administrations et d'entreprises publiques en partenariat avec l'Union des villes suisses tentèrent d'uniformiser l'interprétation de certains principes budgétaires. Plus près de nous en 1950, une première tentative d'harmonisation de la présentation des états financiers entre les trois échelons représentés par la Confédération, les cantons et les communes a vu le jour. L'échec des tentatives est le dénominateur commun à ces trois projets.

C'est sous l'impulsion dès 1970 de la Conférence des directeurs cantonaux des finances que le MCH a vu le jour. La version actuelle date de 1981. Elle prend la forme de recommandations aux Cantons, à charge des cantons de faire suivre aux communes.

Dans le canton du Valais, le MCH, qui était recommandé depuis 1981 sous la forme de consignes, est rendu obligatoire par les dispositions légales de 2004 avec une entrée en vigueur avec le budget 2006.

Ainsi, les séries statistiques antérieures à 2004 sont à prendre avec certaines réserves en terme de comparabilité.

3.2 MCH - Objectifs principaux

Les 8 objectifs du MCH :

- présentation intégrée et systématique de toutes les opérations financières de la collectivité publique
- structure de base unifiée du compte administratif
- compréhension pour le citoyen et le parlement
- adaptation pour toutes les collectivités quelle que soit l'importance de leur budget
- garantie d'un autofinancement approprié des dépenses publiques
- développement du mode de penser en fonction des coûts
- élargissement des bases pour la coopération dans l'espace et le temps
- adaptation de la classification à celle de la statistique économique et sociale.

3 EINFÜHRUNG IN DAS HARMONISIERTE RECHNUNGSMODELL (HRM)

3.1 HRM – Vorgeschichte

Im Handbuch des Rechnungswesens der öffentlichen Haushalte erfahren wir, dass bereits 1878 und 1892 die Schweizerische Statistische Gesellschaft versucht hatte, Minimalanforderungen in Sachen Harmonisierung des öffentlichen Rechnungswesens zu formulieren. Zu Beginn des 20. Jahrhunderts versuchten der Verband der Finanzbeamten öffentlicher Verwaltungen und Unternehmungen in Zusammenarbeit mit dem Schweizerischen Städteverband gewisse Rechnungslegungsgrundsätze zu vereinheitlichen. Etwas später im Jahr 1950 folgte ein erster Versuch, die Präsentation der Finanzlage zwischen den drei Ebenen Bund, Kanton und Gemeinden zu harmonisieren. Keines dieser drei Projekte war mit Erfolg gekrönt.

Auf Impuls der Konferenz der Kantonalen Finanzdirektoren im Jahr 1970 entstand die heutige aus dem Jahr 1981 stammende Version des HRM's, als Empfehlung an die Kantone mit dem Auftrag, diese an die Gemeinden weiterzuleiten.

Im Kanton Wallis galt das HRM seit 1981 als empfohlene Vorgabe. Durch die gesetzlichen Bestimmungen von 2004 wurde es obligatorisch und mit dem Budget 2006 ist es in Kraft getreten.

Vergleiche mit statistischen Werten aus der Zeit vor 2004 sind aus diesem Grund mit einem gewissen Vorbehalt zu betrachten.

3.2 HRM - Hauptziele

Die 8 Ziele des HRM:

- integrierte und systematische Darstellung aller Finanztransaktionen der Körperschaft
- einheitliche Grundstruktur der Verwaltungsrechnung
- Verständlichkeit für Bürger und Parlament
- Anwendung für alle Körperschaften, unabhängig von deren Haushaltsgrösse
- Sicherstellung einer geeigneten Eigenfinanzierung der öffentlichen Ausgaben
- Entwicklung eines Kostenbewusstseins
- Ausbau der Grundlagen für örtliche und zeitliche Zusammenarbeit
- Angleichung an die statistische Gliederung nach wirtschaftlichen und gesellschaftlichen Aspekten.

Le MCH sert :

- au contrôle de rationalité
- à l'analyse du coût de la prestation
- à l'analyse de la couverture du coût de la prestation
- à l'analyse des données statistiques du secteur public
- à comparer les coûts de la prestation – benchmark.

Il est basé sur 10 principes :

- harmonisation du droit budgétaire cantonal et communal
- définition uniforme de la dépense dans le compte administratif
- subdivision du compte administratif en un compte de fonctionnement et en un compte des investissements
- plan comptable général des comptes publics
- harmonisation des principes de couverture et financements spéciaux
- classification des comptes de fonctionnement et des investissements par services et natures
- stimulation du mode de penser en fonction des coûts par le moyen des imputations internes des charges et des revenus
- consolidation des comptabilités financières propres à certaines exploitations avec le compte administratif
- situation statistique des modes de financement
- classification statistique du compte administratif d'après les tâches.

3.3 MCH - Caractéristiques principales

Le MCH est structuré en un compte administratif décomposé lui-même en un compte de fonctionnement et d'investissement. Schématiquement cela donne :

Das HRM dient:

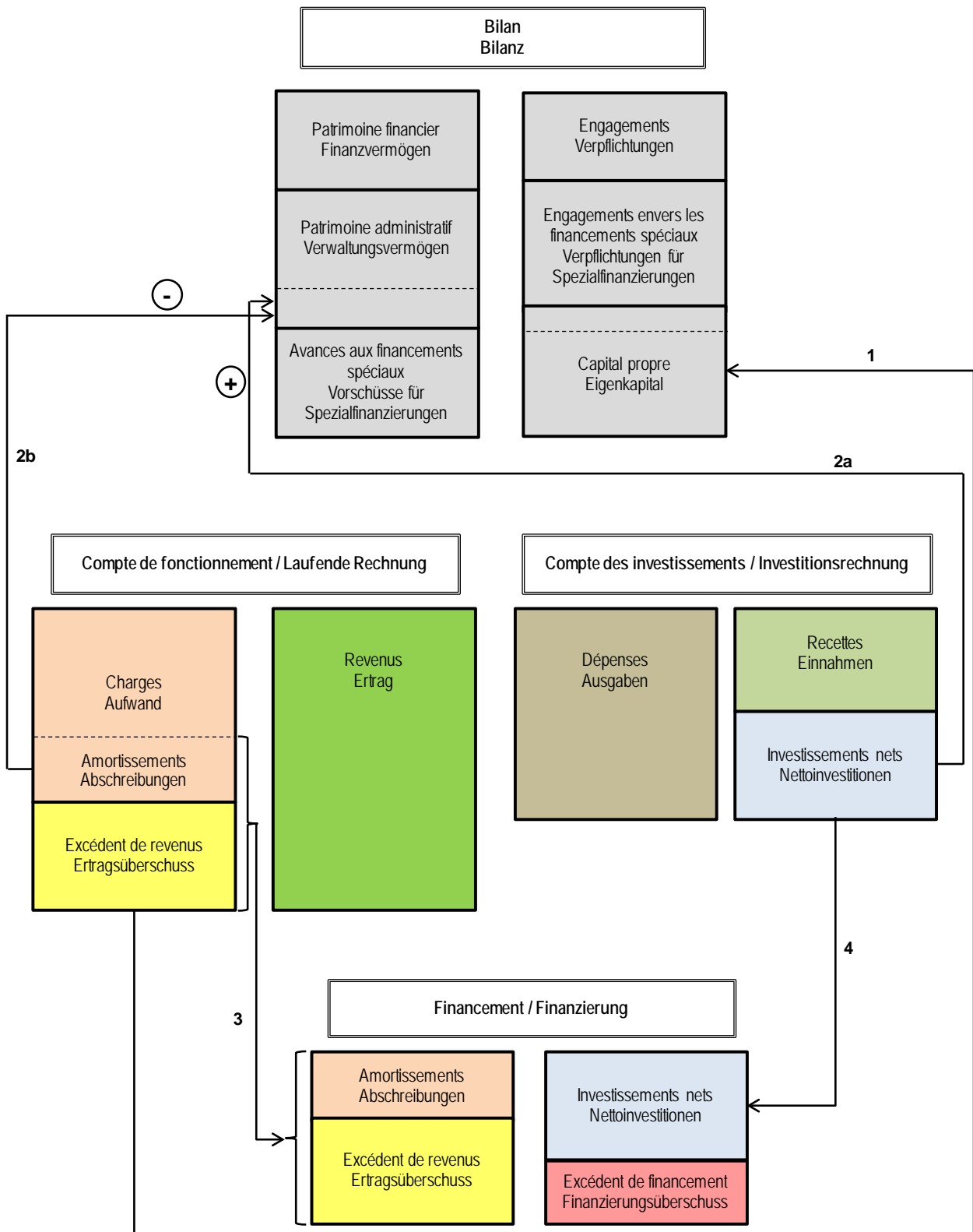
- zur Kontrolle der Wirtschaftlichkeit
- zur Überprüfung der Kosten für Leistungen
- zur Überprüfung der Kostendeckung der Leistungen
- zur Auswertung von statistischen Daten des öffentlichen Sektors
- zum Kostenvergleich für Leistungen -> Benchmarking

Die 10 Grundsätze des HRM:

- Harmonisierung des kantonalen und kommunalen Haushaltsrechts
- Einheitlicher Ausgabenbegriff der Verwaltungsrechnung
- Zweiteilung der Verwaltungsrechnung in eine Laufende Rechnung und eine Investitionsrechnung
- Einheitlicher Kontenrahmen der öffentlichen Haushalte
- Harmonisierte Deckungsgrundsätze und Spezialfinanzierungen
- Gliederung der Laufenden und der Investitionsrechnung nach Institutionen und Kontenarten
- Förderung des Kostendenkens durch interne Verrechnungen von Aufwand und Ertrag
- Konsolidierung von betriebsspezifischen Finanzbuchhaltungen mit der Verwaltungsrechnung
- Statistischer Finanzierungsausweis
- Statistische Gliederung der Verwaltungsrechnung nach Aufgaben (Funktionale Gliederung)

3.3 HRM - Hauptmerkmale

Das nachfolgende Schema zeigt die HRM-Struktur der Verwaltungsrechnung, gegliedert in die Laufende Rechnung und in die Investitionsrechnung:



1) L'excédent de revenus augmente la fortune nette, respectivement l'excédent de charges la diminue.

2) Les investissements nets (2a) augmentent le patrimoine administratif. Ce dernier est diminué des amortissements (2b).

3) Les amortissements et l'excédent de revenus représentent une partie des éléments qui permettent le bouclage du financement, quasiment le 3ème bouclage après ceux des comptes de fonctionnement et des investissements.

4) Des amortissements et un excédent de revenus supérieurs au montant des investissements nets dégagent un excédent de financement. A contrario, le résultat se transforme en une insuffisance de financement.

Le MCH retient :

- 10 fonctions ou dicastères ou encore tâches :
 - 0 Administration générale
 - 1 Sécurité publique
 - 2 Enseignement et formation
 - 3 Culture, loisirs et culte
 - 4 Santé
 - 5 Prévoyance sociale
 - 6 Trafic
 - 7 Protection et aménagement de l'environnement
 - 8 Economie publique
 - 9 Finances et impôts.
- une série de natures, pour les charges de fonctionnement :
 - 30 Charges de personnel
 - 31 Biens, services et marchandises
 - 32 Intérêts passifs
 - 33 Amortissements
 - 34 Parts à des contributions sans affectation
 - 35 Dédommagements versés à des collectivités publiques
 - 36 Subventions accordées
 - 37 Subventions redistribuées
 - 38 Attributions aux financements spéciaux
 - 39 Imputations internes
- une série de natures pour les revenus de fonctionnement :
 - 40 Impôts
 - 41 Patentes et concessions
 - 42 Revenus des biens
 - 43 Contributions
 - 44 Parts à des recettes et des contributions sans affectation
 - 45 Restitutions de collectivité publique
 - 46 Subventions
 - 47 Subventions à redistribuer
 - 48 Prélèvements sur les financements spéciaux
 - 49 Imputations internes

1) Der Ertragsüberschuss erhöht das Eigenkapital bzw. der Aufwandüberschuss vermindert dieses.

2) Die Nettoinvestitionen (2a) erhöhen das Verwaltungsvermögen, während die Abschreibungen (2b) dieses vermindern.

3) Die Abschreibungen bilden zusammen mit dem Ertragsüberschuss die Elemente, welche beim Abschluss die Finanzierung ermöglichen. Dies ist sozusagen der 3. Abschluss neben jenem der Laufenden Rechnung und der Investitionsrechnung.

4) Ergeben die Abschreibungen zusammen mit dem Ertragsüberschuss einen grösseren Wert als die Nettoinvestitionen, resultiert ein Finanzierungsüberschuss. Das Gegenteil führt zu einem Finanzierungsfehlbetrag.

Das HRM beinhaltet:

- 10 Funktionen oder Bereiche oder auch Aufgaben:
 - 0 Verwaltung
 - 1 Öffentliche Sicherheit
 - 2 Bildung
 - 3 Kultur, Freizeit und Kultus
 - 4 Gesundheit
 - 5 Soziale Wohlfahrt
 - 6 Verkehr
 - 7 Umwelt und Raumordnung
 - 8 Volkswirtschaft
 - 9 Finanzen und Steuern
- eine Reihe von Kontoarten der Aufwände der Laufenden Rechnung:
 - 30 Personalaufwand
 - 31 Sachaufwand
 - 32 Passivzinsen
 - 33 Abschreibungen
 - 34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
 - 35 Entschädigungen an Gemeinwesen
 - 36 Eigene Beiträge
 - 37 Durchlaufende Beiträge
 - 38 Einlagen in Spezialfinanzierungen
 - 39 Interne Verrechnungen
- eine Reihe von Kontoarten der Erträge der Laufenden Rechnung:
 - 40 Steuern
 - 41 Regalien und Konzessionen
 - 42 Vermögenserträge
 - 43 Entgelte
 - 44 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
 - 45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
 - 46 Beiträge für eigene Rechnung
 - 47 Durchlaufende Beiträge
 - 48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen
 - 49 Interne Verrechnungen

- une série de natures pour les dépenses d'investissement :

50 Investissements propres
 52 Prêts et participations permanentes
 56 Subventions accordées
 57 Subventions redistribuées
 58 Autres dépenses activables

- une série de natures pour les recettes d'investissement :

60 Transfert au patrimoine financier
 61 Contributions de tiers
 62 Remboursement de prêts et participations permanentes
 63 Facturation à des tiers
 64 Remboursement de subventions acquises
 66 Subventions acquises
 67 Subventions à redistribuer

- eine Reihe der Kontoarten der Ausgaben der Investitionsrechnung:

50 Sachgüter
 52 Darlehen und Beteiligungen
 56 Eigene Beiträge
 57 Durchlaufende Beiträge
 58 Übrige zu aktivierende Ausgaben

- eine Reihe der Kontoarten der Einnahmen der Investitionsrechnung:

60 Abgang von Sachgütern
 61 Nutzungsabgaben und Vorteilsentgelte
 62 Rückzahlung von Darlehen und Beteiligungen
 63 Rückerstattungen für Sachgüter
 64 Rückzahlung von eigenen Beiträgen
 66 Beiträge für eigene Rechnung
 67 Durchlaufende Beiträge

La numérotation des comptes doit respecter strictement l'exemple suivant :

Die Konto-Nummerierung muss laut nachfolgendem Beispiel zwingend eingehalten werden:

No du compte	020.	318.	01
--------------	------	------	----

classification fonctionnelle (tâches)

1er échelon	Administration	0
2ème échelon	Administration générale	02
3ème échelon	Finances et contributions	020

classification par natures

1er échelon	Charges	3
2ème échelon	Biens, services et marchandises	31
3ème échelon	Honoraires et prestations de services	318

<u>subdivision</u>	Fiduciaire XY	01
--------------------	---------------	----

Kontonummer	020.	318.	01
-------------	------	------	----

nach Funktionen gegliedert

1. Stufe	Verwaltung	0
2. Stufe	Allgemeine Verwaltung	02
3. Stufe	Finanz-/Steuerverwaltung	020

nach Arten gegliedert

1. Stufe	Aufwand	3
2. Stufe	Sachaufwand	31
3. Stufe	Dienstleistungen und Honorare	318

<u>Unterkonto</u>	Treuhandbüro XY	01
-------------------	-----------------	----

4 PRÉSENTATION DES COMPTES 2016 DES COMMUNES VALAISANNES

4 PRÄSENTATION DES ERGEBNISSE 2016 DER WALLISER GEMEINDEN

4.1 Résultat annuel

4.1 Jahresergebnis

Présentation du résultat annuel	2012	2013	2014	2015	2016	Présentation des Jahresergebnisses
Compte de fonctionnement						
						Laufende Rechnung
Résultat avant amortissements comptables						
						Ergebnis vor Abschreibungen
Charges financières	fr. 1'537'982'437	1'571'654'770	1'584'688'526	1'605'333'572	1'643'897'737	Aufwand
Revenus financiers	fr. 1'880'070'801	1'945'626'501	1'898'655'594	1'980'376'456	2'019'921'611	Ertrag
Marge d'autofinancement	fr. 342'088'365	373'971'731	313'967'068	375'042'884	376'023'874	Selbstfinanzierungsmarge
Résultat après amortissements comptables						
						Ergebnis nach Abschreibungen
Marge d'autofinancement	fr. 342'088'365	373'971'731	313'967'068	375'042'884	376'023'874	Selbstfinanzierungsmarge
Amortissements ordinaires	fr. 236'623'490	253'153'940	249'080'985	266'544'441	276'800'535	Ordentliche Abschreibungen
Amortissements complémentaires	fr. 38'817'855	51'124'972	31'150'579	42'586'911	50'049'461	Zusätzliche Abschreibungen
Amortissement du découvert au bilan	fr. 816'045	37'505	138'790	383'876	3'828'656	Abschreibung des Bilanzfehlbetrages
Excédent de revenus	fr. 65'830'974	69'655'314	33'596'714	65'527'657	45'345'222	Ertragsüberschuss
Compte des investissements						
						Investitionsrechnung
Dépenses	fr. 558'984'586	525'495'064	511'459'303	572'651'980	504'909'666	Ausgaben
Recettes	fr. 110'411'094	123'795'214	116'208'707	144'661'409	110'258'770	Einnahmen
Investissements nets	fr. 448'573'491	401'699'850	395'250'596	427'990'571	394'650'896	Nettoinvestitionen
Financement						
						Finanzierung
Marge d'autofinancement	fr. 342'088'365	373'971'731	313'967'068	375'042'884	376'023'874	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	fr. 448'573'491	401'699'850	395'250'596	427'990'571	394'650'896	Nettoinvestitionen
Insuffisance de financement	fr. 106'485'127	27'728'120	81'283'528	52'947'687	18'627'022	Finanzierungsfehlbetrag
Excédent de financement	fr. -	-	-	-	-	Finanzierungsüberschuss

Par comparaison aux chiffres des comptes 2015, nous pouvons relever les éléments suivants, chiffres consolidés des comptes des 134 communes valaisannes :

- Les charges financières s'élèvent à Fr. 1'643'897'737.-, en augmentation de Fr. 38'564'165.- ou 2.4%.
- Les revenus financiers passe pour la deuxième fois la barre des deux milliards et atteignent Fr. 2'019'921'611.-, en augmentation de Fr. 39'545'155.- ou 2.0%.
- La marge d'autofinancement s'élève à Fr. 376'023'874.- Cette marge est supérieure de Fr. 980'989.- ou 0.3% à celle enregistrée dans les comptes 2015.
- L'excédent de revenus de Fr. 45.345 millions est inférieur de plus de 20 millions à celui de 2015.
- L'activité d'investissement net de Fr. 394.651 millions est la plus faible depuis 2012.

Vergleicht man die konsolidierten Werte aller 134 Walliser Gemeinden mit jenen der Rechnung 2015, kann Folgendes festgestellt werden:

- Der Aufwand beläuft sich auf Fr. 1'643'897'737.-, eine Zunahme um Fr. 38'564'165.- oder 2.4%.
- Der Ertrag nimmt das zweite Mal die Hürde von zwei Milliarden: Fr. 2'019'921'611.- mit einer Zunahme um Fr. 39'545'155.- oder 2.0%.
- Mit Fr. 376'023'874.- fällt die Selbstfinanzierungsmarge um Fr. 980'989.- oder 0.3% höher als in der Rechnung 2015 aus.
- Der Ertragsüberschuss von Fr. 45.345 Millionen ist mehr als 20 Millionen höher als jener von 2015.
- Mit Fr. 394.651 Millionen sind die Nettoinvestitionen die tiefsten seit 2012.

- 2016 enregistre avec Fr. 18.627 millions la cinquième insuffisance de financement de suite depuis le début de la collecte des données en 2004.

- 2016 verzeichnet mit Fr.18.627 Millionen zum fünften Mal in Folge seit der Daten-Erhebung im 2004 einen Finanzierungsfehlbetrag.

Le tableau suivant démontre le poids économique des communes par rapport au canton :

Der nachfolgende Vergleich zum Kanton zeigt die wirtschaftliche Bedeutung der Gemeinden auf:

Présentation du résultat annuel	2016	2016	Präsentation des Jahresergebnisses
Compte de fonctionnement	Communes - Gemeinden	Canton - Kanton	Laufende Rechnung
Résultat avant amortissements comptables			Ergebnis vor Abschreibungen
Charges financières	fr. 1'643'897'737	3'095'217'457	Aufwand
Revenus financiers	fr. 2'019'921'611	3'314'248'008	Ertrag
Marge d'autofinancement	fr. 376'023'874	219'030'550	Selbstfinanzierungsmarge
Résultat après amortissements comptables			Ergebnis nach Abschreibungen
Marge d'autofinancement	fr. 376'023'874	219'030'550	Selbstfinanzierungsmarge
Amortissements ordinaires	fr. 276'800'535	161'661'144	Ordentliche Abschreibungen
Amortissements complémentaires	fr. 50'049'461	15'603'185	Zusätzliche Abschreibungen
Amortissement du découvert au bilan	fr. 3'828'656		Abschreibung des Bilanzfehlbetrages
Excédent de revenus	fr. 45'345'222	41'766'221	Ertragsüberschuss
Compte des investissements			Investitionsrechnung
Dépenses	fr. 504'909'666	496'321'865	Ausgaben
Recettes	fr. 110'258'770	346'959'952	Einnahmen
Investissements nets	fr. 394'650'896	149'361'912	Nettoinvestitionen
Financement			Finanzierung
Marge d'autofinancement	fr. 376'023'874	219'030'550	Selbstfinanzierungsmarge
Investissements nets	fr. 394'650'896	149'361'912	Nettoinvestitionen
Insuffisance de financement	fr. 18'627'022		Finanzierungsfehlbetrag
Excédent de financement	fr. -	69'668'638	Finanzierungsüberschuss

Pour la comparaison entre les communes et le canton il est relevant de mentionner :

Beim Vergleich zwischen den Gemeinden und dem Kanton ist Folgendes erwähnenswert:

- Une marge d'autofinancement de près de 18.6 % des revenus communaux, tandis qu'elle tombe à 6.6% des revenus cantonaux.
- Un excédent de revenus semblable entre le canton et les communes, malgré une différence de charges et revenus de plus d'un milliard.
- L'amortissement du découvert au bilan concerne la commune de Loèche-les-Bains.
- Des investissements nets communaux plus de 2 fois supérieurs à ceux cantonaux alors que les investissements bruts sont à 9 millions près du même montant.
- Une cinquième insuffisance de financement pour les communes alors que le canton confirme son redressement après 2 années noires (2013-2014). L'insuffisance de financement cumulée des investissements communaux côtoie les 300 millions depuis 2012.
- Eine Selbstfinanzierungsmarge, welche im Vergleich zum Ertrag bei den Gemeinden 18.6% und beim Kanton 6.6% ausmacht.
- Ein Ertragsüberschuss, der trotz einem Unterschied von über einer Milliarde beim Aufwand und Ertrag beim Kanton und den Gemeinden ähnlich ausfällt.
- Die Abschreibung des Bilanzfehlbetrags betrifft die Gemeinde Leukerbad.
- Während die Bruttoinvestitionen um lediglich rund 9 Millionen differieren, fielen die Nettoinvestitionen bei den Gemeinden um mehr als das Zweifache des Kantons aus.
- Die Gemeinden verzeichnen das fünfte Mal in Folge eine ungenügende Finanzierung. Der Kanton hingegen kann nach 2 Jahren mit einem Finanzierungsfehlbetrag (2013-2014) seine Erholung bestätigen. Der Finanzierungsfehlbetrag der Gemeinden kumuliert sich seit 2012 auf knapp 300 Millionen.

4.2 Bilan, fortune et découvert

Question examinée

Quelles sont les communes qui présentaient une fortune, respectivement un découvert, au 31 décembre 2016 ?

Commentaire

Les différences de certains chiffres par comparaison aux rapports antérieurs trouvent justification dans les arrondis plus précis et un bilan apuré (ex. certaines communes enregistraient une fortune négative dans la nature 29).

4.2 Bilanz, Eigenkapital und Fehlbetrag

Fragestellung

Welche Gemeinden weisen per 31. Dezember 2016 in der Bilanz ein Eigenkapital bzw. einen Bilanzfehlbetrag aus?

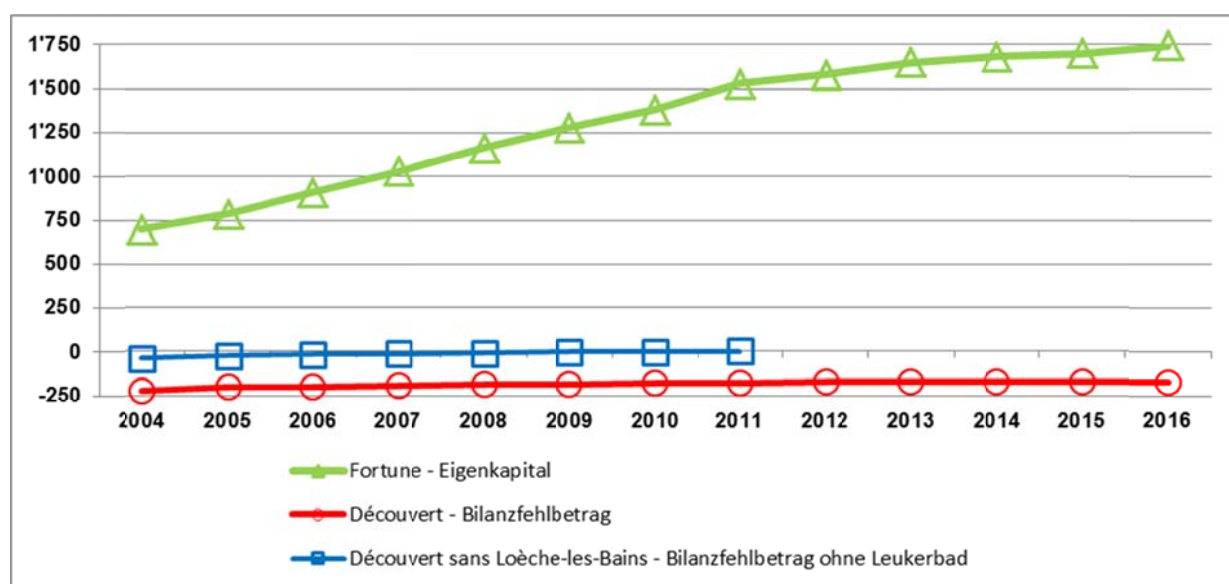
Kommentar

Die Unterschiede einiger Werte im Vergleich zu früheren Berichten erklären sich durch Rundungsgenauigkeiten und durch Bereinigung von Bilanzen (beispielsweise verbuchten einige Gemeinden ein negatives Eigenkapital in der Kontoart 29).

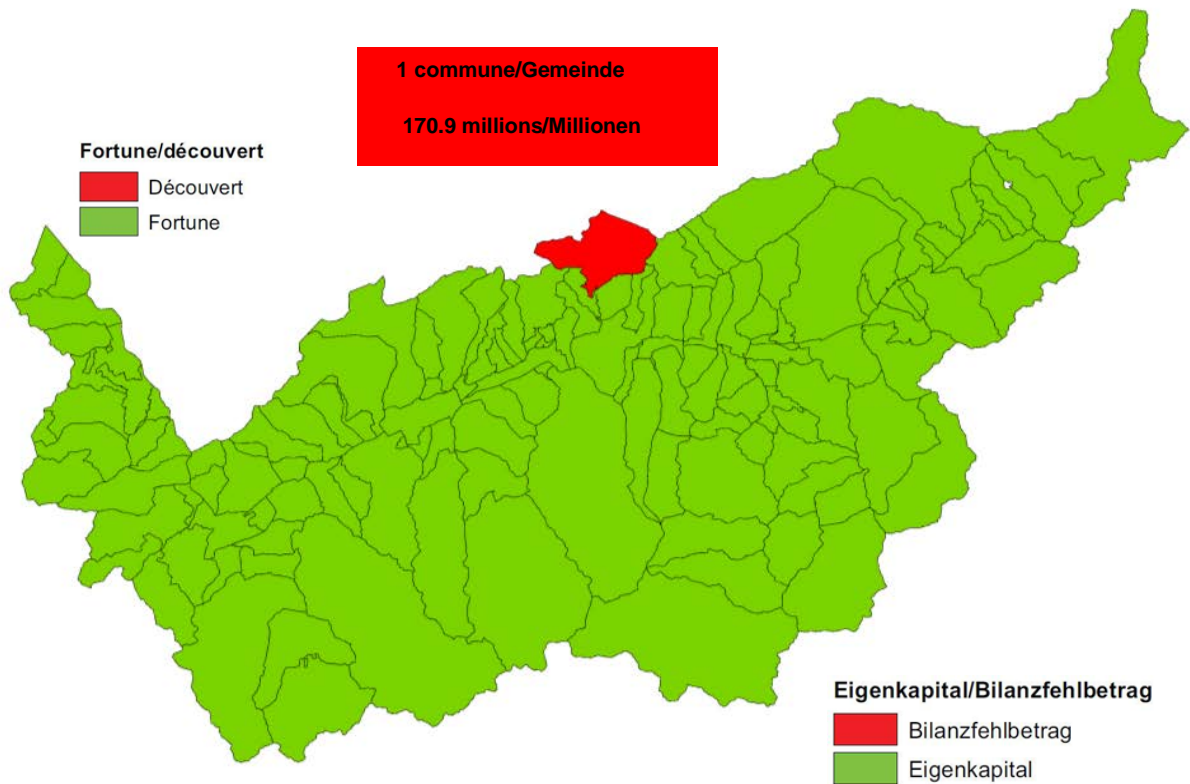
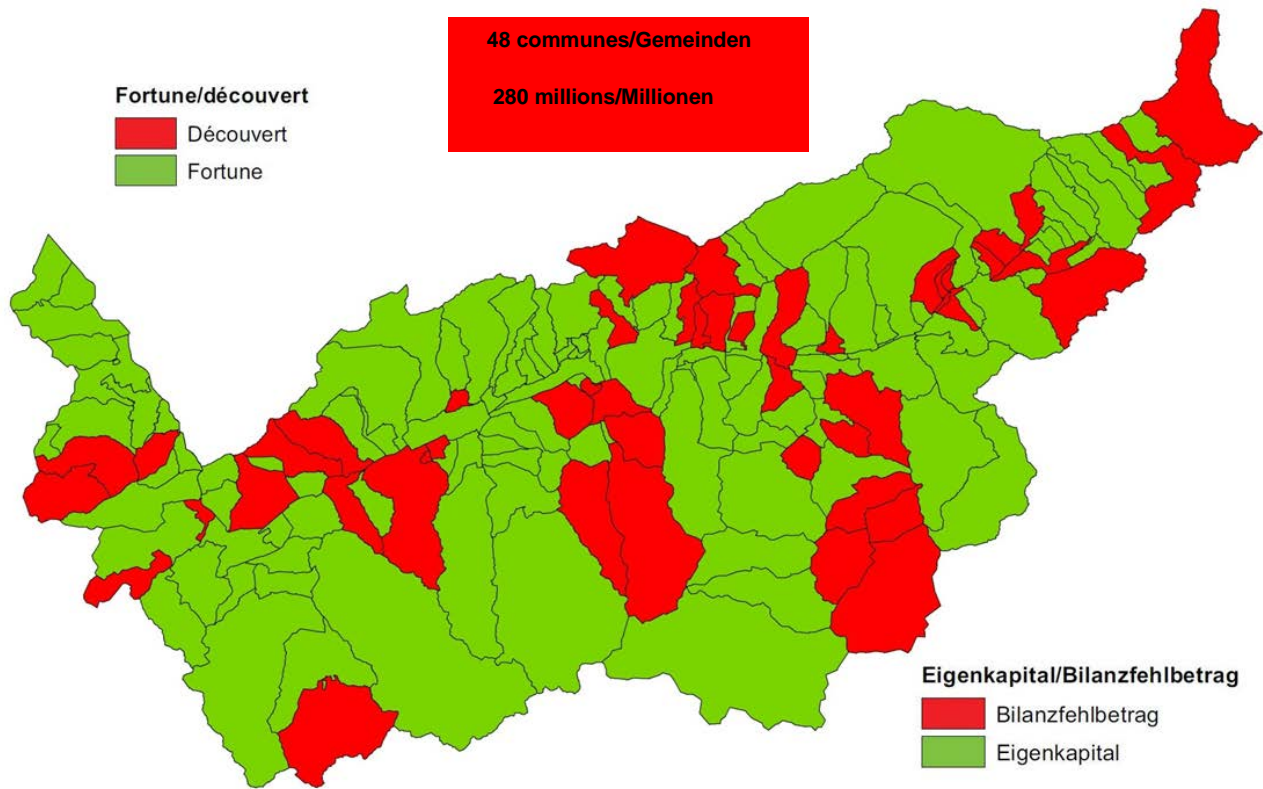
Année	Nbre de communes	Fortune consolidée	Nbre de communes	Découvert consolidé	dont Loèche-les-Bains	Découvert sans LIB
2004	134	695.7	24	-220.5	-181.7	-38.8
2005	139	784.9	14	-204.9	-180.6	-24.3
2006	139	910.0	14	-199.5	-180.1	-19.4
2007	141	1'028.6	12	-192.8	-179.7	-13.1
2008	143	1'163.5	10	-187.9	-179.3	-8.6
2009	136	1'279.2	7	-184.2	-179.2	-4.9
2010	138	1'382.4	5	-181.5	-178.8	-2.7
2011	137	1'528.8	4	-179.7	-178.5	-1.2
2012	140	1'579.3	1	-175.3	-175.3	
2013	134	1'649.2	1	-175.3	-175.3	
2014	133	1'682.2	1	-175.1	-175.1	
2015	133	1'698.9	1	-174.7	-174.7	
2016	133	1'745.0	1	-170.9	-170.9	
Jahr	Anzahl Gemeinden	Eigenkapital konsolidiert	Anzahl Gemeinden	Bilanzfehlbetrag konsolidiert	Bilanzfehlbetrag Leukerbad	Bilanzfehlbetrag ohne Leukerbad

Evolution 2004 à 2016

Entwicklung 2004 bis 2016



- En 2004, 134 communes disposaient d'une fortune nette représentant un total de 695.7 millions de francs et 24 communes présentaient un découvert du bilan de 220.5 millions de francs au total.
- En 2015, 133 communes disposaient d'une fortune nette représentant un total de 1.698 milliard de francs et la commune municipale de Loèche-les-Bains présentait un découvert du bilan de 174.7 millions de francs au total.
- Les éléments conjoncturels objectifs ajoutés aux effets conjugués du respect de la règle de l'équilibre budgétaire et des plans financiers assortis de mesures d'assainissement concourent à ce résultat. La prise de conscience politique que seules des finances saines garantissent l'avenir contribue également à cette évolution. Des éléments extraordinaires ont aussi influencé ces améliorations, notamment :
 - Des retours de concession de forces hydrauliques estimés à 173.5 millions ;
 - des réévaluations des actifs pour 44.6 millions ;
 - une participation du fonds de fusion à raison de 33.4 millions ;
 - une participation du fonds d'assainissement à raison de 15 millions.
- Au 31.12.2016, le bilan consolidé enregistre une augmentation de la fortune de 46.1 millions ou 2.7% par rapport à l'année précédente tandis que le découvert de Loèche-les-Bains se réduit de 3.8 millions ou 2.2%.
- Selon le communiqué de presse du 12.12.2017, le Conseil d'Etat décide de mettre un terme au 1er janvier 2018 au contrat d'assainissement qui lie la commune municipale de Loèche-les-Bains, Sanag Leukerbad AG et l'Etat du Valais. Le Gouvernement estime que la situation est aujourd'hui assainie. Pour mettre fin au contrat d'assainissement, le Conseil d'Etat prévoit la mise en place de garde-fous. La dette nette par habitant de Loèche-les-Bains ne devra pas dépasser 5000 francs pendant les cinq prochaines années. A la fin de cette phase transitoire, plus aucune restriction spécifique ne devrait être maintenue par l'Etat du Valais à l'encontre de la commune. Dès cette date, la commune affichera une fortune et plus un découvert au bilan.
- Im Jahre 2004 verfügten 134 Gemeinden über ein Eigenkapital von total 695.7 Millionen Franken. 24 Gemeinden wiesen einen Bilanzfehlbetrag mit einem Total von 220.5 Millionen Franken aus.
- Im Jahre 2015 verfügten 133 Gemeinden über ein Eigenkapital von insgesamt 1.698 Milliarden Franken. Die Einwohnergemeinde Leukerbad verzeichnete einen Bilanzfehlbetrag von 174.7 Millionen Franken.
- Zu diesem Ergebnis beigetragen haben im Weiteren konjunkturelle Elemente, aber auch die Bestimmungen zur Einhaltung des Finanzhaushaltsgleichgewichts sowie die Erstellung von Finanzplänen mit Sanierungsmassnahmen. Das politische Bewusstsein, dass nur gesunde Finanzen die Zukunft garantieren, hat ebenso zu dieser Entwicklung beigetragen. Sondereffekte haben diese Verbesserungen ebenfalls beeinflusst, insbesondere:
 - Heimfälle der Wasserkraft von geschätzt 173.5 Millionen ;
 - Wiederaufwertungen von Aktiven für 44.6 Millionen;
 - eine Beteiligung aus dem Fusionsfonds von 33.4 Millionen;
 - eine Beteiligung aus dem Sanierungsfonds von 15 Millionen.
- Per 31.12.2016 verzeichnet das Eigenkapital im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme von insgesamt 46.1 Millionen oder 2.7%, während sich der Bilanzfehlbetrag von Leukerbad um 3.8 Millionen oder 2.2% verringert.
- Laut Medienmitteilung vom 12.12.2017 hat der Staatsrat beschlossen, den Sanierungsvertrag zwischen der Einwohnergemeinde Leukerbad, der Sanag Leukerbad AG und dem Staat Wallis auf den 1. Januar 2018 aufzulösen. Die Regierung stuft die derzeitige finanzielle Situation der Gemeinde als saniert ein. Für die Auflösung des Sanierungsvertrags sieht der Staatsrat jedoch gewisse Auflagen vor. Die Nettoverschuldung pro Einwohner darf die nächsten fünf Jahre die 5000-Franken-Grenze nicht überschreiten. Nach dieser Übergangsphase sollten seitens des Kantons Wallis keine spezifischen Restriktionen gegenüber der Gemeinde mehr erforderlich sein. Ab diesem Datum verzeichnet die Gemeinde ein Eigenkapital und nicht mehr einen Bilanzfehlbetrag.

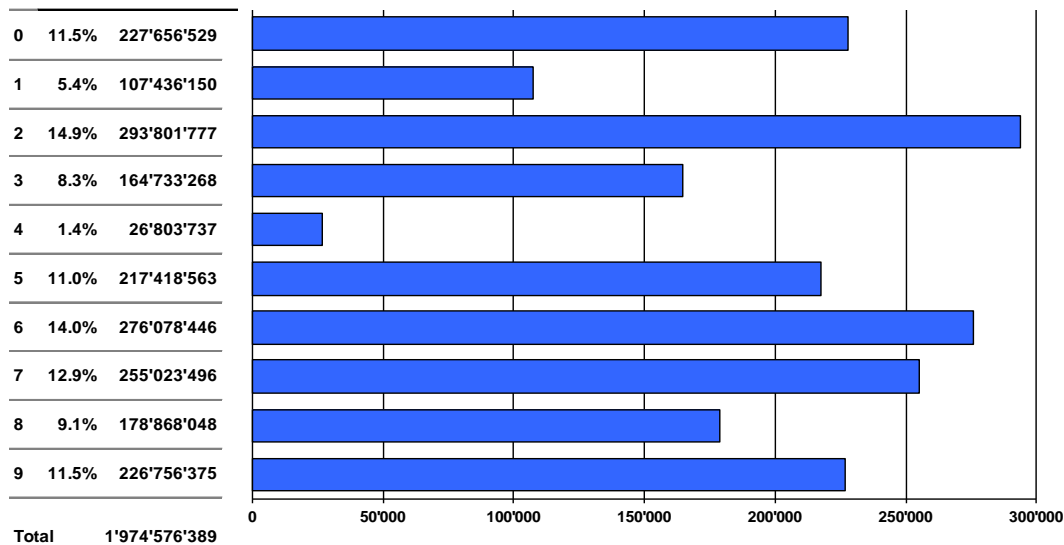


4.3 Charges de fonctionnement selon les tâches

4.3 Aufwand der Laufende Rechnung nach Funktionen

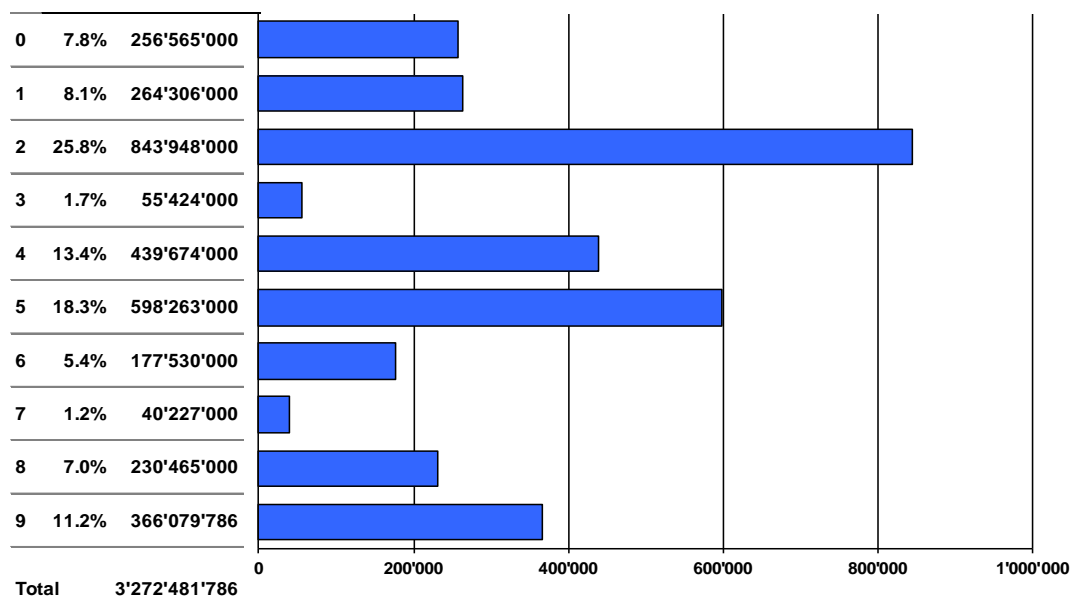
Communes

Gemeinden



Canton

Kanton



- 0 Administration générale
- 1 Sécurité publique
- 2 Enseignement et formation
- 3 Culture, loisirs et culte
- 4 Santé
- 5 Prévoyance sociale
- 6 Trafic
- 7 Protection et aménagement de l'environnement, y compris eau, égouts, déchets
- 8 Economie publique, y compris services industriels
- 9 Finances et impôts

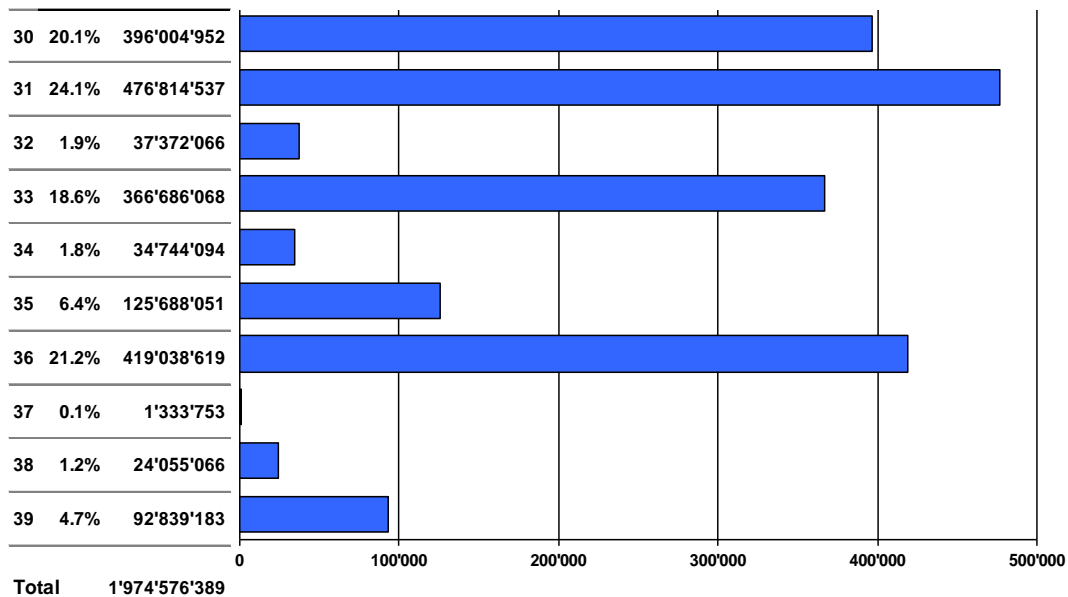
- 0 Allgemeine Verwaltung
- 1 Öffentliche Sicherheit
- 2 Bildung
- 3 Kultur, Freizeit, Kultus
- 4 Gesundheit
- 5 Soziale Wohlfahrt
- 6 Verkehr
- 7 Umwelt, Raumordnung, inkl. Wasser, Abwasser, Kehricht
- 8 Volkswirtschaft, inkl. Elektrizitätswerk
- 9 Finanzen, Steuern

4.4 Charges de fonctionnement selon les natures

4.4 Aufwand der Laufende Rechnung nach Arten

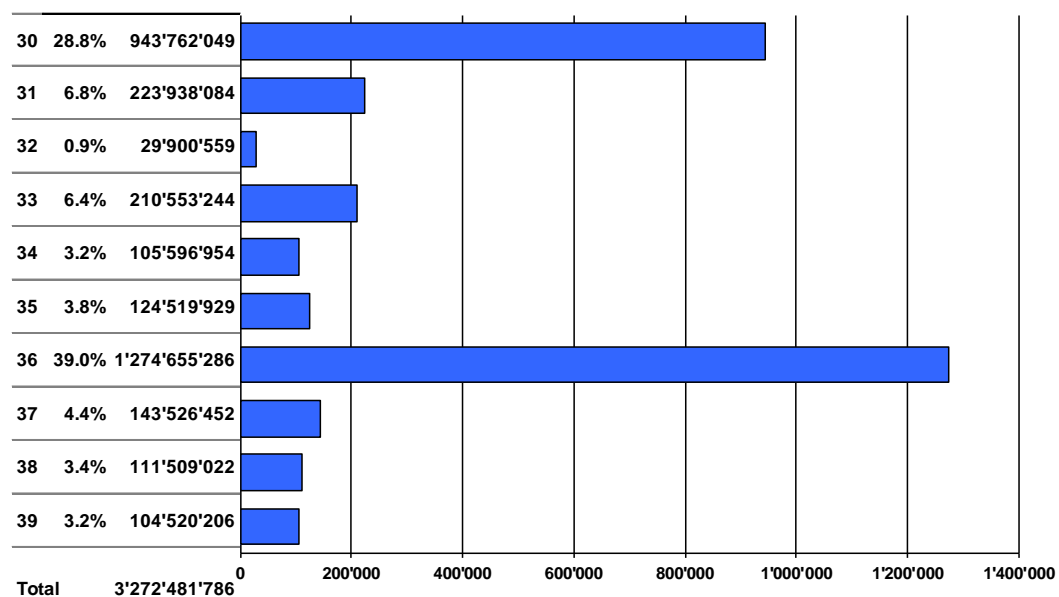
Communes

Gemeinden



Canton

Kanton

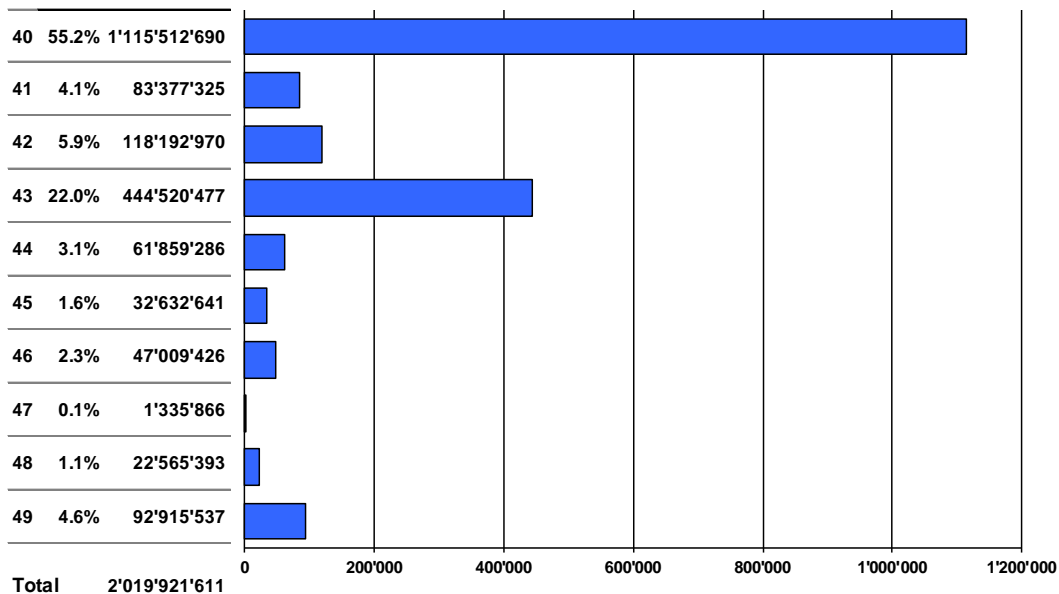


30 Charges de personnel
 31 Biens, services et marchandises
 32 Intérêts passifs
 33 Amortissements
 34 Part à des contributions sans affectation
 35 Dédommagements versés à des coll. Publiques
 36 Subventions accordées
 37 Subventions redistribuées
 38 Attributions aux financements spéciaux
 39 Imputations internes

30 Personalaufwand
 31 Sachaufwand
 32 Passivzinsen
 33 Abschreibungen
 34 Anteile und Beiträge ohne Zweckbindung
 35 Entschädigungen an Gemeinwesen
 36 Eigene Beiträge
 37 Durchlaufende Beiträge
 38 Einlagen in Spezialfinanzierungen
 39 Interne Verrechnungen

4.5 Revenus de fonctionnement selon les natures

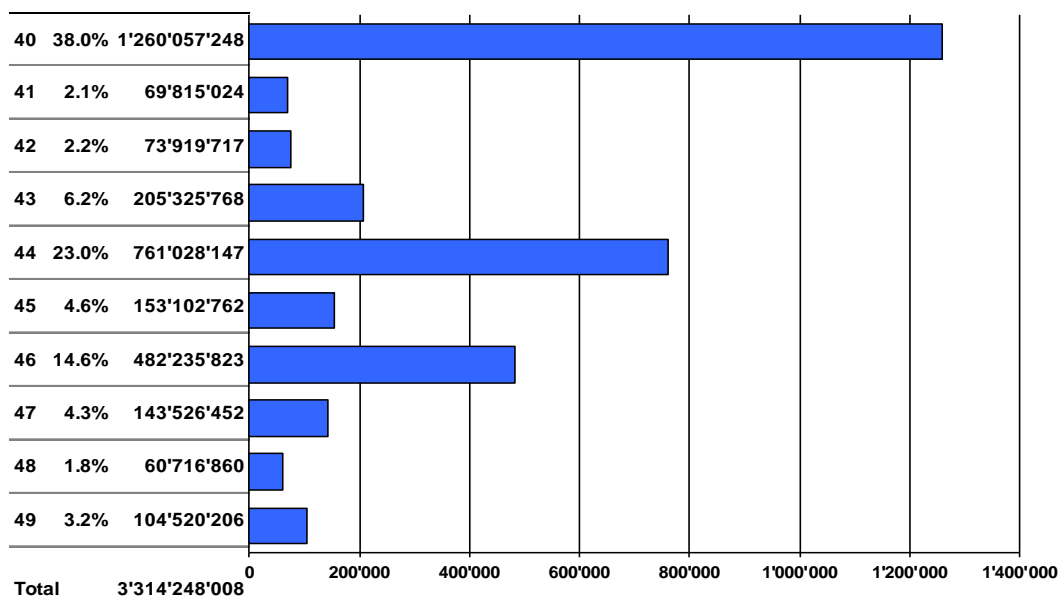
Communes



4.5 Ertrag der Laufende Rechnung nach Arten

Gemeinden

Canton



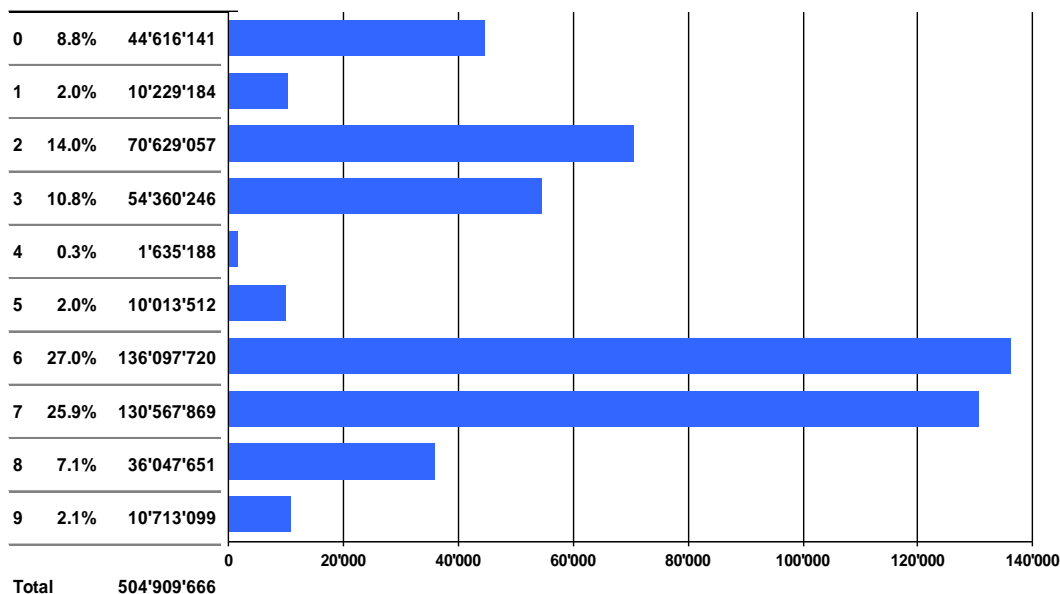
Kanton

- 40 Impôts
- 41 Patentes et concessions
- 42 Revenus des biens
- 43 Contributions
- 44 Parts à des recettes et contributions sans affectation
- 45 Restitutions de collectivités publiques
- 46 Subventions
- 47 Subventions à redistribuer
- 48 Prélèvements sur les financements spéciaux
- 49 Imputations internes

- 40 Steuern
- 41 Regalien und Konzessionen
- 42 Vermögenserträge
- 43 Entgelte
- 44 Anteile und Beiträge ohne
- 45 Rückerstattungen von Gemeinwesen
- 46 Beiträge für eigene Rechnung
- 47 Durchlaufende Beiträge
- 48 Entnahmen aus Spezialfinanzierungen
- 49 Interne Verrechnungen

4.6 Investissements selon les tâches des communes

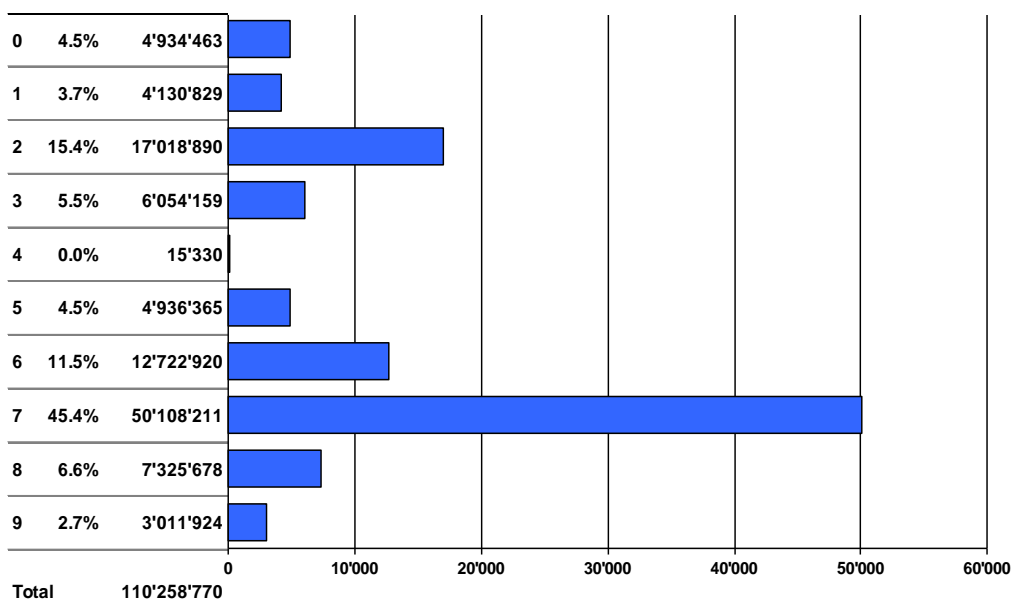
Dépenses



4.6 Investitionen der Gemeinden nach Funktionen

Ausgaben

Recettes



Einnahmen

- 0 Administration générale
- 1 Sécurité publique
- 2 Enseignement et formation
- 3 Culture, loisirs et culte
- 4 Santé
- 5 Prévoyance sociale
- 6 Trafic
- 7 Protection et aménagement de l'environnement, y compris eau, égouts, déchets
- 8 Economie publique, y compris services industriels
- 9 Finances et impôts

- 0 Allgemeine Verwaltung
- 1 Öffentliche Sicherheit
- 2 Bildung
- 3 Kultur, Freizeit, Kultus
- 4 Gesundheit
- 5 Soziale Wohlfahrt
- 6 Verkehr
- 7 Umwelt, Raumordnung, inkl. Wasser, Abwasser, Kehricht
- 8 Volkswirtschaft, inkl. Elektrizitätswerk
- 9 Finanzen, Steuern

4.7 Fiscalité dans les communes

Description (rappel)

En Valais, la charge fiscale communale est difficilement mesurable du fait de l'application concomitante d'un coefficient et d'une indexation sur les barèmes communaux. En effet, la loi fiscale (LF) laisse aux communes une large autonomie en ce qui concerne la correction de la progression à froid (art. 178 al. 5 LF) et la fixation du coefficient communal (art. 178 al. 4 LF). Les communes ont la possibilité de corriger la progression à froid jusqu'à 170% et de fixer le coefficient de 1 à 1.5. Les 134 communes utilisent ainsi 50 combinaisons différentes.

Néanmoins, le coefficient d'impôt appliqué peut être considéré à lui seul comme un indicateur important de la charge fiscale.

Pour mémoire, le canton a indexé rétroactivement au 1^{er} janvier 2008 à 160%.

Question examinée

Quels sont les coefficients d'impôt appliqués par les communes municipales en 2016 ?

Commentaire

Population selon statistique ESPOP/STATPOP :

4.7 Besteuerung in den Gemeinden

Ausgangslage (Erinnerung)

Im Wallis ist die Steuerbelastung der Gemeinden schwer messbar, da für die Berechnung ein Koeffizient und eine Indexierung als Grundlage dienen. Tatsächlich überlässt das Steuergesetz (StG) den Gemeinden in Bezug auf die Anpassung der kalten Progression (Art. 178 al. 5 StG) und der Festlegung der Gemeindesteuerkoeffizienten (Art. 178 al. 4 StG) eine grosse Autonomie. Die Gemeinden haben die Möglichkeit, die kalte Progression bis zu 170 % auszugleichen und den Koeffizienten zwischen 1.0 und 1.5 festzulegen. Die 134 Gemeinden wenden derzeit 50 verschiedene Kombinationen an.

Trotzdem kann der angewendete Steuerkoeffizient allein als eine wichtige Kennzahl für die Steuerbelastung angesehen werden.

Zur Erinnerung: Der Kanton hatte rückwirkend auf 1. Januar 2008 die Indexierung auf 160% festgesetzt.

Fragestellung

Welches waren die angewendeten Steuerkoeffizienten der Einwohnergemeinden im Jahre 2016 ?

Kommentar

Bevölkerung laut Statistik ESPOP/STATPOP :

Coefficient	Nbre de com.	Nbre de com.	Nbre de com.	Nbre d'hab.	Nbre d'hab.	Nbre d'hab.	Pop. en %	Pop. en %	Pop. en %
	2016	2014	2004	2016	2014	2004	2016	2014	2004
1	14	14	9	15'675	15'658	17'542	4.6	4.7	6.1
1.05	1	1	0	13'158	12'935	0	3.9	3.9	0.0
1.1	17	15	11	87'037	84'109	37'098	25.7	25.4	12.9
1.15	6	6	3	23'233	18'990	32'735	6.8	5.7	11.4
1.2	35	37	37	100'389	103'811	73'869	29.6	31.3	25.7
1.25	13	13	14	37'934	36'416	47'551	11.2	11.0	16.5
1.3	31	33	34	49'234	48'746	42'072	14.5	14.7	14.6
1.35	5	5	3	4'501	4'454	2'169	1.3	1.3	0.8
1.4	11	9	36	6'582	5'152	28'700	1.9	1.6	10.0
1.5	1	1	11	1'433	1'492	6'240	0.4	0.4	2.2
	134	134	158	339'176	331'763	287'976	100	100	100
Koeffizient	Anzahl Gemeinden	Anzahl Gemeinden	Anzahl Gemeinden	Anzahl Einwohner	Anzahl Einwohner	Anzahl Einwohner	Bev. in %	Bev. in %	Bev. in %
	2016	2014	2004	2016	2014	2004	2016	2014	2004

Commentaires comparatifs entre 2004 et 2016

- Le coefficient d'impôt moyen passe de 1.2759 à 1.2153.
- L'indexation moyenne passe de 133.26 à 149.78%.
- Le nombre de communes qui applique le coefficient maximum de 1.5 diminue de 11 à 1.
- Le nombre de communes qui applique le coefficient minimum de 1 progresse de 9 à 14.
- En 2004, 74 communes ou le 72.5% de la population se trouvaient en dessous du coefficient moyen.
- En 2016, 73 communes ou le 70.6% de la population se trouvent en dessous du coefficient moyen.

En raison de la grande différence existante entre les coefficients communaux, la charge fiscale pour les contribuables peut être de 50% plus élevée d'une commune à l'autre. Si l'on prend en considération l'indexation et le coefficient communal, la charge fiscale peut aller pour les contribuables avec un revenu moyen du simple au double. La notion de taux d'imposition pondéré est parfois utilisée, soit chaque 10% d'indexation représente 0.05 point sur le coefficient. Ainsi, par exemple, avec un coefficient de 1.2 et une indexation de 140%, le taux pondéré est de 1 ((1.2-(4x0.05))). La pression fiscale s'étale ainsi d'un taux pondéré de 0.65 (coefficient 1 et indexation 170 %) à 1.50 (coefficient 1.5 et indexation 100%). De plus il n'est pas tenu compte du niveau de générosité de la collectivité en terme d'aides financières en tout genre.

La loi fiscale prévoyait une adaptation automatique de l'indexation, sous réserve d'une dérogation du législatif, dès que l'indice des prix à la consommation progresse de 10 points depuis la dernière indexation. Cette adaptation de 10% est devenue effective au 1^{er} janvier 2009 avec la possibilité aux communes de procéder, à l'image du canton, à une indexation de 10% rétroactive au 1^{er} janvier 2008.

Le Grand conseil a lors de sa séance du 10.09.2010 décidé de modifier l'art. 178 LF. De fait, l'adaptation devient automatique dès une progression de déjà 3% de l'indice des prix à la consommation, base 1982, c'est-à-dire, dès que l'indice atteindra 163.63 points (158.0) au 31 décembre 2017).

- Le coefficient moyen est le résultat de la moyenne arithmétique simple du total des coefficients sur le nombre de communes. Il n'est pas pondéré par le nombre de contribuables.
- Lors de l'indexation automatique précédente en 2001, 74 communes sur 160 avaient adapté l'indexation de 10%.
- 4 communes en 2001 atteignaient le maximum de 160%.
- Lors de la présente indexation, 35 communes sur 153 ont déjà adapté l'indexation avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.
- 28 communes atteignent en 2016 l'indexation maximale de 170% contre 27 en 2015.

Kommentare zum Vergleich von 2004 mit 2016

- Der durchschnittliche Steuerkoeffizient fällt von 1.2759 auf 1.2153.
- Die durchschnittliche Indexierung steigt von 133.26 auf 149.78%.
- Die Anzahl der Gemeinden mit Maximalkoeffizient 1.5 geht von 11 auf 1 zurück.
- Die Anzahl der Gemeinden mit Minimalkoeffizient 1.0 steigt von 9 auf 14.
- Im Jahr 2004 waren 74 Gemeinden oder 72.5% der Bevölkerung unter dem Durchschnittskoeffizienten.
- Im Jahr 2016 waren 73 Gemeinden oder 70.6% der Bevölkerung unter dem Durchschnittskoeffizienten.

Aufgrund des grossen Unterschieds beim Koeffizienten in den Gemeinden kann die Steuerbelastung von einer Gemeinde zur anderen 50% höher sein. Zieht man die Indexierung und den Koeffizienten in Betracht, kann sich die Steuerlast für Steuerzahler mit mittlerem Einkommen verdoppeln. Manchmal wird der gewichtete Steuersatz angewendet, d.h. jede Indexierung von 10% macht 0.05 Punkte beim Koeffizienten aus. Das bedeutet, dass zum Beispiel mit einem Koeffizienten von 1.2 und einer Indexierung von 140% der gewichtete Steuersatz auf 1 kommt ((1.2-(4x0.05))). Die Steuerbelastung erstreckt sich so von einem gewichteten Steuersatz von 0.65 (Koeffizient 1 und Indexierung 170%) bis 1.5 (Koeffizient 1.5 und Indexierung 100%). Allerdings wird dabei nicht berücksichtigt, in welcher Grosszügigkeit eine Gemeinde finanzielle Unterstützung jeglicher Art leistet.

Vorbehältlich einer Abweichung durch die Legislative sah das Steuergesetz eine automatische Anpassung der Indexierung vor, sobald der Index der Konsumentenpreise um 10 Punkte seit der letzten Indexierung angestiegen ist. Diese Anpassung von 10% ist am 1. Januar 2009 in Kraft getreten, wobei die Gemeinden die Möglichkeit hatten, wie der Kanton die Erhöhung von 10% rückwirkend auf den 1. Januar 2008 vorzunehmen.

Der Grosse Rat hat in seiner Sitzung vom 10.09.2010 die Änderung des Art. 178 StG beschlossen. Danach wird bereits ab einer Zunahme von 3% des Indexes der Konsumentenpreise (Basis 1982) eine automatische Anpassung erfolgen, d.h. sobald der Index 163.63 Punkte erreicht (158.0) Punkte Stand 31.12.2017).

- Der durchschnittliche Koeffizient ist der einfache arithmetische Durchschnitt aus dem Total aller Koeffizienten, dividiert durch die Anzahl Gemeinden. Er ist nicht mit der Anzahl der Steuerzahler gewichtet.
- Bei der früheren automatischen Indexierung im 2001 haben 74 von 160 Gemeinden die Indexierung um 10% angepasst.
- 4 Gemeinden erreichten 2001 das Maximum von 160%.
- Bei der jetzigen Indexierung haben 35 von 153 Gemeinden die Anpassung der Indexierung rückwirkend 1. Januar 2008 vorgenommen.
- 28 Gemeinden erreichen 2016 die maximale Indexierung von 170% (im 2015 waren es 27).

Une adaptation de l'indexation de 10% représente globalement sur les communes une diminution des recettes fiscales de 4.44% au niveau de l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; en fonction de la structure (domiciliés, permis B, étrangers) et bien entendu des revenus des contribuables ainsi que des coefficients et indexations existantes.

Eine Anpassung der Indexierung um 10% führt bei den Gemeinden insgesamt betrachtet zu einer Verringerung von 4.44% bei den Steuereinnahmen der natürlichen Personen, natürlich in Abhängigkeit von der Struktur (Wohnbevölkerung, Ausweis B, Ausländer), vom Einkommen der Steuerzahler sowie vom angewendeten Koeffizienten und der Indexierung.

Taux pondéré	Nbre de com. 2016	Nbre de com. 2014	Nbre de com. 2004	Nbre d'hab. 2016	Nbre d'hab. 2014	Nbre d'hab. 2004	Pop. en % 2016	Pop. en % 2014	Pop. en % 2004
0.65 - 0.825	30	28	11	117'508	110'568	6'375	34.6	33.3	2.2
0.85 - 0.9	18	21	7	72'698	76'552	35'847	21.4	23.1	12.4
0.925 - 1	30	29	21	76'615	73'731	101'627	22.6	22.2	35.3
1.025 - 1.125	36	35	44	55'297	54'575	83'258	16.3	16.4	28.9
1.15 - 1.2	11	12	35	11'162	10'307	31'326	3.3	3.1	10.9
1.225 - 1.275	9	9	21	5'896	6'030	17'553	1.7	1.8	6.1
1.3 - 1.35	0	0	13	0	0	8'781	0.0	0.0	3.0
1.375 - 1.425	0	0	4	0	0	2'550	0.0	0.0	0.9
1.45 - 1.5	0	0	2	0	0	659	0.0	0.0	0.2
	134	134	158	339'176	331'763	287'976	100	100	100
Gewichteter Steuersatz	Anzahl Gemeinde 2016	Anzahl Gemeinde 2014	Anzahl Gemeinde 2004	Anzahl Einwohner 2016	Anzahl Einwohner 2014	Anzahl Einwohner 2004	Bev. in % 2016	Bev. in % 2014	Bev. in % 2004

L'utilisation de la notion de taux pondéré donne un éclairage différent de la pression fiscale dans le canton.

Die Anwendung des gewichteten Steuersatzes zeigt im Kanton ein differenziertes Bild zur Steuerbelastung.

Commentaires comparatifs de 2004 par rapport à 2016:

Kommentare zum Vergleich von 2016 mit 2004:

- Le taux pondéré moyen baisse de 1.107 à 0.966%.
- 2 communes ou le 0.2% de la population se trouvaient en 2004 dans la catégorie du taux pondéré le plus élevé.
- Il n'y a aujourd'hui plus aucune commune dans les trois dernières catégories.
- 11 communes ou le 2.2% de la population se trouvaient en 2004 dans la catégorie du taux pondéré le plus bas.
- 30 communes ou le 34.6% de la population s'y trouvent en 2016.
- 83 communes ou le 78.9% de la population se trouvaient en 2004 dans les catégories égales ou en dessous de la moyenne cantonale.
- 78 communes ou le 78.7% de la population s'y trouvent en 2016.

- Der durchschnittliche gewichtete Steuersatz fällt von 1.107 auf 0.966%.
- Im Jahr 2004 befanden sich 2 Gemeinden oder 0.2% der Bevölkerung in der Kategorie des höchsten gewichteten Steuersatzes.
- In den letzten drei Kategorien befinden sich heute keine Gemeinden mehr.
- 2004 waren 11 Gemeinden oder 2.2% der Bevölkerung in der Kategorie des tiefsten gewichteten Steuersatzes.
- 2016 befanden sich 30 Gemeinden oder 34.6% der Bevölkerung in dieser Kategorie.
- Im Jahr 2004 waren 83 Gemeinden oder 78.9% der Bevölkerung im kantonalen Durchschnitt oder darunter.
- 2016 sind 78 Gemeinden oder 78.7% der Bevölkerung in dieser Kategorie.

Moyenne

En 2016, pour l'ensemble des communes, le coefficient moyen était de 1.215.

Durchschnitt

Im Jahr 2016 lag der durchschnittliche Steuerkoeffizient aller Gemeinden bei 1.215.

Comparaison avec les années précédentes

La comparaison avec les années précédentes montre que la pression fiscale liée aux effets conjugués et des baisses des coefficients d'impôt et des augmentations de l'indexation est en légère mais constante baisse.

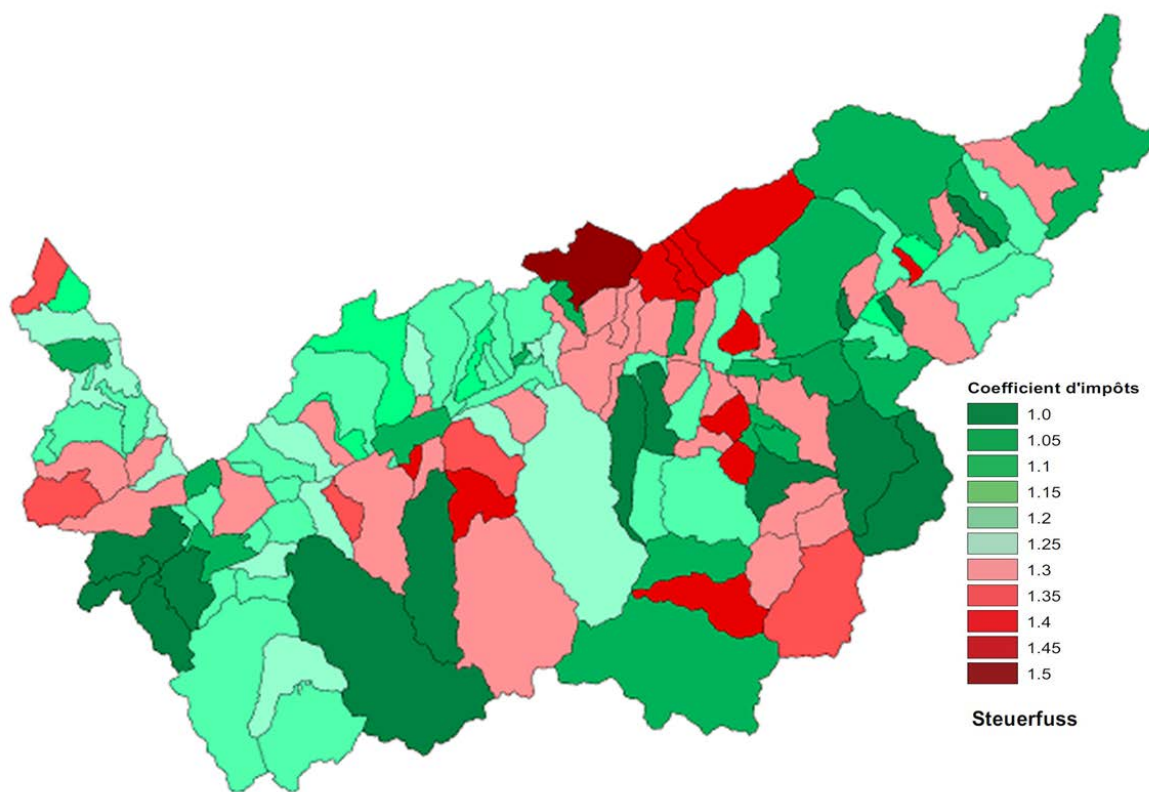
Vergleich mit den vorangegangenen Jahren

Der Vergleich mit den vorangegangenen Jahren zeigt, dass die Steuerlast durch die kombinierte Wirkung aus sinkendem Steuerkoeffizienten und steigender Indexierung leicht aber kontinuierlich abnimmt.

Années	2012	2013	2014	2015	2016	Jahr
Coefficient moyen	1.220	1.216	1.215	1.217	1.215	Koeffizient: Durchschnitt
Coefficient, médiane	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	Koeffizient: Mittelwert
Indexation moyenne	148.4%	149.5%	149.6%	149.6%	149.8%	Indexierung: Durchschnitt
Indexation, médiane	150.0%	150.0%	150.0%	150.0%	150.0%	Indexierung Mittelwert
Taux pondéré moyen	0.977	0.969	0.968	0.969	0.966	Gewichteter Steuersatz: Durchschnitt
Taux pondéré, médiane	1	1	1	1	0.988	Gewichteter Steuersatz: Mittelwert

Carte : Coefficient d'impôt appliqué en 2016

Karte : Angewendeter Steuerkoeffizient 2016



4.8 Choix des indicateurs financiers - rappel

Les communes ne peuvent plus ignorer l'emploi des indicateurs comme instrument de gestion et de décision. Ils sont devenus une variable significative pour leur direction financière ; ils font apparaître des tendances et soutiennent les autorités communales dans l'élaboration de leur politique financière. Pour notre canton, le calcul des cinq indicateurs suivants a été harmonisé pour l'ensemble des communes municipales :

- Degré d'autofinancement
- Capacité d'autofinancement
- Taux des amortissements ordinaires
- Endettement net par habitant
- Taux du volume de la dette brute

Les communes municipales sont tenues d'utiliser, ad minima, ces cinq indicateurs financiers harmonisés pour évaluer leur situation financière.

Les indicateurs : degré d'autofinancement, capacité d'autofinancement et taux du volume de la dette brute sont recommandés par la Conférence des Autorités Cantonales de Surveillance des Finances Communales (CACSF). Les données relatives aux communes des autres cantons suisses sont disponibles sur le journal « Info » de la CACSF à l'adresse www.kkag-cacsfc.ch.

4.9 Collecte des données - rappel

Les cinq indicateurs harmonisés indiqués précédemment sont établis puis transmis au canton par les communes elles-mêmes. De plus, ils doivent être intégrés dans la brochure des comptes communaux de façon obligatoire. Ainsi, ces indicateurs deviennent une référence et leur publication dans les comptes permet au canton de pouvoir collecter les données nécessaires à une évaluation globale de manière simple et efficace. Afin d'assurer la standardisation de la présentation et du calcul des indicateurs, des formulaires standards, sous formes de tableaux Excel, ont été transmis aux communes.

Sauf précision contraire, les évaluations portent sur les chiffres provenant des comptes indicateurs communaux 2016. Par contre, il est important de préciser :

- que les comptes 2016 se bouclent au 31.12.2016
- que la population au 31.12.2016 n'est officialisée par l'Office fédéral de la statistique qu'à la fin août 2017
- qu'ainsi les indicateurs utilisent la population STATPOP N-1. Ainsi par exemple, l'endettement net par habitant est calculé sur la base de la population au 31.12.2015.

4.8 Auswahl der Finanzkennzahlen – zur Erinnerung

Die Gemeinden dürfen die Anwendung von Kennzahlen als Verwaltungs- und Entscheidungsinstrument nicht mehr ignorieren. Diese sind zu wichtigen Grössen für die Verwaltung der Finanzen geworden; sie zeigen Tendenzen auf und unterstützen die Gemeindebehörden bei der Erarbeitung ihrer Finanzpolitik. Bei allen Gemeinden im Kanton Wallis wird die Berechnung der nachfolgenden fünf Finanzkennzahlen einheitlich angewendet:

- Selbstfinanzierungsgrad
- Selbstfinanzierungskapazität
- Ordentlicher Abschreibungssatz
- Nettoschuld pro Kopf
- Brutto-Schuldenvolumenquote

Die Einwohnergemeinden sind angehalten, mindestens diese 5 vereinheitlichten Finanzkennzahlen anzuwenden, um ihre finanzielle Situation zu beurteilen.

Die Konferenz der Kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen (KKAG) empfiehlt die Kennzahlen Selbstfinanzierungsgrad, Selbstfinanzierungskapazität und Brutto-Schuldenvolumenquote. Die Angaben zu den Gemeinden der übrigen Kantone finden Sie im Bulletin « Info » der KKAG oder auf der Internetseite www.kkag-cacsfc.ch.

4.9 Datenerfassung – zur Erinnerung

Die fünf vorgenannten, vereinheitlichten Finanzkennzahlen werden von den Gemeinden ermittelt und anschliessend dem Kanton übermittelt. Zudem sind die Kennzahlen zwingend in die Gemeinderechnung zu integrieren. So entwickeln sich diese Finanzkennzahlen zu einer Bezugsgrösse und ihre Veröffentlichung in den Gemeinderechnungen ermöglicht es dem Kanton, die notwendigen Daten zu sammeln und auf einfache und wirksame Weise eine Gesamtbeurteilung vorzunehmen. Um eine Vereinheitlichung bei der Rechnungslegung und bei der Berechnung der Finanzkennzahlen zu gewährleisten, wurden den Gemeinden standardisierte Excel-Tabellen zugestellt.

Sofern nichts anderes angegeben ist, stammen die Auswertungen aus den Finanzkennzahlen der Gemeinderechnungen 2016. Es ist jedoch zu beachten:

- dass die Rechnung 2016 am 31.12.2016 schliesst
- dass das Bundesamt für Statistik die Einwohnerzahl per 31.12.2016 nicht vor Ende August 2017 veröffentlicht
- dass dadurch die Kennzahlen die Einwohnerzahl STATPOP N-1 verwenden. So wird beispielsweise die Nettoschuld pro Kopf auf der Grundlage der Bevölkerung per 31.12.2015 berechnet.

4.10 Difficultés et limites liées à l'élaboration d'indicateurs harmonisés - rappel

Pour évaluer les communes, il convient en premier lieu de rendre comparables les résultats de la comptabilité financière. Pour ce faire, l'instauration d'un plan comptable harmonisé ainsi que son application conséquente sont les conditions de base absolues et indispensables. L'introduction du modèle comptable harmonisé (MCH) avec le budget 2006 améliore la qualité de l'information, même si son application reste tributaire de pratiques comptables hétérogènes. Mentionnons uniquement la question des pratiques d'amortissements, de dotation aux provisions, de définition de l'investissement, de l'utilisation des comptes à financement spéciaux ou encore de la délimitation entre patrimoine financier et administratif.

Or, avec l'entrée en vigueur, le 1er juillet 2004, de la loi sur les communes (LCo) du 5 février 2004 et de l'ordonnance sur la gestion financière des communes (OGFCo anc. Ofinco) du 16 juin 2004, l'introduction et l'utilisation d'un modèle comptable harmonisé pour les communes sont devenues obligatoires (art. 75 al. 3 LCo).

En application de ces dispositions, un plan comptable harmonisé, approuvé par le Conseil d'Etat le 6 juillet 2005, a été élaboré et remis aux communes municipales. Ainsi, celles-ci doivent établir leurs états financiers en se basant sur la nouvelle codification comptable.

De plus, afin de faciliter l'introduction de ce nouveau plan comptable, une application informatique ad hoc, contenant dite codification comptable et permettant une recherche active sur les natures, les fonctions, les définitions et les exemples, a également été transmise aux communes municipales.

D'autre part, il y a lieu de garder à l'esprit qu'une évaluation basée uniquement sur des indicateurs financiers ne renseigne que partiellement sur la situation d'une commune. Ces indicateurs ne renseignent en rien sur les causes de la bonne ou de la mauvaise santé financière d'une commune. Cette situation peut être due à des facteurs exogènes, géographiques, démographiques, économiques - ou endogènes comme la politique financière et/ou d'investissement menée par les communes.

Finalement, ces indicateurs n'incluent pas une analyse de la qualité des infrastructures publiques ou une analyse des prestations publiques offertes à la population. Une commune peut ainsi apparaître en bonne santé financière et parallèlement souffrir d'un retard d'équipement ou de prestations publiques déficientes.

4.10 Schwierigkeiten und Grenzen bei der Erarbeitung von vereinheitlichten Finanzkennzahlen – zur Erinnerung

Um die Gemeinden zu beurteilen, müssen als Erstes die Resultate der Finanzbuchhaltung vergleichbar gemacht werden. Dazu benötigt es einen einheitlichen Kontenplan, dessen konsequente Einhaltung eine zwingende Voraussetzung ist. Mit der Erarbeitung des Budgets 2006 wurde das harmonisierte Rechnungsmodell HRM eingeführt, wodurch sich in der Folge die Qualität der Informationen merklich verbessert hat. Ihre Abhängigkeit von den unterschiedlichen Buchungspraktiken bleibt jedoch bestehen. Erwähnt seien die Fragen betreffend die Abschreibungspraxis, die Bildung von Rückstellungen, die Definition von Investitionen, die Anwendung der Spezialfinanzierungskonten oder die Abgrenzung zwischen Finanz- und Verwaltungsvermögen.

Mit Inkrafttreten per 1. Juli 2004 des Gemeindegesetzes (GemG) vom 5. Februar 2004 sowie der Verordnung betreffend die Führung des Finanzhaushaltes der Gemeinden (VFFHGem vormals VFFG) vom 16. Juni 2004 wurde für die Gemeinden die Einführung und Anwendung eines einheitlichen Rechnungsmodells obligatorisch (Art. 75 Abs. 3 GemG).

In Anwendung dieser Bestimmungen wurde ein einheitlicher Kontenplan, genehmigt vom Staatsrat am 6. Juli 2005, erarbeitet und den Einwohnergemeinden übergeben. Diese haben ihren Finanzhaushalt auf der Grundlage dieser neuen Buchhaltungsrichtlinien zu erstellen.

Damit den Einwohnergemeinden die Einführung des neuen Kontenplans erleichtert werden konnte, wurde eine Informatik-Lösung bereitgestellt, welche die genannten Konten-Nummerierung beinhaltet und eine Suche nach Arten, Funktionen, Definitionen und Beispielen ermöglicht.

Es sei allerdings erwähnt, dass eine Beurteilung ausschliesslich auf der Grundlage der Finanzkennzahlen nur eine teilweise Auskunft über die wahre, finanzielle Situation einer Gemeinde vermittelt. Die Kennzahlen geben keine Auskunft über die Ursachen der guten oder schlechten Finanzlage einer Gemeinde. Diese kann durch exogene (geographische, demographische oder wirtschaftliche) oder auch durch endogene Faktoren (Finanz- und Investitionspolitik der Gemeinde) verursacht sein.

Schliesslich beinhalten die Kennzahlen keine Analyse hinsichtlich Qualität der öffentlichen Infrastruktur oder der öffentlichen Leistungen, die der Bevölkerung angeboten werden. Eine Gemeinde kann eine gute Finanzlage ausweisen und andererseits einen Nachholbedarf bei der Infrastruktur oder ein Manko an öffentlichen Leistungen haben.

4.11 Degré d'autofinancement

Description

Le degré d'autofinancement de l'investissement net est un indicateur classique d'appréciation de la situation financière communale bien qu'il puisse varier fortement d'une année à l'autre. Il répond à la question de savoir dans quelle mesure les investissements ont été financés par des ressources propres.

Question examinée

Dans quelle mesure les investissements nets des communes ont-ils été autofinancés en 2016 ?

Commentaire

C'est avant tout la comparaison sur plusieurs années qui montre si les investissements peuvent être assumés financièrement. Le degré d'autofinancement exprime un nouvel endettement s'il est inférieur à 100 pour cent, et un désendettement s'il est supérieur à 100 pour cent.

Formule

$$\text{Degré d'autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Investissements nets}}$$

4.11 Selbstfinanzierungsgrad

Ausgangslage

Der Selbstfinanzierungsgrad der Nettoinvestitionen ist eine klassische Kennzahl für die Abschätzung der finanziellen Situation einer Gemeinde, selbst wenn dieser von Jahr zu Jahr stark variieren kann. Er gibt Auskunft, in welchem Ausmass die Investitionen durch eigene Mittel finanziert wurden.

Fragestellung

In welchem Ausmass wurden die Nettoinvestitionen im Jahre 2016 selbstfinanziert?

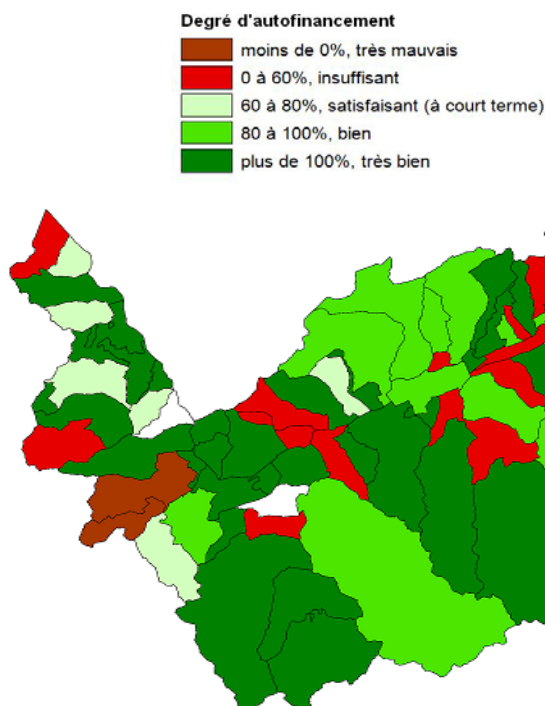
Kommentar

Vor allem der Vergleich über mehrere Jahre zeigt auf, ob die getätigten Investitionen aus finanzieller Sicht zu hoch waren. Der Selbstfinanzierungsgrad bedeutet eine Neuverschuldung, wenn er tiefer als 100% ist, und eine Entschuldung, wenn er über 100% liegt.

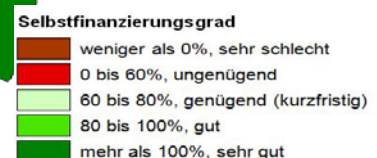
Formel

$$\text{Selbstfinanzierungsgrad} = \frac{\text{Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Nettoinvestitionen}}$$

Carte : degré d'autofinancement 2016



Karte: Selbstfinanzierungsgrad 2016



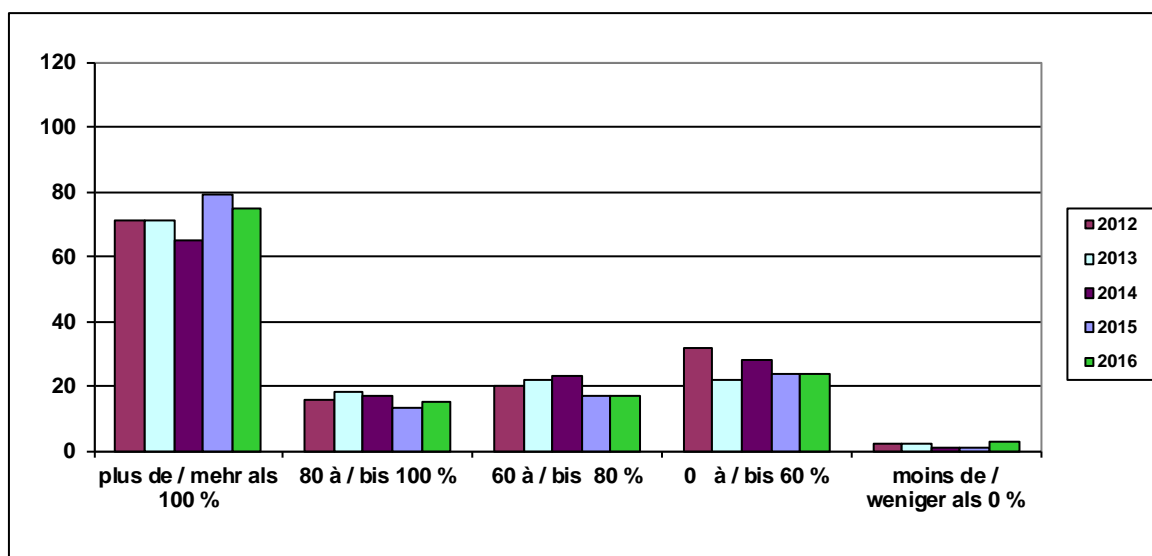
Evolution du degré d'autofinancement

Entwicklung des Selbstfinanzierungsgrads

	2012	2013	2014	2015	2016
Min / Min	-21.3%	-7.1%	-7.4%	-1.7%	-43.1%
Max / Max	1014.4%	909.1%	4794.2%	819.9%	711.4%
Consolidé / Konsolidiert	76.3%	93.1%	79.4%	87.6%	95.3%
Médiane / Mittel	99.6%	100.3%	90.4%	114.0%	106.8%

Fréquence de répartition de l'évolution du degré d'autofinancement selon le nombre de communes pour les années 2012-2016

Entwicklung von 2012 bis 2016 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden beim Selbstfinanzierungsgrad



Commentaire

- Les communes en blanc sur la carte enregistrent un investissement négatif (excédent de revenus) ce qui se traduit généralement par un désendettement.
- Le numérateur représenté par l'autofinancement enregistre près de Fr. 376 millions, supérieur de 14 millions à la moyenne des années 2004 à 2016.
- Les investissements nets que nous trouvons au dénominateur à hauteur de Fr. 395 millions représentent le 5^{ème} volume le plus important depuis 2004. La moyenne 2004 – 2016 se situe à 326 millions.
- L'activité d'investissement est toujours très soutenue.
- Sur la période analysée, la valeur consolidée du degré d'autofinancement glisse en dessous de la valeur idéale de 100%.
- La valeur médiane qui permet de partager une série numérique en 2 parties de même nombre d'éléments est plus parlante que la moyenne puisqu'elle échappe à l'influence des valeurs extrêmes de l'indicateur et évolue en parallèle à la valeur consolidée.

Kommentar

- Die auf der Karte in weiss dargestellten Gemeinden haben negative Nettoinvestitionen (Einnahmehüberschuss) vorzuweisen, was im Allgemeinen eine Entschuldung bedeutet.
- Im Zähler der Formel befindet sich die Selbstfinanzierungsmarge. Mit rund Fr. 376 Millionen liegt sie um 14 Millionen über dem Durchschnitt der Jahre 2004 bis 2016.
- Die Nettoinvestitionen im Nenner erreichen mit fast Fr. 395 Millionen das fünfthöchste Volumen seit 2004. Der Durchschnitt über die Jahre 2004 bis 2016 liegt bei 326 Millionen.
- Es ist weiterhin eine hohe Investitionstätigkeit festzustellen.
- Im analysierten Zeitraum rutscht beim Selbstfinanzierungsgrad der kumulierte Wert unter die Idealmarke von 100% ab.
- Der Mittelwert dieser Kennzahl, welcher eine Zahlenreihe in zwei gleiche Blöcke aufteilt, entwickelt sich parallel zum konsolidierten Wert. Er ist aussagekräftiger als der Durchschnittswert, da die Extremwerte keinen Einfluss haben.

- (Exemple, la médiane de la série de note 2, 3, 4, 4.5, 5, 5.5 et 6 est 4.5, soit le 50% des notes sont < à 4.5, respectivement le 50% est > à 4.5.)
- Historiquement, le degré d'autofinancement moyen consolidé pour la période de 1987 à 1996 était de 62.92% pour des investissements nets moyens annuels de Fr. 234 millions. L'année 1992 enregistre un plancher avec 35.51%. Ce trend s'est prolongé jusqu'en l'an 2000, 1999 excepté. 2001 marque le début d'un nouveau cycle. Dès cette date, le degré d'autofinancement moyen consolidé a toujours dépassé la barre de 100% avec un pic en 2004 au-dessus de 200%. La période décennale 1997 à 2006 est marquée par des investissements un peu plus faibles de Fr. 171 millions en moyenne annuelle. Dès 2012 apparait un nouveau cycle avec un degré d'autofinancement moyen consolidé inférieure au 100%. Ces différents constats sont à mettre en relation avec l'analyse de l'évolution de l'endettement net par habitant
- Les sources des données de l'historique proviennent de l'Administration cantonale des finances – Analyse financière des 10 dernières années.
- En 2016, 75 communes se désendettent alors qu'elles étaient 71 en 2012 à le faire.
- 24 communes se trouvent dans la catégorie insuffisante en 2016 ; elles étaient 34 en 2012.
- 2016 enregistre 3 communes dans la catégorie « très mauvais » alors qu'il y en avait 2 en 2012.

- (So liegt beispielsweise in der Zahlenreihe 2, 3, 4, 4.5, 5, 5.5 und 6 der Mittelwert bei 4.5, d.h. die eine Hälfte der Werte liegt unter 4.5 und die andere über diesem Mittelwert von 4.5).
- Rückblickend auf den Zeitraum von 1987 bis 1996 lag der konsolidierte Selbstfinanzierungsgrad im Durchschnitt bei 62.92% mit durchschnittlichen Nettoinvestitionen von Fr. 234 Millionen pro Jahr. Das Jahr 1992 verzeichnete einen Tiefststand von 35.51%. Dieser Trend hielt sich bis ins Jahr 2000 an, ausgenommen 1999. Ab 2001 begann ein neuer Zyklus. Der durchschnittliche konsolidierte Selbstfinanzierungsgrad hat seitdem immer 100% übertroffen; mit einem Spitzenwert von über 200% im Jahr 2004. Die 10 Jahre von 1997 bis 2006 waren gekennzeichnet durch jährliche Nettoinvestitionen von durchschnittlich knapp Fr. 171 Millionen. Ab 2012 änderte der Zyklus und der konsolidierte Selbstfinanzierungsgrad erreicht im Durchschnitt nicht mehr 100%. Diese verschiedenen Ergebnisse zeigen sich in der Entwicklung der Pro-Kopf-Verschuldung.
- Die Quellen der Angaben stammen von der Kantonalen Finanzverwaltung – Finanzanalyse der letzten 10 Jahre.
- Im 2016 haben 75 Gemeinden die Verschuldung reduziert; im 2012 waren es 71.
- 24 Gemeinden befinden sich 2016 in der Kategorie „ungenügend“; im 2012 waren es 34.
- Im 2016 befinden sich 3 Gemeinden in der Kategorie „sehr schlecht“; im 2012 befanden sich zwei Gemeinden in dieser Kategorie.

Répartition de l'évolution du degré d'autofinancement selon la population pour les années 2015-2016

Degré d'autofinancement 2015		
Population	% population	Appréciation
2'482	0.7%	invest. négatifs
135'313	40.8%	très bien
72'532	21.9%	bien
40'931	12.3%	satisfaisant
79'191	23.9%	insuffisant
1'314	0.4%	très mauvais

Commentaire

- En 2016 (2015), 80.9% (75.7%) de la population résidait dans des communes appréciées entre « très bien et satisfaisant ».
- En 2016 (2015), 19.1% (24.3%) de la population résidait dans des communes appréciées entre « insuffisant et mauvais ».
- Les ressources propres n'ont pas été suffisantes pour financer le volume record des investissements. Le citoyen s'est ainsi endetté au travers des comptes des communes mais devrait, par contre, pouvoir bénéficier de nouvelles infrastructures, respectivement d'infrastructures renouvelées.

Entwicklung 2015-2016 des Selbstfinanzierungsgrades bezogen auf die Bevölkerung

Selbstfinanzierungsgrad 2016		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
neg. Invest.	2.5%	8'261
sehr gut	49.9%	167'624
gut	22.4%	75'156
genügend	6.1%	20'342
ungenügend	18.2%	61'178
sehr schlecht	0.9%	3'135

Kommentar

- Im 2016 (2015) wohnten 80.9% (75.7%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „sehr gut“ und „genügend“.
- Im 2016 (2015) wohnten 19.1% (24.3%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „ungenügend“ und sehr „schlecht“.
- Die selbsterarbeiteten Mittel waren nicht ausreichend, um das Rekordvolumen an Investitionen zu finanzieren. Bezogen auf die Gemeinderechnung hat sich der Bürger verschuldet, jedoch wird er andererseits wohl von neuer bzw. erneuerter Infrastruktur profitieren können.

4.12 Capacité d'autofinancement

Description

La capacité d'autofinancement renseigne sur la capacité financière de la commune. Plus elle est importante, et plus les possibilités de diminuer l'endettement ou de réaliser des investissements et d'en supporter les coûts induits augmentent.

Question examinée

Sur cent francs encaissés (revenus du compte fonctionnement), combien de francs restent à disposition pour financer les investissements voire rembourser les dettes ?

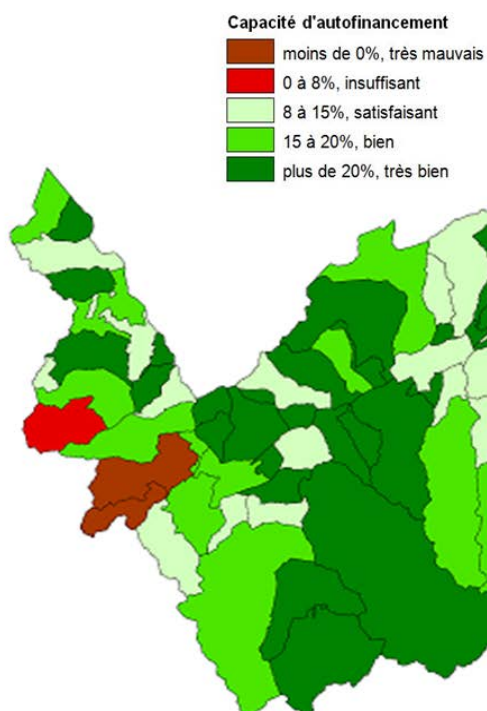
Commentaire

76 communes présentent une excellente capacité d'autofinancement, à savoir supérieure à 20%.

Formule

$$\text{Capacité d'autofinancement} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

Carte : capacité d'autofinancement 2016



4.12 Selbstfinanzierungskapazität

Ausgangslage

Die Selbstfinanzierungskapazität gibt Auskunft über die Finanzkraft einer Gemeinde. Je höher sie ist, desto besser sind die Möglichkeiten, die Verschuldung zu verringern oder Investitionen zu realisieren und die entstandenen Kosten zu bewältigen.

Fragestellung

Wie viel bleibt von 100 einkassierten Franken (Finanzertrag der Laufenden Rechnung) übrig, um die Investitionen zu finanzieren, respektive die Schulden zu tilgen?

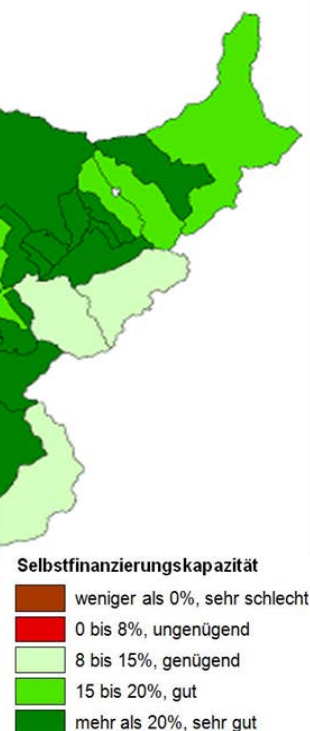
Kommentar

76 Gemeinden zeigen eine ausgezeichnete Selbstfinanzierungskapazität, d.h. über 20 %.

Formel

$$\text{Selbstfinanzierungskapazität} = \frac{\text{Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Finanzertrag}}$$

Karte: Selbstfinanzierungskapazität 2016



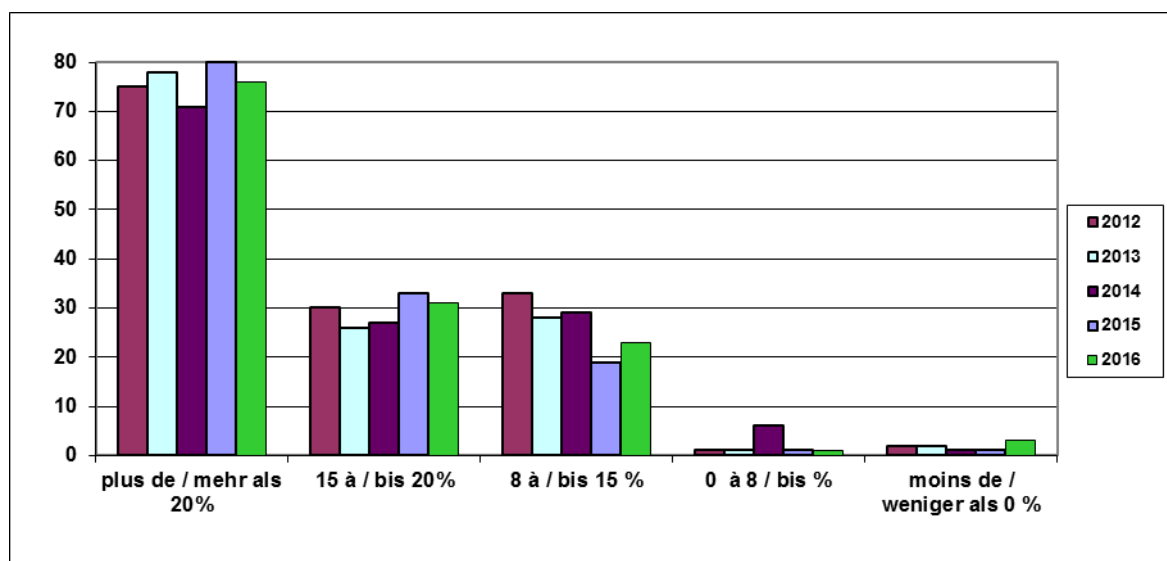
Evolution de la capacité d'autofinancement

Entwicklung der Selbstfinanzierungskapazität

	2012	2013	2014	2015	2016
Min / Min	-16.9%	-4.3%	-6.6%	-2.2%	-22.1%
Max / Max	60.8%	74.1%	45.3%	82.9%	46.8%
Consolidé / Konsolidiert	19.2%	20.3%	17.5%	20.1%	19.8%
Médiane / Mittel	20.9%	21.8%	20.5%	21.9%	21.5%

Fréquence de répartition de l'évolution de la capacité d'autofinancement selon le nombre de communes pour les années 2012-2016

Entwicklung von 2012 bis 2016 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Selbstfinanzierungskapazität



Commentaire

- Le numérateur représenté par l'autofinancement enregistre près de Fr. 376 millions. Il s'agit de la cinquième plus importante marge depuis 2004.
- Les revenus financiers que nous retrouvons au dénominateur reprennent du volume pour inscrire avec Fr. 2.020 milliards le 2ème résultat depuis 2004.
- Sur la période analysée, la valeur consolidée de la capacité d'autofinancement flirte avec l'appréciation très bien des 20%.
- La valeur médiane de l'indicateur suit approximativement une évolution identique.
- Historiquement, la capacité d'autofinancement moyenne consolidée pour la période de 1987 à 1996 était de 14.77% avec toujours pour l'année 1992 une valeur plancher à 10.14%. Cette évolution s'est poursuivie jusqu'en 2003. Dès 2004, la capacité d'autofinancement a toujours dépassé la barre de 20% avec un pic en 2004 à 23.7%. La période décennale 1997 à 2006 enregistre une capacité d'autofinancement moyenne consolidée de 18.68%

Kommentar

- Die Selbstfinanzierungsmarge im Zähler der Formel erreicht mit rund Fr. 376 Millionen den fünfthöchsten Wert seit 2004.
- Der Finanzertrag im Nenner der Berechnungsformel ist mit 2.020 Milliarden das zweitbeste Ergebnis seit 2004.
- Mit über 20% erreicht der konsolidierte Wert der Selbstfinanzierungskapazität nun die Bewertung „sehr gut“.
- Praktisch gleich entwickelt sich der Mittelwert dieser Kennzahl.
- Rückblickend auf den Zeitraum von 1987 bis 1996 lag die konsolidierte Selbstfinanzierungskapazität durchschnittlich bei 14.77% mit einem Tiefstwert von 10.14% im Jahr 1992. Diese Entwicklung hielt an bis 2003. Ab 2004 hat die Selbstfinanzierungskapazität die Hürde von 20% immer übertroffen; mit einem Spitzenwert von über 23.7% im Jahr 2004. Die konsolidierte Selbstfinanzierungskapazität lag in den 10 Jahren von 1997 bis 2006 bei durchschnittlich 18.68%.

- En 2016, 76 communes dégagent un résultat supérieur à 20% ; elles étaient 75 en 2012.
- 3 communes se trouvent en 2016 comme en 2012 dans les appréciations « insuffisant et très mauvais ».

- Im 2016 erreichen 76 Gemeinden einen Wert von über 20%; im 2012 waren es 75.
- Wie im 2012 liegen im 2016 auch 3 Gemeinden in den Bewertungen „ungenügend“ und „sehr schlecht“.

Répartition de l'évolution de la capacité d'autofinancement selon la population pour les années 2015-2016

Capacité d'autofinancement 2015		
Population	% population	Appréciation
146'603	44.2%	très bien
74'572	22.5%	bien
107'990	32.6%	satisfaisant
1'284	0.4%	insuffisant
1'314	0.4%	très mauvais

Entwicklung 2015-2016 der Selbstfinanzierungskapazität bezogen auf die Bevölkerung

Selbstfinanzierungskapazität 2016		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
sehr gut	44.0%	147'625
gut	23.1%	77'564
genügend	31.6%	106'032
ungenügend	0.4%	1'340
sehr schlecht	0.9%	3'135

Commentaire

- En 2016 (2015), 98.7% (99.2%) de la population résidait dans des communes appréciées entre « très bien et satisfaisant ».
- En 2016 (2015), 1.3% (0.8%) de la population résidait dans des communes appréciées entre « insuffisant et très mauvais ».
- La situation est stable à un bon niveau d'appréciation.

Kommentar

- Im 2016 (2015) wohnten 98.7% (99.2%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „sehr gut“ und „genügend“.
- Im 2016 (2015) wohnten 1.3% (0.8%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „ungenügend“ und „sehr schlecht“.
- Die Situation verhält sich stabil auf einem guten Bewertungsniveau.

4.13 Taux des amortissements ordinaires

Description

Les communes sont tenues d'amortir leur patrimoine administratif (PA) non rentable. Cette obligation vise en premier lieu à garantir un autofinancement suffisant afin d'éviter un endettement excessif. Une commune qui n'amortit pas assez, ou pas suffisamment, son PA ne remplit pas une tâche essentielle en matière de politique financière.

Question examinée

Quels furent les taux des amortissements ordinaires pratiqués dans les communes en 2016 ?

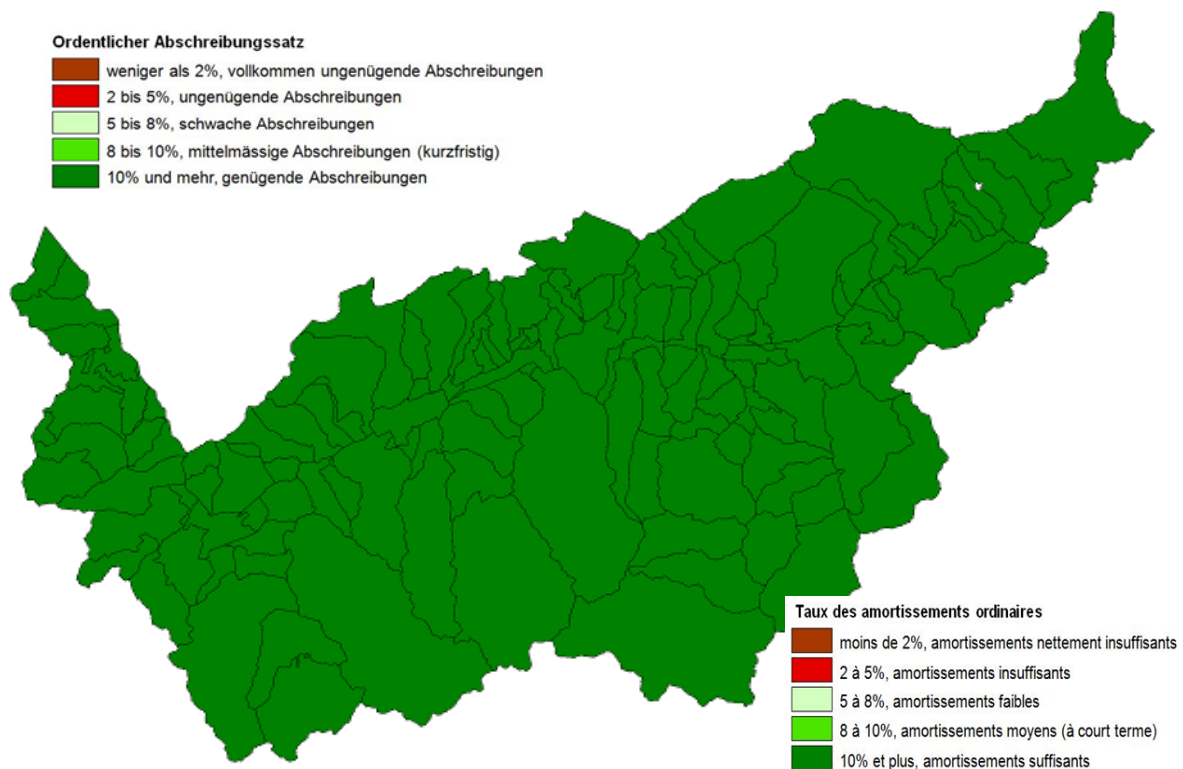
Commentaire

Depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions légales en 2004, aucune dérogation au taux minimum d'amortissement légal n'a été accordée par le département.

Formule

$$\text{Taux d'amortissement} = \frac{\text{Amortissements} \times 100}{\text{Patrimoine administratif}}$$

Carte : Taux des amortissements 2016



4.13 Ordentlicher Abschreibungssatz

Ausgangslage

Die Gemeinden sind angehalten, ihr nicht veräusserbares Verwaltungsvermögen (VV) abzuschreiben. Diese Pflicht zielt in erster Linie darauf ab, eine genügende Selbstfinanzierung zu garantieren und damit eine übermässige Verschuldung zu verhindern. Eine Gemeinde, welche ihr VV ungenügend abschreibt, erfüllt ihre Hauptaufgaben in Sachen Finanzpolitik nicht.

Fragestellung

Welche ordentlichen Abschreibungssätze haben die Gemeinden im Jahre 2016 angewandt?

Kommentar

Seit dem Inkrafttreten der neuen gesetzlichen Bestimmungen im 2004 hat das Parlament keine Abweichungen zu den gesetzlichen Mindestabschreibungen eingewilligt.

Formel

$$\text{Abschreibungssatz} = \frac{\text{Abschreibungen} \times 100}{\text{Verwaltungsvermögen}}$$

Carte: Ordentliche Abschreibungssätze 2016

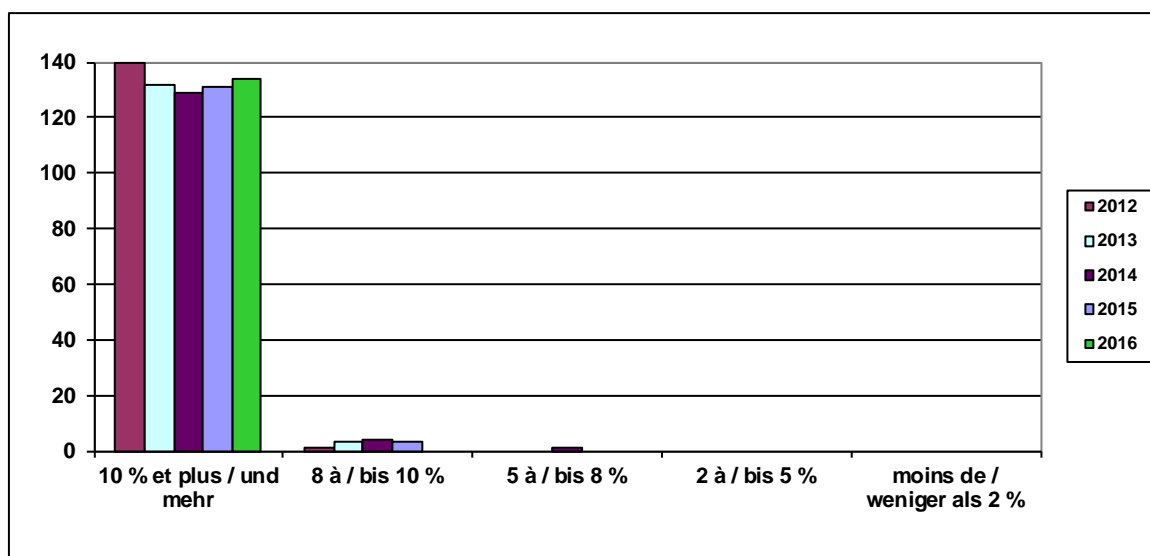
Evolution du taux des amortissements

Entwicklung ordentliche Abschreibungssätze

	2012	2013	2014	2015	2016
Min / Min	8.4%	9.8%	7.7%	8.7%	10.6%
Max / Max	40.9%	39.3%	27.4%	23.8%	28.5%
Consolidé / Konsolidiert	11.4%	11.3%	11.0%	11.1%	11.2%
Médiane / Mittel	10.8%	10.7%	10.4%	10.6%	10.0%

Fréquence de répartition de l'évolution du taux des amortissements selon le nombre de communes pour les années 2012-2016

Entwicklung von 2012 bis 2016 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden beim ordentlichen Abschreibungssatz



Commentaire

- Sur la période analysée, le taux consolidé des amortissements ordinaires est toujours supérieur au taux minimum obligatoire fixé à 10%.
- La valeur médiane de l'indicateur suit la même courbe.
- Historiquement, les données des amortissements n'étaient pas saisies. Ces derniers n'étaient pas obligatoires sous les anciennes dispositions légales. Un taux différencié par type d'actif était suggéré.
- En 2016, 134 communes respectent la règle des 10% du taux d'amortissement ordinaire, nature 3310, taux arrondi à 10% dès 9.95%.
- Nous ne tenons pas compte des amortissements complémentaires, nature 3320, effectués à hauteur de plus de Fr. 49.4 millions sur le PA, prêts et participations exclus. Cela représente 18.0% du montant des amortissements ordinaires comptabilisés.
- Ainsi, de manière cumulée, le taux global des amortissements ordinaires et complémentaires du PA, prêts et participations exclus, atteint 13.2%.

Kommentar

- Der konsolidierte ordentliche Abschreibungssatz liegt im analysierten Zeitraum immer über dem obligatorischen Mindestsatz von 10%.
- Der Mittelwert der Kennzahl zeigt denselben Verlauf.
- In der Vergangenheit wurden die Daten zu den Abschreibungen nicht erfasst. In den früheren gesetzlichen Bestimmungen waren diese nicht obligatorisch. Pro Aktiven-Typ wurde ein differenzierter Satz vorgeschlagen.
- Im Jahr 2016 respektierten 134 Gemeinden die 10%-Regel bei den ordentlichen Abschreibungen (Kontoart 3310); ab 9.95% ist auf 10% gerundet.
- Die zusätzlichen Abschreibungen (Kontoart 3320) auf das VV (ohne Darlehen und Beteiligungen) in der Höhe von mehr als Fr. 49.4 Millionen sind nicht berücksichtigt. Diese machen 18.0% der verbuchten ordentlichen Abschreibungen aus.
- Der Abschreibungssatz der ordentlichen und zusätzlichen Abschreibungen des VV (ohne Darlehen und Beteiligungen) erreicht insgesamt 13.2%.

Répartition de l'évolution du taux ordinaire d'amortissement selon la population pour les années 2015-2016

Entwicklung 2015-2016 des ordentlichen Abschreibungssatzes bezogen auf die Bevölkerung

Taux des amortissements ordinaires 2015			Ordentlicher Abschreibungssatz 2016		
Population	% population	Appréciation	Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
324'534	97.8%	PA = 0 suffisants	>= 10% genügend	100.0%	335'696
7'229	2.2%	moyens	8% =< 10% mittelmässig		
		faibles	5% =< 8% schwach		
		insuffisants	2% =< 5% ungenügend		
		nettement insuffisants	< 2% vollkommen ungenügend		

Commentaire

- En 2016 (2015), 100% (97.8%) de la population résidait dans des communes appréciées suffisants, soit le taux ordinaire imposé par les dispositions légales est respecté.
- En 2016 (2015), 0% (2.2%) de la population résidait dans des communes qui ne respectaient pas strictement le 10% fixé par les art. 51 et ss de l'OGFCo.

Kommentar

- Im 2016 (2015) wohnten 100% (97.8%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung „genügend“, d.h. der gesetzlich verlangte Abschreibungssatz wurde eingehalten.
- Im 2016 (2015) wohnten 0% (2.2%) der Bevölkerung in Gemeinden, welche die laut Art. 51 ff. (VFFHGEM) vorgeschriebenen 10% nicht strikt einhielten.

4.14 Endettement net par habitant

Description

L'endettement net par habitant est une donnée utilisée pour apprécier l'endettement d'une commune. La qualité de cet indicateur dépend essentiellement de l'évaluation correcte du patrimoine financier réalisable et de la structure organisationnelle de la commune. C'est pourquoi il est recommandé d'interpréter cet indicateur avec la plus grande prudence.

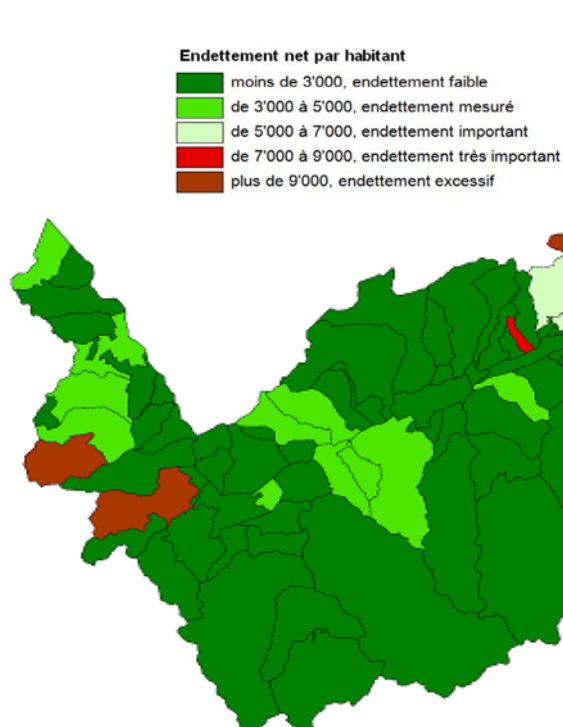
Commentaire

La comparaison de l'endettement net par habitant entre les communes de différents types n'est pas probante, et il est plutôt recommandé d'apprécier son évolution dans le temps.

Formule

$$\text{Endettement net par habitant} = \frac{\text{Dette brute - Patrimoine financier réalisable}}{\text{Nombre d'habitants (STAPOP N - 1)}}$$

Carte : endettement net par habitant 2016



4.14 Nettoschuld pro Kopf

Ausgangslage

Die Nettoschuld pro Kopf ist eine Kennzahl, welche benutzt wird, um die Verschuldung einer Gemeinde einzuschätzen. Die Qualität dieser Kennzahl hängt im Wesentlichen von der korrekten Bewertung des realisierbaren Finanzvermögens und der Organisationsstruktur der Gemeinde ab. Darum wird empfohlen, diese Kennzahl mit grösster Vorsicht zu interpretieren.

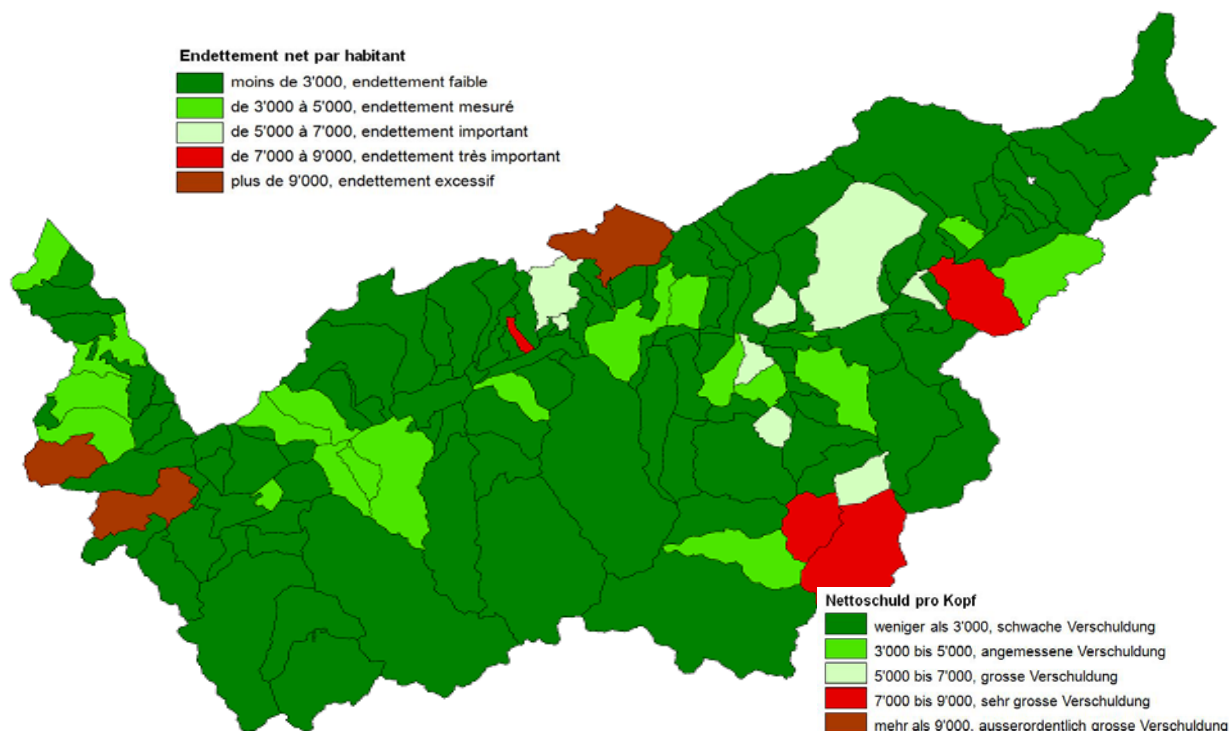
Kommentar

Der Vergleich der Nettoschuld pro Kopf zwischen den verschiedenen Gemeindetypen ist nicht aussagekräftig und es ist zudem empfehlenswert, die Entwicklung über mehrere Jahre zu beurteilen.

Formel

$$\text{Nettoschuld pro Kopf} = \frac{\text{Bruttoschuld - kurzfristiges Finanzvermögen}}{\text{Anzahl Einwohner (Bevölkerung STAPOP N - 1)}}$$

Karte: Nettoschuld pro Kopf 2016



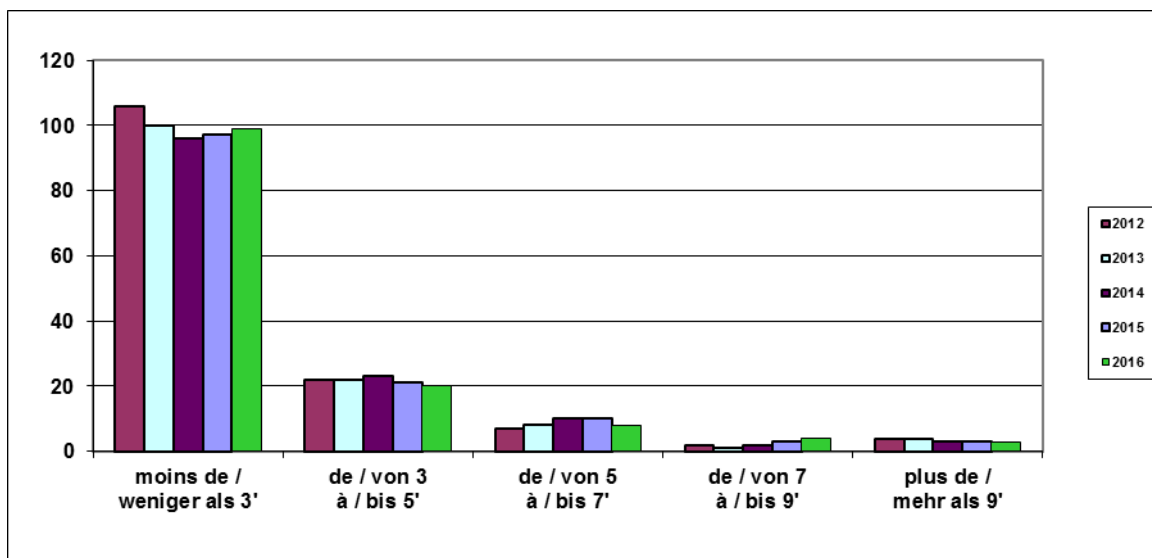
Evolution endettement net par habitant

Entwicklung Nettoschuld pro Kopf

	2012	2013	2014	2015	2016
Min / Min	116'743	116'696	119'984	122'893	122'399
Max / Max	-87'183	-83'233	-84'239	-85'088	-77'850
Consolidé / Konsolidiert	1'160	1'187	1'385	1'619	1'647
Médiane / Mittel	1'195	952	940	1'297	976

Fréquence de répartition de l'évolution de l'endettement net par habitant selon le nombre de communes pour les années 2012-2016, en milliers

Entwicklung von 2012 bis 2016 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Nettoschuld pro Kopf, zu Tausenden



Commentaire

- La valeur minimale, soit la dette nette la plus importante est à inscrire au bilan de la commune municipale de Loèche-les-Bains. En lien avec l'assainissement de dite Municipalité, nous vous renvoyons au communiqué de presse du 12.12.2017 (4.2).
- Les résultats relatés sous l'indicateur du degré d'autofinancement se répercutent naturellement sur la dette nette.
- La dette nette consolidée augmente durant la période sous revue de Fr. 1'160.-- en 2012 à Fr. 1'647.-- en 2016 et s'inscrit toujours dans l'appréciation d'endettement faible.
- La valeur médiane de l'indicateur évolue dans une tendance haussière nettement moins marquée que la valeur consolidée.
- Le résultat de l'indicateur dépend des finances et de la population. Nous notons pour la période sous revue, population N-1 soit de 2011 à 2015, une augmentation de la population de 5.89%.

Kommentar

- Der Tiefstwert, d.h. die höchste Nettoschuld, ist der Bilanz der Einwohnergemeinde Leukerbad zuzuschreiben. Hinsichtlich der Sanierung dieser Einwohnergemeinde verweisen wir auf Medienmitteilung vom 12.12.2017 (4.2).
- Die bei der Kennzahl Selbstfinanzierungsgrad erwähnten Ergebnisse wirken sich natürlich auch auf die Nettoschuld aus.
- Die konsolidierte Nettoschuld nimmt im Berichtszeitraum von Fr. 1'160.-- im 2012 auf Fr. 1'647.-- im 2016 zu und verbleibt weiterhin im Bereich, welcher als schwache Verschuldung gilt.
- Der Mittelwert der Kennzahl entwickelt sich in steigender Tendenz, jedoch bedeutend schwächer als der konsolidierte Wert.
- Das Ergebnis hängt von den Finanzen und der Einwohnerzahl ab. Im Betrachtungszeitraum von 2011 bis 2015, d.h. mit der Bevölkerungszahl von N-1, ist einen Zuwachs von 5.89% zu verzeichnen.

- Historiquement, la période 1987 à 1996 a vu la dette nette par habitant passer de Fr. 4'495.-- à 6'839.-- traduisant ainsi les insuffisances de financement. Le sommet a été atteint en 2000 avec Fr. 6'738.--. Depuis 2001, la dette nette baisse suivant ainsi le cycle des années avec des excédents de financement. Nous notons au passage que dès 2004, la calculation du ratio diffère de celle de l'ACF suite à l'introduction du modèle comptable harmonisé et de la détermination des formules des indicateurs financiers. La population a augmenté de 22.4% durant ces vingt ans. Avec une insuffisance de financement récurrente depuis 2012, l'endettement net par habitant a augmenté de plus de Fr. 650 en 5 ans.
- 119 communes attestent d'un endettement net entre « faible et mesuré » soit inférieur à Fr. 5'000.-- par habitant. Elles étaient 128 en 2012.
- Parmi celles-ci, 51 communes font valoir une fortune par habitant ; elles étaient 50 en 2012.
- A contrario, 3 communes présentaient un endettement net par habitant excessif à savoir supérieur à Fr. 9'000.-- par habitant. Elles étaient 4 en 2012.
- Im Zeitraum von 1987 bis 1996 stieg die Nettoschuld pro Kopf von Fr. 4'495.-- auf Fr. 6'839.--, was sich so auch im Finanzierungsfehlbetrag widerspiegelt. Die Spitze wurde im Jahr 2000 mit Fr. 6'738.-- erreicht. Seit 2001 sinkt die Nettoschuld und folgt so dem Zyklus der Jahre mit einem Finanzierungsüberschuss. Festzuhalten ist, dass seit der Einführung des harmonisierten Rechnungsmodells und der Bestimmung der Finanzkennzahlen im 2004, sich die Berechnung der Kennzahl von derjenigen der KfV unterscheidet. Die Bevölkerung nahm während den letzten 20 Jahren um 22.4% zu. Mit einer erneuten ungenügenden Finanzierung ist die Nettoschuld pro Einwohner in 5 Jahren seit 2012 um Fr. 650.-- angestiegen.
- Bei 119 Gemeinden ist die Nettoschuld « klein und angemessen », d.h. unter Fr. 5'000.-- pro Einwohner. Im 2012 waren dies 128 Gemeinden.
- Darunter weisen 51 Gemeinden ein Pro-Kopf-Vermögen aus; im 2012 waren es 50.
- Dagegen verzeichneten 3 Gemeinden mit einer Pro-Kopf-Verschuldung von über Fr. 9'000.-- eine ausserordentlich grosse Verschuldung. Im 2012 waren es deren 4.

Répartition de l'évolution de l'endettement net par habitant selon la population pour les années 2015-2016

Endettement net par habitant 2015		
Population	% population	Appréciation
75'433	22.7%	fortune
175'219	52.8%	faible
54'661	16.5%	mesuré
21'599	6.5%	important
1'685	0.5%	très important
3'166	1.0%	excessif

Entwicklung 2015-2016 der Nettoschuld pro Kopf bezogen auf die Bevölkerung

Nettoschuld pro Kopf 2016		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
Vermögen	23.0%	77'175
klein	55.2%	185'222
angemessen	14.2%	47'764
gross	4.9%	16'575
sehr gross	1.4%	4'806
ausserordentlich gross	1.2%	4'154

Commentaire

- En 2016 (2015), 92.5% (92.0%) de la population résidait dans des communes dont l'endettement est apprécié entre mesuré et une situation de fortune.
- En 2016 (2015), 23.0% (22.7%) de la population vivait dans une commune qui dispose d'une fortune.
- En 2016 (2015), 7.5% (8.0%) de la population vivait dans une collectivité avec un important, très important, respectivement avec un endettement excessif.

Kommentar

- Im 2016 (2015) wohnten 92.5% (92.0%) der Bevölkerung in Gemeinden mit den Bewertungen zwischen „angemessene Verschuldung“ und „Vermögen“.
- Im 2016 (2015) wohnten 23.0% (22.7%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einem Vermögen.
- Im 2016 (2015) wohnten 7.5% (8.0%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer grossen, sehr gross bzw. ausserordentlich grossen Verschuldung.

4.15 Taux du volume de la dette brute

Description

Le taux du volume de la dette brute est un indicateur très important. Il exprime le volume de la dette brute par rapport aux revenus courants (nature 4 sous déduction des natures 47, 48 et 49) de la commune. Plus ce volume est élevé, plus la situation de la commune est critique. Il vient en outre compléter l'information fournie par l'indicateur de l'endettement net par habitant. En effet, un endettement net par habitant identique dans deux communes distinctes doit être interprété très différemment selon que la commune dispose d'un volume élevé de recettes ou non.

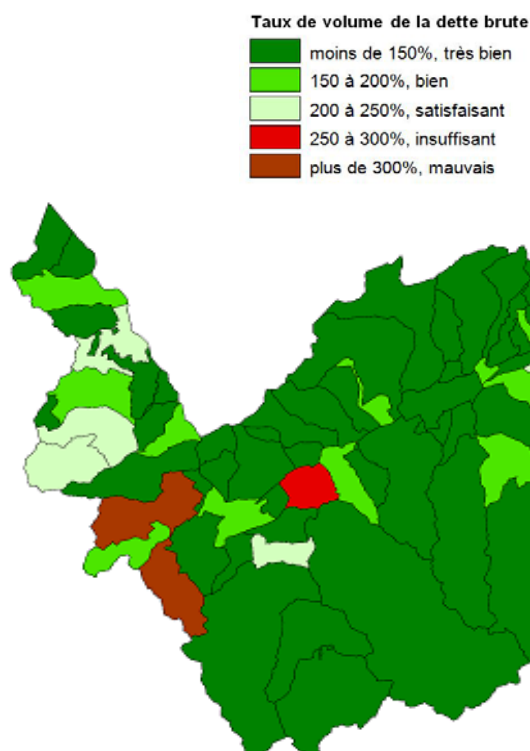
Commentaire 2016 (2012)

- 123 (130) communes attestent d'un taux du volume de la dette brute entre très bien et satisfaisant soit inférieur à 250%.
- A contrario, 11 (11) communes présentent un taux du volume de la dette brute insuffisant à mauvais, à savoir supérieur à 250%.

Formule

$$\text{Taux du volume de la dette brute} = \frac{\text{Dette brute} \times 100}{\text{Revenus financiers}}$$

Carte : taux du volume de la dette brute 2016



4.15 Brutto-Schuldenvolumenquote

Ausgangslage

Die Brutto-Schuldenvolumenquote ist eine sehr wichtige Kennzahl. Sie drückt das Volumen der Bruttoverschuldung im Verhältnis zum Finanzertrag der Laufenden Rechnung einer Gemeinde aus. Je höher diese Quote ist, desto kritischer ist die Situation der Gemeinde. Diese Kennzahl ist zudem als Ergänzung zur Kennzahl „Nettoschuld pro Kopf“ zu betrachten. Diese ist bei gleicher Nettoschuld pro Kopf zweier Gemeinden sehr unterschiedlich zu interpretieren, da es von Bedeutung ist, ob eine Gemeinde über ein hohes Ertragsvolumen verfügt oder nicht.

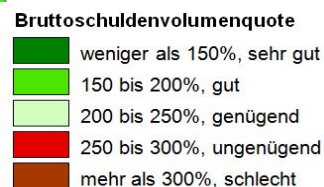
Kommentar 2016 (2012)

- Bei 123 (130) Gemeinden konnte die Brutto-Schuldenvolumenquote als zufriedenstellend beurteilt werden, weil sie unter 250% lag.
- Demgegenüber wiesen 11 (11) Gemeinden eine kritische Brutto-Schuldenvolumenquote von mehr als 250% aus.

Formel

$$\text{Brutto-Schuldenvolumenquote} = \frac{\text{Bruttoschuld} \times 100}{\text{Finanzertrag}}$$

Karte: Brutto-Schuldenvolumenquote 2016



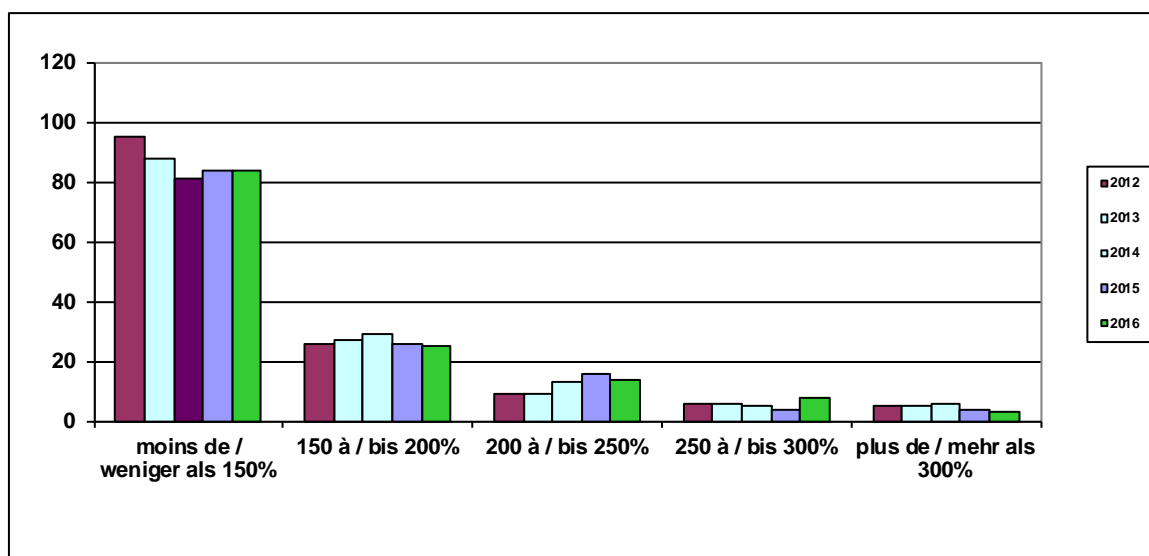
Evolution taux du volume de la dette brute

Entwicklung Brutto-Schuldenvolumenquote

	2012	2013	2014	2015	2016
Min / Min	1665.7%	1835.4%	1777.7%	1777.4%	1089.5%
Max / Max	22.2%	19.1%	20.7%	22.7%	15.5%
Consolidé / Konsolidiert	124.6%	126.2%	133.0%	134.4%	136.5%
Médiane / Mittel	121.2%	126.3%	131.2%	129.6%	135.2%

Fréquence de répartition de l'évolution du taux du volume de la dette brute selon le nombre de communes pour les années 2012-2016

Entwicklung von 2012 bis 2016 - Häufigkeitsverteilung der Gemeinden bei der Brutto-Schuldenvolumenquote



Commentaire

- La valeur minimale du taux, la moins bonne situation, reflète la situation de la commune municipale de Loèche-les-Bains (LIB).
- Entre 2012 et 2016, le taux du volume de la dette brute consolidé a augmenté de plus de 9.5%. Cette augmentation résulte d'une progression des revenus financiers de 7.0% respectivement de la dette brute de plus de 17.1%.
- En excluant LIB, la valeur minimale passe de 368.3% à 497.3% entre 2012 et 2016.
- Le taux consolidé reste avec 136.5% bien placé dans l'appréciation « très bien ».
- La valeur médiane entre 2012 et 2016 reste bien ancrée dans l'appréciation « très bien ».

Kommentar

- Der Minimalwert, d.h. die schlechteste Situation, widerspiegelt die Situation der Einwohnergemeinde Leukerbad (LB).
- Die konsolidierte Brutto-Schuldenvolumenquote ist zwischen 2012 und 2016 um mehr als 9.5% angestiegen. Dazu beigetragen hat eine Zunahme der Bruttoschulden um mehr als 17.1% bei einem Einnahmen-Zuwachs um 7.0%.
- Ohne LB hat sich der Minimalwert zwischen 2012 und 2016 von 368.3% nach 497.3% bewegt.
- Mit 136.5% verhält sich der konsolidierte Wert konstant im Bewertungs-Bereich „sehr gut“.
- Ebenso verharret der Mittelwert zwischen 2012 und 2016 stabil in der Bewertung „sehr gut“.

- Historiquement, la période 1987 à 1996 a vu les revenus du compte de fonctionnement exploser de 47%. Cette explosion s'est poursuivie entre 1997 et 2006, période qui a vu bondir ces revenus de 45%. Ramenée au niveau de l'habitant, ils ont progressé pendant ces dernières 20 années de 49.9%. La moyenne annuelle de l'indice suisse des prix à la consommation base 1982 n'est certainement pas étrangère à cette évolution et a certainement contribué à cette explosion avec une hausse de 46%.
- Les revenus financiers au dénominateur ont progressé de Fr. 139.9 millions ou 7.4%.
- 123 communes attestent d'un taux du volume de la dette brute entre très bien et satisfaisant soit inférieur à 250%. Elles étaient 130 en 2012.
- A contrario, 11 communes présentent un taux du volume de la dette brute insuffisant à mauvais, à savoir supérieur à 250%. Elles étaient 11 en 2012.
- Im Zeitraum von 1987 bis 1996 stiegen die Erträge der Laufenden Rechnung explosionsartig um 47% an. Diese starke Zunahme setzte sich von 1997 bis 2006 fort. In dieser Zeit stiegen die Erträge um 45%. Bezogen auf Einwohner nahmen die Erträge in den letzten 20 Jahren um 49.9% zu. Der Jahresdurchschnitt des Schweizer Indexes der Konsumumentenpreise (Basis 1982) zeigte einen ähnlichen Verlauf und hatte mit einer Zunahme von 46% gewiss ebenfalls zu dieser Entwicklung beigetragen.
- Der Finanzertrag (im Nenner der Formel) ist um Fr. 139.9 Millionen oder 7.4% angestiegen.
- 123 Gemeinden verzeichnen eine Brutto-Schuldenvolumenquote zwischen „sehr gut“ und „genügend“, d.h. weniger als 250%. Im Jahr 2012 waren es 130.
- Dagegen haben 11 Gemeinden eine ungenügende bis schlechte Brutto-Schuldenvolumenquote, d.h. über 250%. Im Jahr 2012 waren es 11.

Répartition de l'évolution du taux du volume de la dette brute selon la population pour les années 2015-2016

Taux du volume de la dette brute 2015		
Population	% population	Appréciation
228'814	69.0%	très bien
62'152	18.7%	bien
33'644	10.1%	satisfaisant
3'921	1.2%	insuffisant
3'232	1.0%	mauvais

Entwicklung 2015-2016 der Brutto-Schuldenvolumenquote bezogen auf die Bevölkerung

Bruttoschuldenvolumenquote 2016		
Beurteilung	% Bevölkerung	Bevölkerung
sehr gut	67.4%	226'409
gut	19.3%	64'853
genügend	9.6%	32'247
ungenügend	2.7%	9'180
schlecht	0.9%	3'007

Commentaire


























- En 2016 (2015), 96.4% (97.8%) de la population résidait dans des communes dont le taux du volume de la dette brute est apprécié entre satisfaisant et très bien.
- En 2016 (2015), 3.6% (2.2%) de la population vivait dans une collectivité avec un taux du volume de la dette brute « rouge »

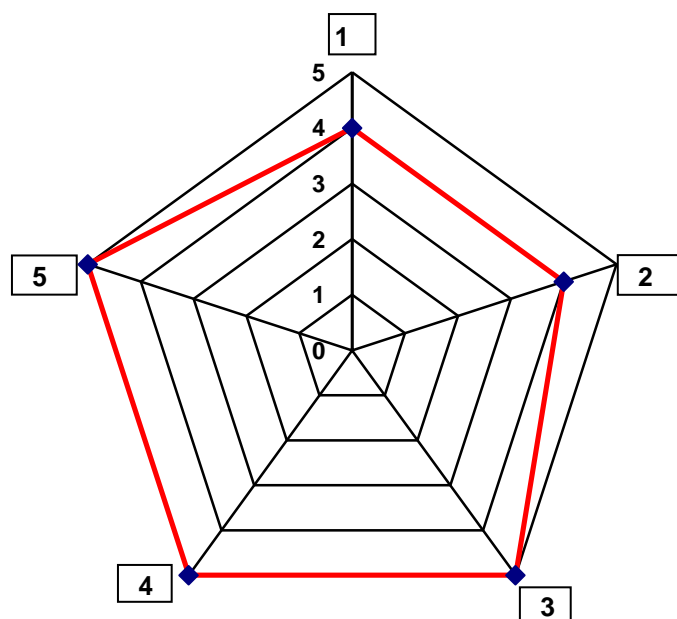
Kommentar

- Im 2016 (2015) wohnten 96.4% (97.8%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer Bewertung zwischen „genügend“ und „sehr gut“.
- Im 2016 (2015) wohnten 3.6% (2.2%) der Bevölkerung in Gemeinden mit einer „ungenügenden“ oder „schlechten“ Brutto-Schuldenvolumenquote.

4.16 Indicateurs financiers - récapitulatif

4.16 Finanzkennzahlen - Übersicht

Aperçu des indicateurs financiers				Überblick der Finanzkennzahlen			
1. Degré d'autofinancement (I1)		2015	Ø	2016	1. Selbstfinanzierungsgrad (I1)		
(Autofinancement en % de l'investissement net)		87.6%	91.3%	95.3%	(Selbstfinanzierungsmarge in % der Nettoinvestitionen)		
I1 >= 100%	très bien			I1 >= 100%	sehr gut		
80% <= I1 < 100%	bien			80% <= I1 < 100%	gut		
60% <= I1 < 80%	satisfaisant (à court terme)			60% <= I1 < 80%	genügend (kurzfristig)		
0% <= I1 < 60%	insuffisant			0% <= I1 < 60%	ungenügend		
I1 < 0%	très mauvais			I1 < 0%	sehr schlecht		
2. Capacité d'autofinancement (I2)		2015	Ø	2016	2. Selbstfinanzierungskapazität (I2)		
(Autofinancement en % des revenus financiers)		20.1%	19.9%	19.8%	(Selbstfinanzierung in % des Finanzertrages)		
I2 >= 20%	très bien			I2 >= 20%	sehr gut		
15% <= I2 < 20%	bien			15% <= I2 < 20%	gut		
8% <= I2 < 15%	satisfaisant			8% <= I2 < 15%	genügend		
0% <= I2 < 8%	insuffisant			0% <= I2 < 8%	ungenügend		
I2 < 0%	très mauvais			I2 < 0%	sehr schlecht		
3. Taux des amortissements ordinaires (I3)		2015	Ø	2016	3. Ordentlicher Abschreibungssatz (I3)		
(Amortissements ordinaires en % du PA à amortir)		11.1%	11.1%	11.2%	(Ordentl. Abschreibungen in % des abzuschreibenden VV)		
I3 >= 10%	Amortissements suffisants			I3 >= 10%	Genügende Abschreibungen		
8% <= I3 < 10%	Amortissements moyens (à court terme)			8% <= I3 < 10%	Mittelmässige Abschreibungen (kurzfristig)		
5% <= I3 < 8%	Amortissements faibles			5% <= I3 < 8%	Schwache Abschreibungen		
2% <= I3 < 5%	Amortissements insuffisants			2% <= I3 < 5%	Ungenügende Abschreibungen		
I3 < 2%	Amortissements nettement insuffisants			I3 < 2%	Vollkommen ungenügende Abschreibungen		
4. Endettement net par habitant (I4)		2015	Ø	2016	4. Nettoschuld pro Kopf (I4)		
(Dette brute moins PF réalisable par habitant)		1'619	1'633	1'647	(Bruttoschuld minus realisierbares FV pro Einwohner)		
I4 < 3'000	Endettement faible			I4 < 3'000	Kleine Verschuldung		
3'000 <= I4 < 5'000	Endettement mesuré			3'000 <= I4 < 5'000	Angemessene Verschuldung		
5'000 <= I4 < 7'000	Endettement important			5'000 <= I4 < 7'000	Grosse Verschuldung		
7'000 <= I4 < 9'000	Endettement très important			7'000 <= I4 < 9'000	Sehr grosse Verschuldung		
I4 >= 9'000	Endettement excessif			I4 >= 9'000	Ausserordentl. grosse Verschuldung		
5. Taux du volume de la dette brute (I5)		2015	Ø	2016	5. Bruttoschuldenvolumenquote (I5)		
(Dette brute en % des revenus financiers)		134.4%	135.5%	136.5%	(Bruttoschuld in % des Ertrages der Laufenden Rechnung)		
I5 < 150%	très bien			I5 < 150%	sehr gut		
150% <= I5 < 200%	bien			150% <= I5 < 200%	gut		
200% <= I5 < 250%	satisfaisant			200% <= I5 < 250%	genügend		
250% <= I5 < 300%	insuffisant			250% <= I5 < 300%	ungenügend		
I5 >= 300%	mauvais			I5 >= 300%	schlecht		



Degré d'autofinancement	1	Selbstfinanzierungsgrad
Capacité d'autofinancement	2	Selbstfinanzierungskapazität
Taux des amortissements ordinaires	3	Ordentlicher Abschreibungssatz
Endettement net par habitant	4	Nettoschuld pro Kopf
Taux du volume de la dette brute	5	Bruttoschuldenvolumenquote

4.17 Quelques chiffres significatifs selon la taille des communes

Le rapport sur les comptes 2013 apportait un éclairage sur les chiffres consolidés des communes au niveau des districts. Celui relatif aux comptes 2014 proposait un grand angle sur les 3 régions du Canton, soit le Haut-Valais, le Valais central et le Bas-Valais.

Après 2012 et 2015, le rapport sur les comptes 2016 s'attarde à nouveau sur l'analyse de l'évolution des indicateurs financiers selon la taille des communes.

Les chiffres sont obtenus par consolidation des données sur la base de l'application comptes indicateurs. Il s'agit de la moyenne des années 2015/16.

4.17 Einige aussagekräftige Zahlen bezogen auf die Gemeindegrößen

Die Berichte über die Gemeindefinanzen 2013 verschaffte ein Bild über die Bezirke anhand der Gesamtwerte über die jeweiligen Gemeinden. Jener von 2014 richtete seinen Blick auf die 3 Regionen Ober-, Mittel- und Unterwallis.

Wie bereits im 2012 und 2015 behandelt der Bericht über die Gemeindefinanzen 2016 die Entwicklung der Finanzkennzahlen in Bezug auf die Gemeindegrößen.

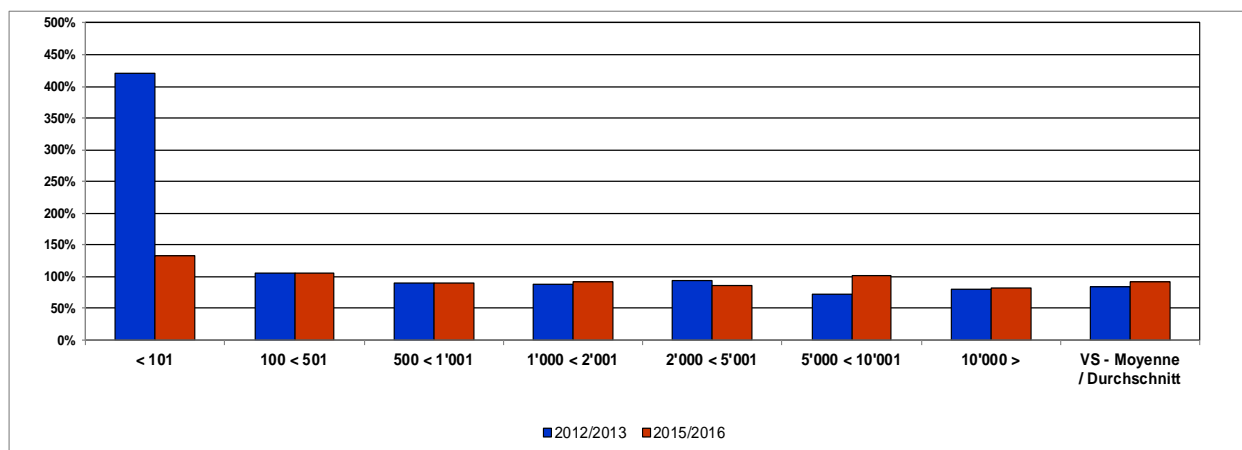
Die Werte entsprechen den konsolidierten Angaben aus der Finanzkennzahlendatei. Dabei handelt es sich um den Durchschnittswerte aus den beiden Jahren 2015 und 2016.

Degré d'autofinancement	Autofinancement x 100 ----- Investissements nets	Selbstfinanzierungsgrad	Selbstfinanzierungsmarge x 100 ----- Nettoinvestitionen
Degré d'autofinancement		Selbstfinanzierungsgrad	
moins de 0%, très mauvais		weniger als 0%, sehr schlecht	
0 à 60%, insuffisant		0 bis 60%, ungenügend	
60 à 80%, satisfaisant (à court terme)		60 bis 80%, genügend (kurzfristig)	
80 à 100%, bien		80 bis 100%, gut	
plus de 100%, très bien		mehr als 100%, sehr gut	

	2012/2013	2015/2016	
< 101	420.7%	133.5%	< 101
100 < 501	106.2%	105.1%	100 < 501
500 < 1'001	90.3%	91.0%	500 < 1'001
1'000 < 2'001	87.8%	92.7%	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	94.3%	86.4%	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	73.2%	101.1%	5'000 < 10'001
10'000 >	79.8%	81.3%	10'000 >
VS - Moyenne	84.2%	91.3%	Durchschnitt - VS

Degré d'autofinancement

Selbstfinanzierungsgrad



Commentaire

- L'appréciation « très bien » s'applique aux communes dont la taille de la population est inférieure à 500 habitants pour les années 2012/13 et 2015/16 ; pour cette période les communes dont la population se situe entre 5'000 et 10'000 habitants rejoignent également cette appréciation.
- Par rapport aux chiffres des comptes 2012/13, les valeurs fluctuent +/- en restant dans le même niveau d'appréciation sauf pour les communes dès 5'000 habitants qui s'améliorent.
- Le degré d'autofinancement est certainement l'indicateur le plus volatil en raison de la composante investissement net au dénominateur. Cette volatilité s'accroît plus l'entité est petite.

Kommentar

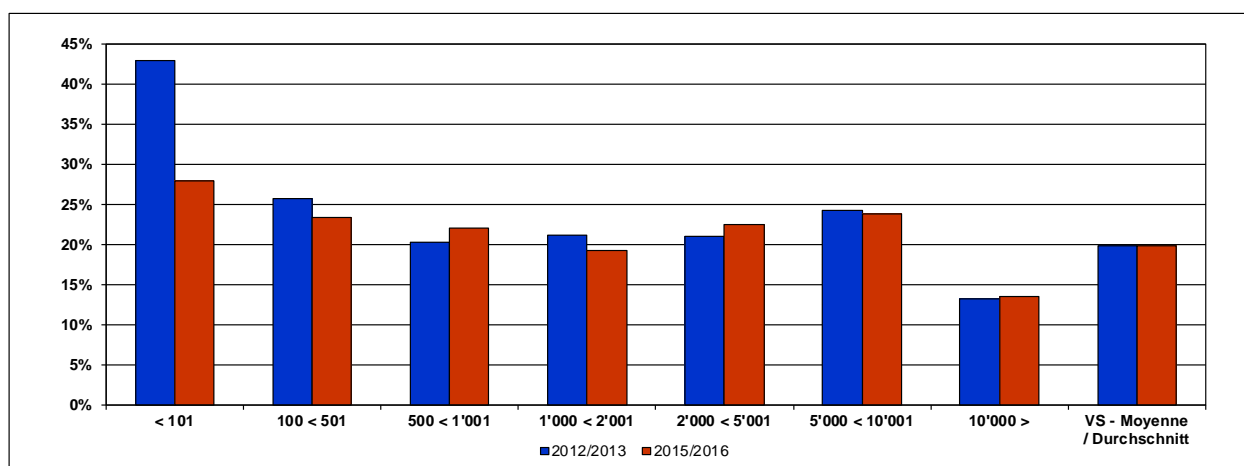
- Die Gemeinden mit weniger als 500 Einwohner erreichten die Bewertung „sehr gut“ in den Jahren 2012/13 wie auch 2015/2016; in derselben Periode konnten die Gemeinden zwischen 5'000 und 10'000 Einwohnern insgesamt betrachtet die gleiche Bewertung präsentieren.
- Mit Ausnahme der Gemeinden mit über 5'000 Einwohnern, welche sich verbessert haben, bewegt sich die Bewertung im Vergleich zu 2012/13 mehr oder weniger auf demselben Niveau
- Der Selbstfinanzierungsgrad ist aufgrund der Nettoinvestitionen im Nenner sicherlich die volatilste Kennzahl. Diese Volatilität nimmt zu, je kleiner die Einheit ist.

Capacité d'autofinancement	Autofinancement x 100	Selbstfinanzierungskapazität	Selbstfinanzierungsmarge x 100
	Revenus financiers		Finanzertrag
Capacité d'autofinancement		Selbstfinanzierungskapazität	
moins de 0%, très mauvais		weniger als 0%, sehr schlecht	
0 à 8%, insuffisant		0 bis 8%, ungenügend	
8 à 15%, satisfaisant		8 bis 15%, genügend	
15 à 20%, bien		15 bis 20%, gut	
plus de 20%, très bien		mehr als 20%, sehr gut	

	2012/2013	2015/2016	
< 101	42.9%	27.9%	< 101
100 < 501	25.8%	23.4%	100 < 501
500 < 1'001	20.3%	22.1%	500 < 1'001
1'000 < 2'001	21.2%	19.3%	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	21.0%	22.5%	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	24.3%	23.9%	5'000 < 10'001
10'000 >	13.3%	13.6%	10'000 >
VS - Moyenne	19.8%	19.9%	Durchschnitt - VS

Capacité d'autofinancement

Selbstfinanzierungskapazität



Commentaire

- L'appréciation « très bien » s'applique à toutes les tailles de communes hormis les plus peuplées (+ 10'000) et la catégorie 1'000 à 2'000 habitants pour 2015/16.
- Par rapport aux chiffres des comptes 2012/13, l'évolution des valeurs 2015/16 est contrastée mais reste majoritairement à niveau d'appréciation « très bien ».
- L'appréciation « satisfaisant » touche les plus grandes entités avec des populations supérieures à 10'000 habitants.

Kommentar

- Ausser bei den Gemeinden mit über 10'000 und jenen mit zwischen 1'000 und 2'000 Einwohner fällt die Bewertung im 2015/16 mit „sehr gut“ aus.
- Im Vergleich zu den Zahlen 2012/13 zeigt sich die Entwicklung der Werte 2015/16 kontrastreich, jedoch fällt die Bewertung mehrheitlich mit „sehr gut“ aus.
- Die Bewertung „genügend“ trifft auf die Gruppe der Gemeinden mit den grössten Einwohnerzahlen zu, d.h. mit über 10'000 Einwohner.

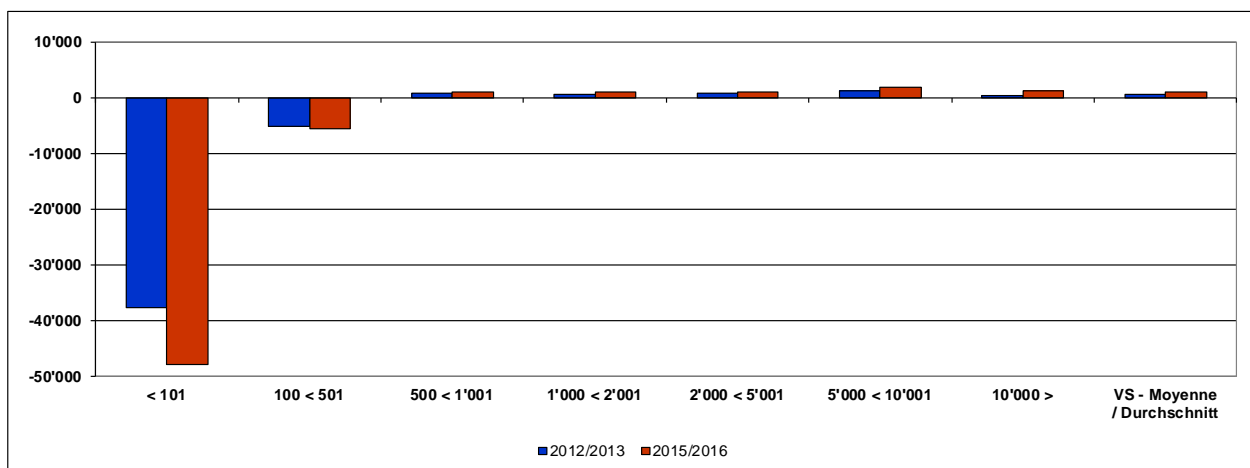
Endettement net habitant	Dette brute - Patrimoine financier réalisable		Nettoschuld Kopf	Bruttoschuld - kurzfristiges Finanzvermögen	
	par	(Espop N - 1)		pro	(Bevölkerung ESPOP N - 1)

Endettement net par habitant		Nettoschuld pro Kopf	
■	moins de 3'000, endettement faible	■	weniger als 3'000, schwache Verschuldung
■	de 3'000 à 5'000, endettement mesuré	■	3'000 bis 5'000, angemessene Verschuldung
■	de 5'000 à 7'000, endettement important	■	5'000 bis 7'000, grosse Verschuldung
■	de 7'000 à 9'000, endettement très important	■	7'000 bis 9'000, sehr grosse Verschuldung
■	plus de 9'000, endettement excessif	■	mehr als 9'000, ausserordentlich grosse Verschuldung

	2012/2013	2015/2016	
< 101	-37'724	-47'744	< 101
100 < 501	-5'143	-5'458	100 < 501
500 < 1'001	803	1'180	500 < 1'001
1'000 < 2'001	608	1'029	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	830	1'132	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	1'380	1'862	5'000 < 10'001
10'000 >	498	1'276	10'000 >
VS - Moyenne	595	1'093	Durchschnitt - VS

Endettement net par habitant

Nettoschuld pro Kopf



Commentaire

- L'endettement net par habitant des communes 1'000 < 2'001 exclut les données de Loèche-les-Bains. Avec LIB l'endettement net par habitant passerait à Fr. 4'770.-- (2012/13) et Fr. 5'091.-- (2015/16).
- Dito pour la moyenne valaisanne. Avec LIB Fr. 1'174.-- (2012/13) et Fr. 1'633.-- (2015/16).
- Par comparaison aux comptes 2012/13, la fortune nette des communes < 500 progresse. Pour les autres, l'endettement net prend l'ascenseur. Toutes sont appréciées « très bien » avec une importante marge de manœuvre jusqu'au plafond de Fr. 5'000.-- représentant un endettement mesuré.

Kommentar

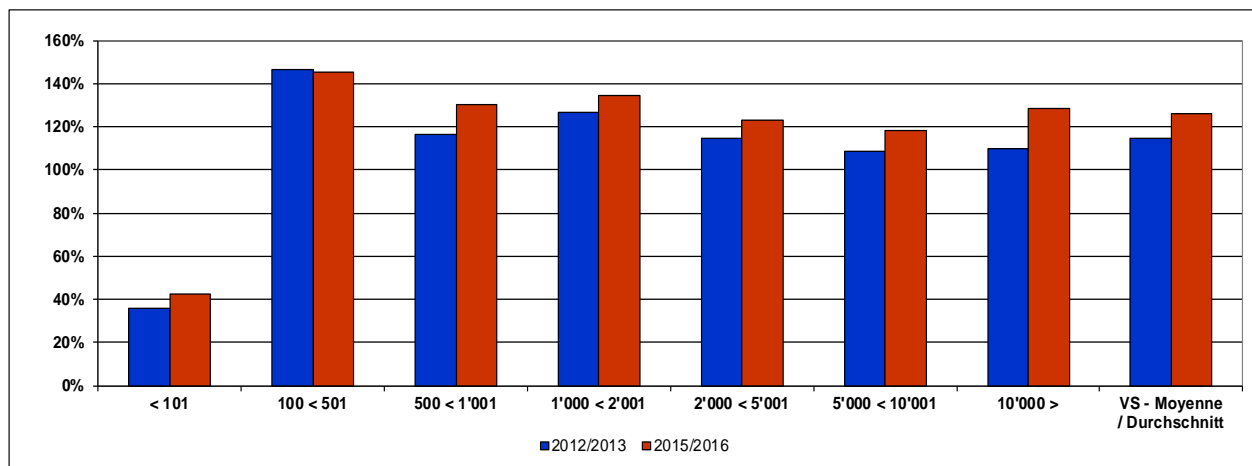
- In der Pro-Kopf-Verschuldung der Gemeinden zwischen 1'000 und 2'001 Einwohner sind die Werte der Gemeinde Leukerbad nicht berücksichtigt. Mit Leukerbad würden diese Werte bei Fr. 4'770.-- (2012/13) und Fr. 5'091.-- (2015/16) liegen.
- Dito beim Durchschnitt: inkl. Leukerbad Fr. 1'174.-- (2012/13) und Fr. 1'633.-- (2015/16).
- Vergleicht man mit den Werten der Rechnungen 2012/13 steigt einzig das Eigenkapital der Gemeinden bis 500 Einwohner. Bei allen andern nimmt die Nettoschuld zu. Alle liegen in der Bewertung „sehr gut“ und haben noch einen beachtlichen Spielraum bis zu einer angemessenen Pro-Kopf-Verschuldung, d.h. bis Fr. 5'000.--.

Taux du volume de la dette brute	de	Dette brute x 100		Brutto-Schuldenvolumenquote	Bruttoschuld x 100		
		Revenus financiers			Finanzertrag		
Taux de volume de la dette brute				Bruttoschuldenvolumenquote			
	moins de 150%, très bien				weniger als 150%, sehr gut		
	150 à 200%, bien				150 bis 200%, gut		
	200 à 250%, satisfaisant				200 bis 250%, genügend		
	250 à 300%, insuffisant				250 bis 300%, ungenügend		
	plus de 300%, mauvais				mehr als 300%, schlecht		

	2012/2013	2015/2016	
< 101	35.6%	42.4%	< 101
100 < 501	146.8%	145.5%	100 < 501
500 < 1'001	116.7%	130.1%	500 < 1'001
1'000 < 2'001	126.9%	134.4%	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	114.8%	123.0%	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	108.5%	118.1%	5'000 < 10'001
10'000 >	110.1%	128.5%	10'000 >
VS - Moyenne	114.9%	126.1%	Durchschnitt - VS

Taux du volume de la dette brute

Brutto-Schuldenvolumenquote



Commentaire

- Le taux du volume de la dette brute des communes 1'000 < 2'000 et de la moyenne VS exclut les données de la commune de Loèche-les-Bains.
- La prise en compte des chiffres de LIB ferait passer ce taux à 206.1 % (2012/13) et 205.8% (2015/16) pour les communes 1'000 < 2'000 habitants et à 125.4% (2012/13) respectivement 135.5% (2015/16) pour la moyenne VS.
- Par rapport aux comptes 2012/13, les valeurs se péjorent majoritairement. Toutes les tailles de communes sont appréciées « très bien », ici aussi avec une marge confortable avant de toucher la première valeur « insuffisant » fixée à plus de 250%.

Kommentar

- In der Brutto-Schuldenvolumenquote der Gemeinden zwischen 1'000 und 2'000 Einwohner und beim Durchschnitt VS sind die Werte der Gemeinde Leukerbad nicht berücksichtigt.
- Würde man die Werte von Leukerbad miteinbeziehen, würde die Brutto-Schuldenvolumenquote dieser Gemeindekategorie bei 206.1 % (2012/13) und 205.8% (2015/16) und beim Durchschnitt VS bei 125.4% (2012/13) bzw. 135.5% (2015/16) liegen.
- Im Vergleich zu den Rechnungen 2012/13 verschlechtern sich mehrheitlich alle Werte. Alle Kategorien sind mit „sehr gut“ bewertet. Der Spielraum bis zu einer Bewertung „ungenügend“, welche ab 250% zutrifft, ist auch hier recht komfortabel.

Situation sur la base des données 2015 – 2016

Commentaires généraux sur les résultats de l'analyse des indicateurs financiers selon la taille des communes

- Chaque année, les communes sont évaluées sur la base de 5 indicateurs mentionnés sous 4.8.
- Ces indicateurs ont une échelle à cinq points. Les valeurs 1 et 2 sont jugées insuffisantes, la valeur 3 étant la moyenne, tandis que les valeurs 4 et 5 correspondent aux meilleures notes possibles à obtenir. Au maximum une commune ou un groupe de communes peut obtenir 25 points. Dans le cas contraire, le minimum est de 5 points.
- Les communes dont la population n'excède pas les 500 habitants font un carton plein et enregistrent un total de 25 points sur 25 points possible pour la période 2015/16.
- Dito pour les communes dont la population se situe entre 5'000 et 10'000 habitants.
- Deux autres groupes de communes obtiennent 24 points en ne perdant qu'un point sur le degré d'autofinancement. Il s'agit des communes dont la population se situe dans la fourchette de 500 à 1'000 respectivement de 2'000 à 5'000.
- Le groupe de communes dont la population se trouve dans l'intervalle de 1'000 à 2'000 habitants obtient la note de 23 points avec une perte d'un point pour le degré et pour la capacité d'autofinancement. La commune de LLB n'a pas été prise en compte dans ce calcul. Si on en tient compte, la note descend à 19 points, car les indicateurs de l'endettement net et du taux de volume de la dette brute reculent à 3 points.
- Le groupe de communes, dont la population excède 10'000 habitants, réalise un score de 22 points. Le degré d'autofinancement obtient une note de 4 alors qu'une note de 3 est attribuée à la capacité d'autofinancement.
- Malgré les différences de taille, l'ensemble des indicateurs dégage une relative homogénéité de bonne santé financière.
- Ces constats ne permettent aucunement de tirer des conclusions puisque malgré l'utilisation du modèle comptable harmonisé, il reste une grande marge de manœuvre dans la tenue de la comptabilité (politique d'amortissements, comptabilisation de ces derniers individuellement dans les dicastères ou globalement dans le dicastère finance à l'exception des dicastères des services de financements spéciaux, détermination de la valeur minimale d'activation, application des principes d'utilisateur /pollueur payeur,).
- Ces constats mériteraient certainement un approfondissement en terme de benchmarking.

Situation anhand der Daten 2015-2016

Gesamtkommentar zu den Kennzahlen-Ergebnissen auf Ebene Gemeindegrösse

- Alljährlich werden die Gemeinden anhand der im Kapitel 4.8 erwähnten 5 Kennzahlen beurteilt.
- Diese Kennzahlen haben eine Skala von 1 bis 5, wobei 1 und 2 als ungenügend gelten, die 3 den Durchschnitt und die 4 und 5 die höchst möglichen Benotungen darstellen. Somit kann eine Gemeinde oder Gemeindekategorie im besten Fall 25 Punkte und im schlechtesten Fall 5 Punkte erhalten.
- Die Gemeinden, welche nicht mehr als 500 Einwohner zählen, erreichen im Zeitraum 2015/16 die Maximalpunktzahl von 25.
- Dies gilt ebenso für die Gemeinden mit einer Einwohnerzahl zwischen 5'000 und 10'000.
- Die anderen zwei Gemeinde-Kategorien erreichen 24 Punkte mit lediglich einem Verlustpunkt beim Selbstfinanzierungsgrad. Es handelt sich dabei um die Gemeinden mit 500 bis 1'000 bzw. 2'000 bis 5'000 Einwohner.
- Die Gemeindekategorie 1'000 bis 2'000 Einwohner (ohne Leukerbad) verzeichnen 23 Punkte. Je einen Punkt verlieren sie beim Selbstfinanzierungsgrad und bei der Selbstfinanzierungskapazität. Würde man Leukerbad ebenfalls berücksichtigen, wäre das Ergebnis bei 19 Punkten, da diese Kategorie bei der Nettoschuld und bei der Bruttoschuldenvolumenquote jeweils 3 von 5 Punkten erhalten.
- Die letzte Gruppe der Gemeinden, d.h. jene mit über 10'000 Einwohner, erreichen 22 Punkte. Beim Selbstfinanzierungsgrad erhalten sie 4 und bei der Selbstfinanzierungskapazität 3 Punkte.
- Trotz der unterschiedlichen Gemeindegrössen zeigen die Kennzahlen insgesamt eine relativ homogene gesunde Finanzlage.
- Diese Umstände lassen keine Schlussfolgerungen ziehen, da bei der buchhalterischen Handhabung trotz Anwendung des harmonisierten Rechnungsmodells ein grosser Handlungsspielraum bleibt (z.B. Abschreibungspolitik, Verbuchung der Abschreibungen in den einzelnen Bereichen oder als Gesamtbetrag im Bereich Finanzen mit Ausnahme der Bereiche mit Spezialfinanzierungen, Bestimmung des Aktivierungs-Mindestbetrages, Anwendung des Verursacherprinzips, ...).
- All diese Überlegungen verdienen im Sinne eines Benchmarkings eine vertiefte Betrachtung.

- Ce constat nous a poussé à analyser le détail des comptes indicateurs afin d'y déceler éventuellement des écarts manifestes. Après consolidation des chiffres, nous avons par la suite mis en évidence au niveau du fonctionnement les valeurs extrêmes des charges et revenus par nature et par fonction et des investissements par fonction. Finalement, nous avons ramené ces valeurs à l'habitant pour permettre la comparaison également pour la marge d'autofinancement et du résultat.

- Dieser Umstand hat uns dazu bewogen, die Kennzahlen detailliert zu analysieren, um daraus offensichtliche Unterschiede zu erkennen. Nach dem Zusammenzug der Zahlen haben wir die markantesten Werte der Laufenden Rechnung und der Investitionsrechnung hervorgehoben, dargestellt nach Kontoarten und/oder nach Funktionen. Letztendlich haben wir dann diese Werte noch pro Einwohner ermittelt. Nur so lassen sich auch Vergleiche anstellen.

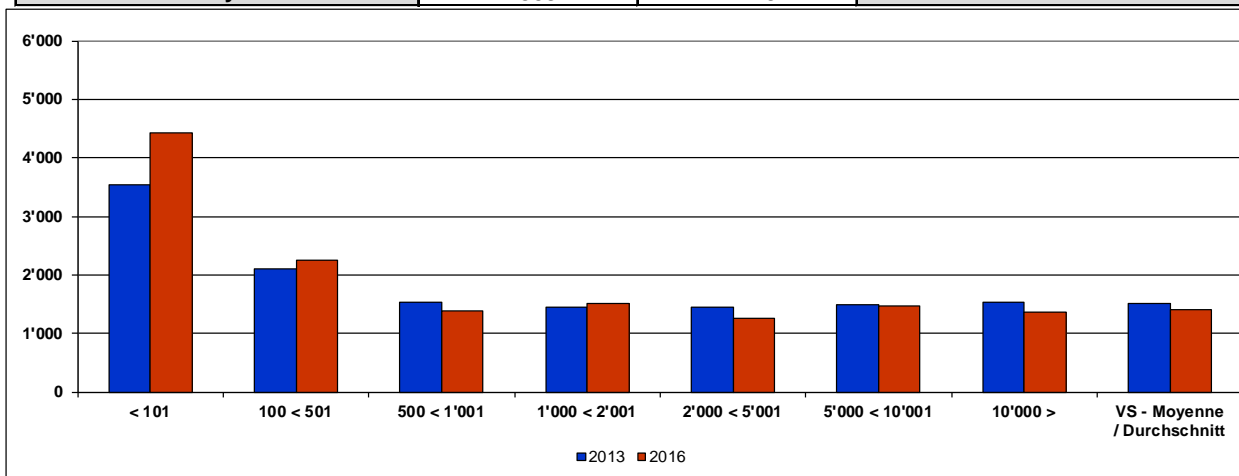
Fonctionnement – Biens, services et marchandises

Laufende Rechnung - Sachaufwand

Fonctionnement - Biens, services et marchandises
Par habitant

Laufende Rechnung - Sachaufwand
Pro Einwohner

	2013	2016	
< 101	3'535	4'425	< 101
100 < 501	2'106	2'253	100 < 501
500 < 1'001	1'546	1'380	500 < 1'001
1'000 < 2'001	1'447	1'509	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	1'449	1'267	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	1'486	1'475	5'000 < 10'001
10'000 >	1'528	1'370	10'000 >
VS - Moyenne	1'509	1'420	Durchschnitt - VS



Commentaire sur la charge par nature

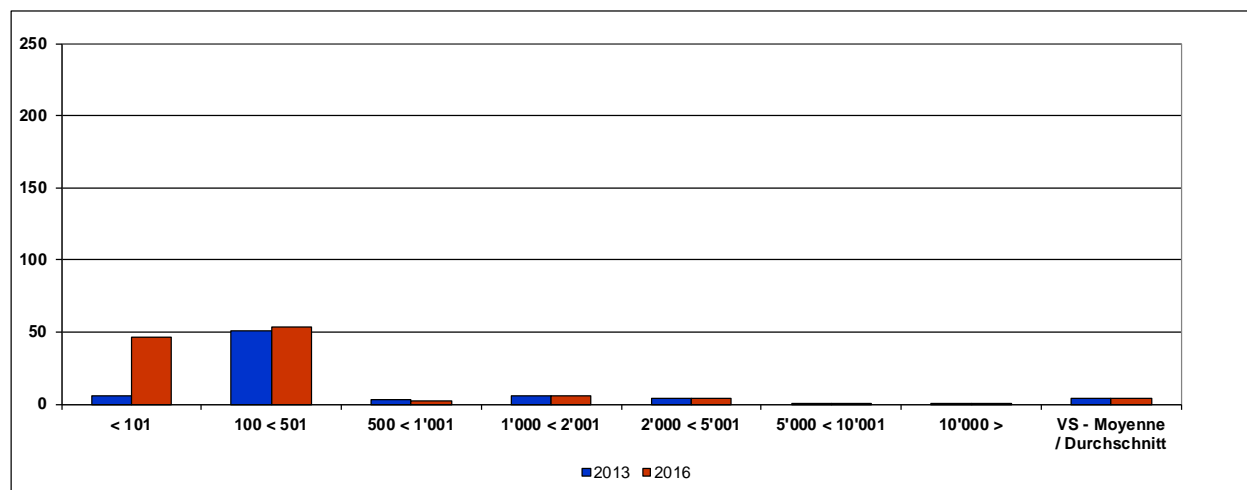
Kommentar zum Aufwand nach Kontoarten

- Les charges des biens, services et marchandises représentent la charge par nature la plus importante avec 25.9% en 2013 et 24.1% en 2016.
- Mit 25.9% im 2013 und 24.1% im 2016 war der Sachaufwand in diesen Jahren jeweils der grösste Aufwandsposten.

Fonctionnement - Subventions redistribuées

Laufende Rechnung - Durchlaufende Beiträge

Par habitant	2013	2016	Pro Einwohner
< 101	6	46	< 101
100 < 501	51	53	100 < 501
500 < 1'001	3	3	500 < 1'001
1'000 < 2'001	6	6	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	4	4	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	0	1	5'000 < 10'001
10'000 >	0	0	10'000 >
VS - Moyenne	4	4	Durchschnitt - VS



Commentaire sur la charge par nature

- Les subventions redistribuées se retrouvent en fin de classement avec une part moyenne de 0.1%

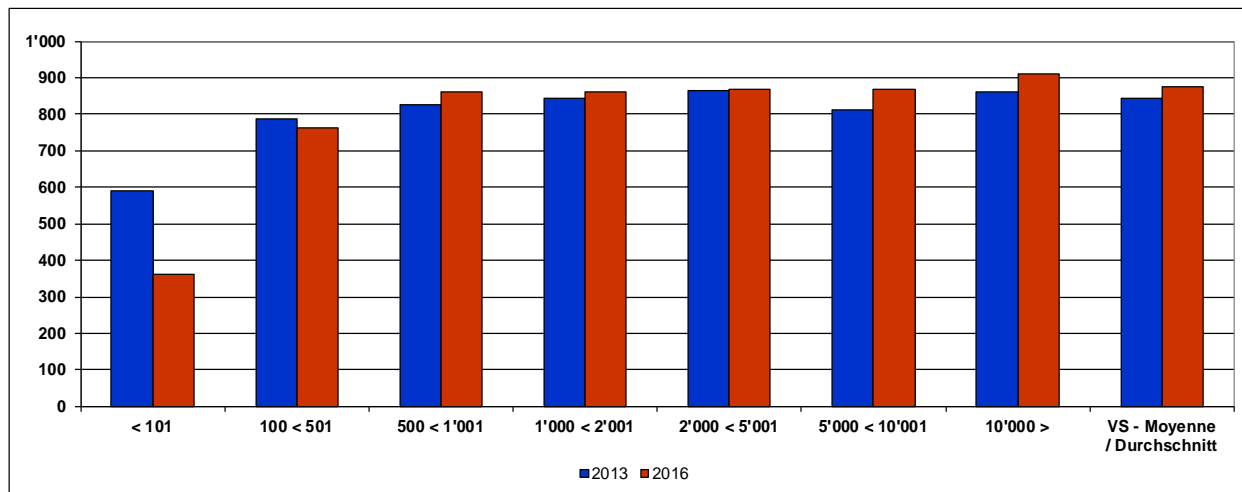
Kommentar zum Aufwand nach Kontoarten

- Mit einem durchschnittlichen Anteil von 0.1% liegen die durchlaufenden Beiträge am Schluss dieses Klassements.

Fonctionnement - Enseignement et formation

Laufende Rechnung - Bildung

Par habitant	2013	2016	Pro Einwohner
< 101	592	361	< 101
100 < 501	787	763	100 < 501
500 < 1'001	824	862	500 < 1'001
1'000 < 2'001	844	861	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	864	868	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	811	869	5'000 < 10'001
10'000 >	860	909	10'000 >
VS - Moyenne	843	875	Durchschnitt - VS



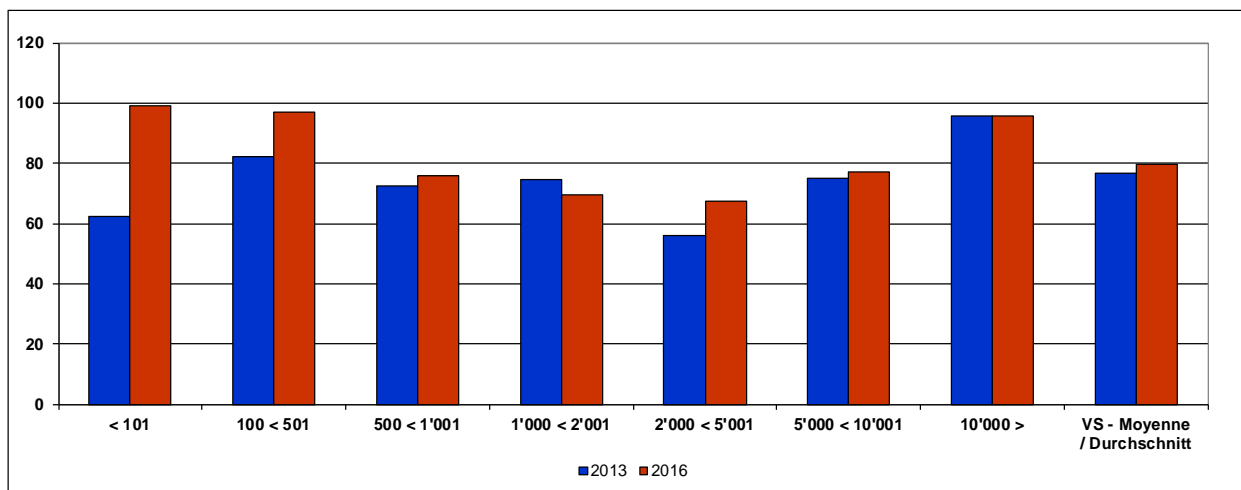
Commentaire sur la charge par fonction

- Le dicastère enseignement et formation représentant des charges de 14.5% en 2013 et 14.9% en 2016. Nous constatons un chassé-croisé en tant que fonction la plus importante avec le dicastère trafic qui représente 15.1% en 2013 et 14.0% en 2016.

Kommentar zum Aufwand nach Funktionen

- Auf das Unterrichtswesen und die Bildung entfiel im 2013 ein Aufwandanteil von 14.5% (14.9% im 2016). Bezüglich des grössten Aufwandblocks stellen wir ein Hin und Her mit dem Bereich Verkehr fest, dessen Anteil im 2013 bei 15.1% und bei 14.0% im 2015 lag.

Fonctionnement - Santé Par habitant	2013	2016	Laufende Rechnung - Gesundheit Pro Einwohner
< 101	62	99	< 101
100 < 501	82	97	100 < 501
500 < 1'001	73	76	500 < 1'001
1'000 < 2'001	75	70	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	56	67	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	75	77	5'000 < 10'001
10'000 >	96	96	10'000 >
VS - Moyenne	77	80	Durchschnitt - VS



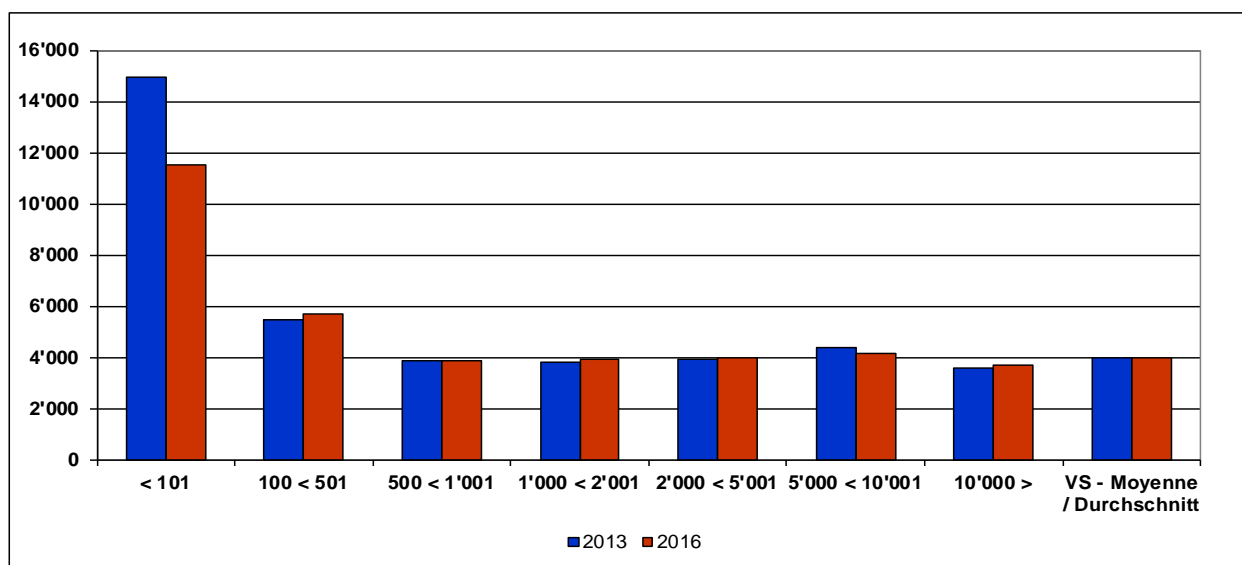
Commentaire sur la charge par fonction

- Le dicastère santé avec une moyenne de 1.4% contre 1.3% en 2013 boucle le classement.

Kommentar zum Aufwand nach Funktionen

- Am Schluss des Klassements liegt der Bereich Gesundheit mit durchschnittlich 1.4% (1.3% im 2013).

Fonctionnement - Finances et impôts Par habitant	2013	2016	Laufende Rechnung - Finanzen und Steuern Pro Einwohner
< 101	14'925	11'497	< 101
100 < 501	5'488	5'680	100 < 501
500 < 1'001	3'890	3'878	500 < 1'001
1'000 < 2'001	3'801	3'934	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	3'912	4'001	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	4'386	4'141	5'000 < 10'001
10'000 >	3'578	3'706	10'000 >
VS - Moyenne	3'963	3'992	Durchschnitt - VS



Commentaire sur les revenus par nature

- Les revenus fiscaux consolidés à 55.2% contre 54.6% en 2013 constituent la principale ressource.
- A l'opposé, les subventions à redistribuer se retrouvent en fin de classement avec une part moyenne de 0.1%, inchangé par rapport à 2013.

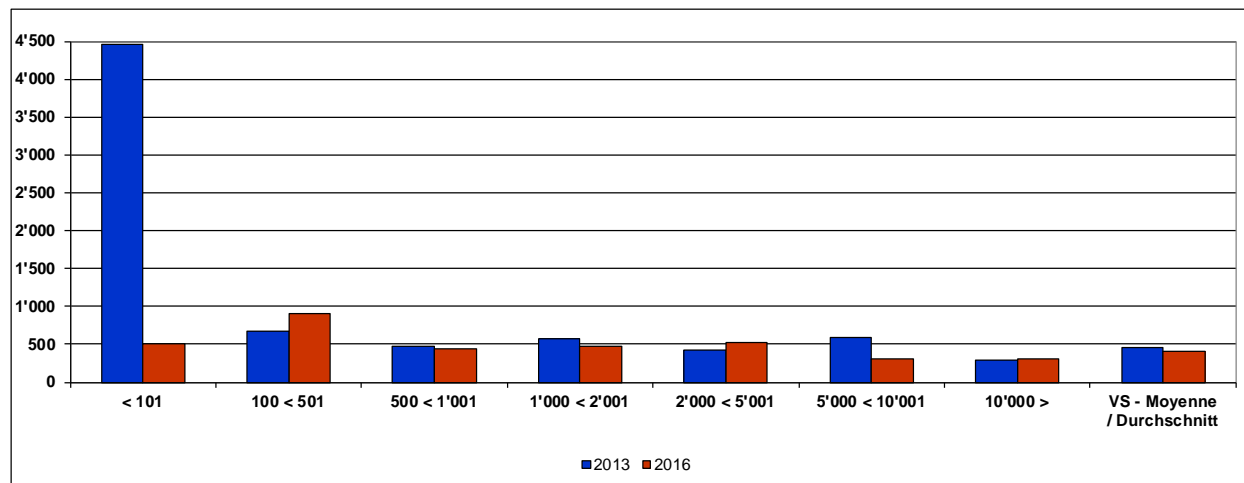
Kommentar zum Ertrag nach Kontoarten

- Die Steuereinnahmen machen insgesamt 55.2% (54.6% im 2013) aus.
- Dagegen liegen die durchlaufenden Beiträge mit einem Anteil von durchschnittlich 0.1% wie im Bericht 2013 am Schluss des Klassements.

Investissements - Trafic

Investitionsrechnung - Verkehr

Par habitant	2013	2016	Pro Einwohner
< 101	4'467	507	< 101
100 < 501	678	905	100 < 501
500 < 1'001	478	442	500 < 1'001
1'000 < 2'001	567	477	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	427	515	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	584	306	5'000 < 10'001
10'000 >	289	304	10'000 >
VS - Moyenne	456	405	Durchschnitt - VS



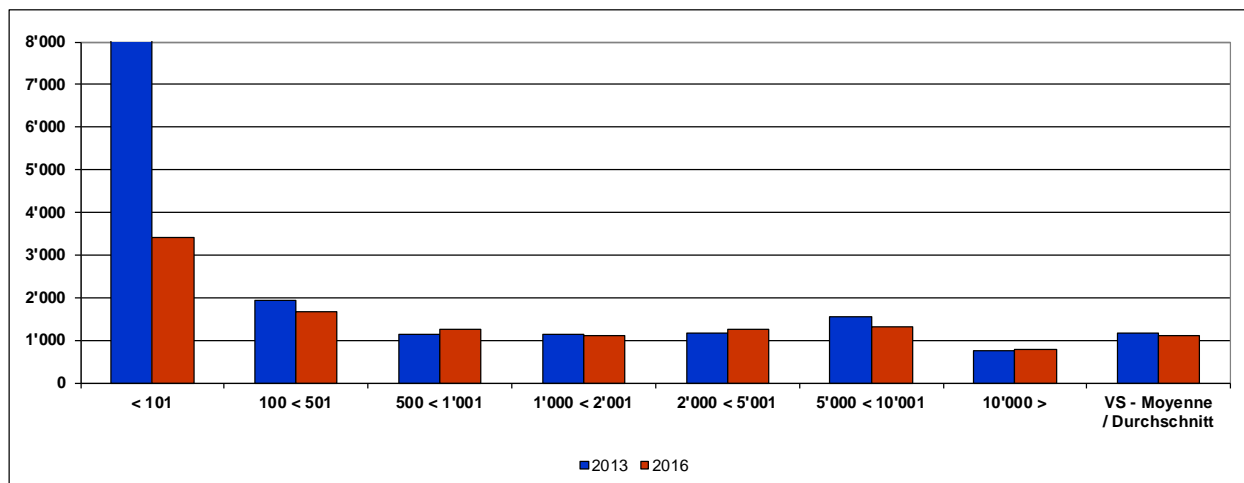
Commentaire sur la dépense par fonction

- La fonction « Trafic » est financièrement la plus gourmande avec 27.0% (27.9% en 2013) ; elle détrône la fonction « Protection et aménagement de l'environnement » qui virait en tête en 2012 et 2015.

Kommentar zu Ausgaben nach Funktionen

- Die Funktion „Verkehr“ verschlingt mit 27.0% die meisten finanziellen Mittel (27.9% im 2013) und verdrängt damit den Bereich „Umwelt und Raumordnung“, welcher im 2012 und 2015 an der Spitze lag.

Résultat - Marge d'autofinancement Par habitant	2013	2016	Ergebnis - Selbstfinanzierungsmarge Pro Einwohner
< 101	8'058	3'422	< 101
100 < 501	1'927	1'664	100 < 501
500 < 1'001	1'150	1'249	500 < 1'001
1'000 < 2'001	1'134	1'101	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	1'175	1'246	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	1'553	1'311	5'000 < 10'001



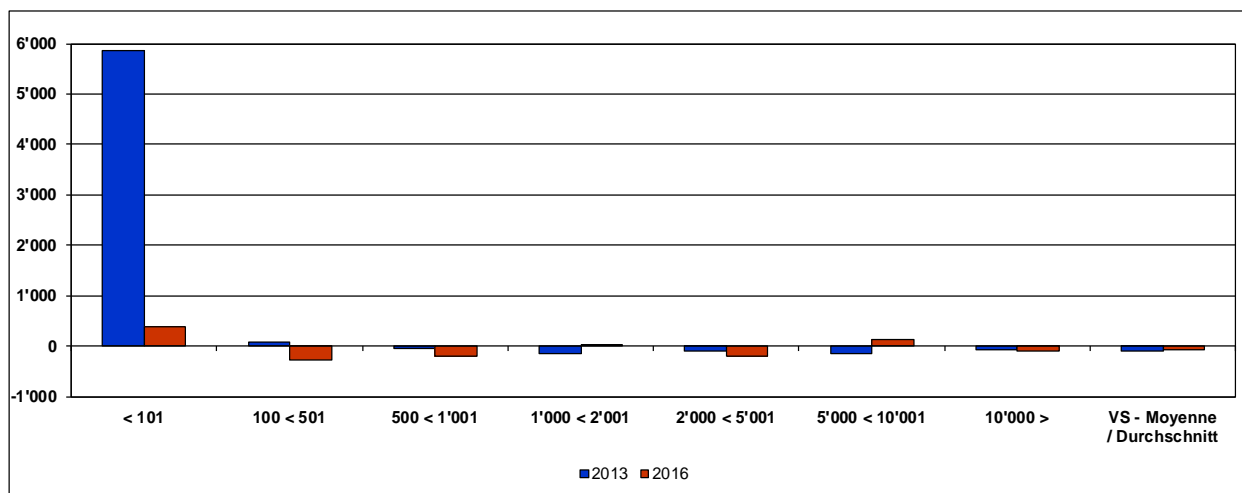
Commentaire

- Les marges d'autofinancement évoluent en générale négativement sur la période analysée. Les communes dont la taille est inférieure à 101 habitants sont les plus touchées.

Kommentar

- Die Selbstfinanzierungsmarge entwickelt sich im analysierten Zeitraum im Allgemeinen negativ. Insbesondere betrifft dies die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern.

Résultat - Excédent/insuffisance de financement Par habitant	2013	2016	Ergebnis - Finanzierungsfehlbetrag/-überschuss Pro Einwohner
< 101	5'856	378	< 101
100 < 501	92	-269	100 < 501
500 < 1'001	-35	-184	500 < 1'001
1'000 < 2'001	-141	1	1'000 < 2'001
2'000 < 5'001	-83	-186	2'000 < 5'001
5'000 < 10'001	-139	141	5'000 < 10'001
10'000 >	-70	-90	10'000 >
VS - Moyenne	-86	-55	Durchschnitt - VS



Commentaire

- Une importante volatilité marque la comparaison des valeurs des différents types de communes entre 2013 et 2016. Elle traduit également les résultats des marges d'autofinancement et les volumes des investissements. 5 catégories de communes voient leur résultat de péjorer avec la palme aux communes d'une population < à 101 habitants.

Kommentar

- Eine starke Volatilität zeigt der Vergleich der Werte der verschiedenen Gemeinde-Kategorien im Zeitraum zwischen 2013 und 2016. Dies spiegelt sich auch bei der Selbstfinanzierungsmarge und im Investitionsvolumen wieder. Die Gemeinden von 5 Kategorien müssen eine Verschlechterung ihrer Werte hinnehmen, wobei die Gemeinden mit weniger als 101 Einwohnern am stärksten betroffen sind.

4.18 Indicateurs IDHEAP

A partir de 1999, l'IDHEAP a mis en place un comparatif des finances publiques à l'aide d'un système d'indicateurs.

L'analyse recourt à deux groupes de quatre indicateurs. Le premier groupe s'intéresse aux risques pesant sur la **santé financière**. Les quatre indicateurs qui le composent sont : (1) la couverture des charges, (2) l'autofinancement de l'investissement net, (3) les engagements nets supplémentaires et (4) le poids des intérêts nets.

Le second groupe d'indicateurs renseigne sur les risques menaçant la **qualité de la gestion financière**. Les quatre indicateurs qui le composent sont : (5) la maîtrise des dépenses courantes par habitant, (6) l'effort d'investissement, (7) l'exactitude de la prévision fiscale et (8) l'intérêt moyen de la dette.

Le résultat de chaque indicateur est noté entre 6 (excellente situation) et 1 (mauvaise situation). Cela permet ensuite de calculer une moyenne pondérée d'abord pour la santé financière, ensuite pour la qualité de la gestion financière, et, finalement pour la situation financière dans son ensemble.

Ce système d'indicateurs ne met donc pas un poids particulier sur la situation d'endettement. Il se distingue donc des indicateurs harmonisés retenus par l'Etat du Valais (cf. chapitre précédent) et de ceux proposés par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (cf. chapitre suivant). Ces derniers renseignent sur le niveau d'endettement et sur l'autofinancement.

L'ensemble des informations concernant la méthodologie du comparatif est disponible sur le site de l'IDHEAP (<https://www.unil.ch/idheap/comparatif>).

4.18 Kennzahlen IDHEAP

Seit 1999 erstellt das IDHEAP einen Vergleich der öffentlichen Finanzen mit Hilfe von Kennzahlen.

Der Vergleich ist in zwei Gruppen zu je vier Kennzahlen aufgeteilt. Die erste Gruppe beurteilt vor allem die Risiken, die die **finanzielle Verfassung** bedrohen. Sie setzt sich aus folgenden Kennzahlen zusammen: (1) Deckung des Aufwands, (2) Selbstfinanzierung der Nettoinvestitionen, (3) Zusätzliche Nettoverpflichtungen und (4) Nettozinsbelastung im Verhältnis der Steuereinnahmen.

Die zweite Gruppe gibt Auskunft über die Risiken, die die **Qualität der Haushaltsführung** bedrohen. Sie setzt sich aus folgenden Kennzahlen zusammen: (5) Beherrschung der laufenden Ausgaben pro Einwohner, (6) Investitionsanstrengung, (7) Genauigkeit der Steuerprognose und (8) Durchschnittliche Schuldzinsen.

Das Resultat jeder Kennzahl wird auf einer Notenskala von 6 (sehr gute Situation) bis 1 (sehr schlechte Situation) bewertet. In der Folge kann ein gewichteter Durchschnittswert für die finanzielle Verfassung, wie auch für die Qualität der Haushaltsführung und schlussendlich für die finanzielle Situation im Gesamten berechnet werden.

Dieses System legt kein besonderes Gewicht auf die Schuldsituation. Es unterscheidet sich also von den Kennzahlen, welche vom Kanton Wallis angewandt (siehe vorheriges Kapitel) oder von der Konferenz der kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen (siehe nächstes Kapitel) vorgeschlagen werden. Die letzteren geben über die Höhe der Verschuldung und über die Selbstfinanzierung Auskunft.

Alle Informationen über die Methodik des Vergleichs sind auf der Webseite der IDHEAP verfügbar (<https://www.unil.ch/idheap/comparatif>).

Couverture des charges

Description

Cet indicateur renseigne sur l'état du compte de fonctionnement (ou compte de résultats) : il permet de savoir dans quelle mesure les revenus courants permettent de couvrir les charges courantes.

Formule

$$\text{Couverture des charges} = \frac{\text{Revenus courants} \times 100}{\text{Charges courantes}}$$

Deckung des Aufwands

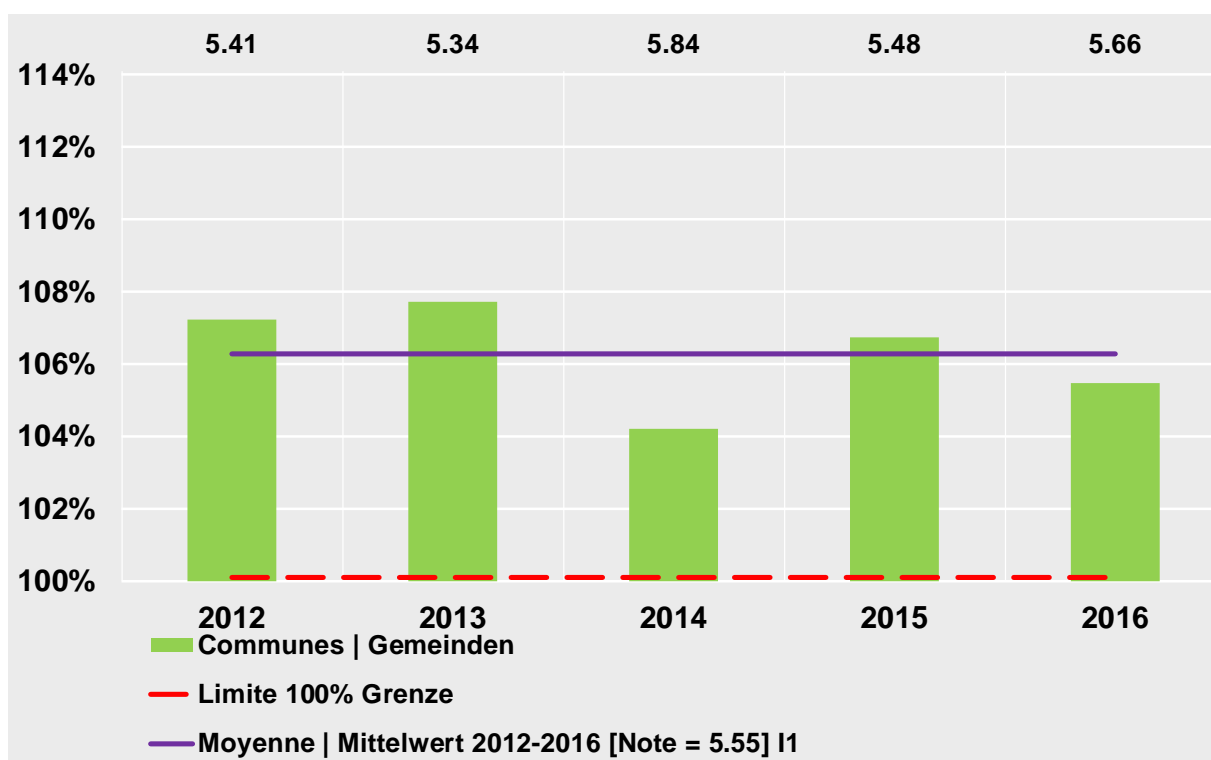
Ausgangslage

Diese Kennzahl informiert über den Stand der laufenden Rechnung (oder Erfolgsrechnung): Sie gibt Auskunft, inwieweit der laufende Ertrag den laufenden Aufwand zu decken vermag.

Formel

$$\text{Deckung des Aufwands} = \frac{\text{laufender Ertrag} \times 100}{\text{laufender Aufwand}}$$

Note (N)	Appréciation	Couverture des charges (I1) Deckung des Aufwands [I1]	Beurteilung	Note (N)	
N = 6	Equilibre ou quasi-équilibre	100,00 % ≤ I1 ≤	103,00 %	Ausgeglichen oder praktisch ausgeglichen	N = 6
6 > N ≥ 5	Léger excédent de revenus ou de charges (non problématique)	103,00 % < I1 ≤	110,00 %	Leichter Ertrags- oder Aufwandüberschuss (unproblematisch)	6 > N ≥ 5
5 > N ≥ 4	Excédent de revenus ou de charges à surveiller	110,00 % < I1 ≤	120,00 %	Zu überwachender Ertrags- oder Aufwandüberschuss	5 > N ≥ 4
N = 4	Excédent de revenus à surveiller de près	120,00 % < I1		Stark zu überwachender Ertragsüberschuss	N = 4
4 > N ≥ 3	Excédent de charges à surveiller de près	95,50 % ≤ I1 <	97,50 %	Stark zu überwachender Aufwandüberschuss	4 > N ≥ 3
3 > N ≥ 2	Excédent de charges problématique	93,00 % ≤ I1 <	95,50 %	Problematischer Aufwandüberschuss	3 > N ≥ 2
2 > N ≥ 1	Excédent de charges très problématique	90,00 % ≤ I1 ≤	93,00 %	Sehr problematischer Aufwandüberschuss	2 > N ≥ 1
N = 1	Excédent de charges extrêmement problématique	I1 <	90,00 %	Extrem problematischer Aufwandüberschuss	N = 1



Commentaire

Les charges du compte de fonctionnement ont été couvertes sur la période analysée. Globalement donc les communes valaisannes vivent en adéquation avec leurs revenus. Le taux de couverture s'élève à 106.2% (cf. ligne horizontale continue).

Comme par contre, ce taux de couverture se trouve au-dessus de la norme en la matière de 100% sur la durée (cf. ligne discontinue de l'axe horizontal), cet excédent pourrait traduire ici une inadéquation entre la charge fiscale et les services offerts à la population.

Ce (trop) bon résultat expose les communes à des risques budgétaires. Il pourrait susciter diverses demandes : réduction de la fiscalité et/ou accroissement des prestations communales. Cette exposition au risque explique pourquoi les notes évaluatives indiquées au-dessus des barres verticales annuelles s'inscrivent souvent au-dessus de 5.00 (5.55 sur l'ensemble de la période).

En 2016, avec une note de 5.66 sur une base de 6, le léger excédent de revenus n'est pas problématique en soi.

Kommentar

Der Aufwand der Laufenden Rechnung war im analysierten Zeitraum durch Einnahmen gedeckt. Im Allgemeinen verhalten sich die Walliser Gemeinden im Rahmen ihres Einnahmen-Potenzials. Der durchschnittliche Deckungsgrad liegt bei 106.2% (s. durchgezogene horizontale Linie).

Wenn dieser Deckungsgrad dagegen auf Dauer über der Norm von 100% liegt (s. gestrichelte Linie auf der Achse), könnte dieser Überschuss als Diskrepanz zwischen der Steuerbelastung und den der Bevölkerung angebotenen Dienstleistungen interpretiert werden.

Dieses (zu) gute Ergebnis setzt die Gemeinden Budget-Risiken aus. Es könnte verschiedene Forderungen auslösen wie Steuersenkung und/oder Ausweitung der Gemeinde-Dienstleistungen. Dieses Exponieren dem Risiko gegenüber erklärt, weshalb die über den jährlichen Balken ermittelten Noten oft über 5.00 liegen (5.55 über alle Perioden).

Im 2016 mit einem Wert von 5.66 (Basis 6) ist der leichte Einnahmen-Überschuss an sich nicht problematisch.

Autofinancement de l'investissement net

Description

Cet indicateur renseigne sur la part des investissements nets que la collectivité peut financer par ses propres ressources grâce à son autofinancement, sans avoir recours à l'emprunt. L'autofinancement est apporté par l'amortissement comptable des éléments du patrimoine administratif auxquels s'ajoute l'excédent de revenus du compte de fonctionnement (ou desquels on soustrait l'excédent de charges). Cet indicateur est similaire à l'indicateur du degré d'autofinancement proposé par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (cf. chapitre suivant). Toutefois, pour atténuer la fluctuation des investissements, il est ici tenu compte de la moyenne des investissements sur trois ans.

Formule

$$\text{Autofinancement de l'investissement net} = \frac{\text{Autofinancement} \times 100}{\text{Investissement net}}$$

Selbstfinanzierung der Nettoinvestitionen

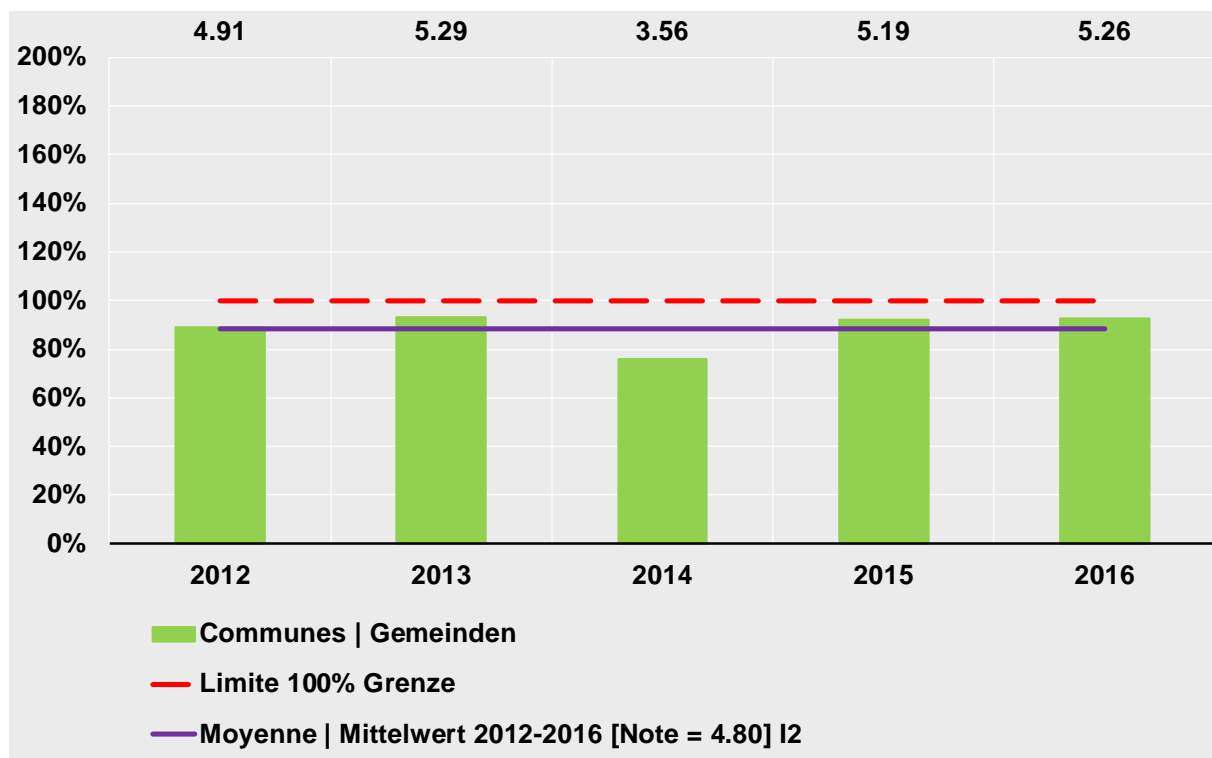
Ausgangslage

Diese Kennzahl zeigt auf, wie weit die Nettoinvestitionen aus selbst erarbeiteten Mitteln bezahlt werden können, ohne dass sich das Gemeinwesen neu verschulden muss. Die Selbstfinanzierung berechnet sich aus den ordentlichen Abschreibungen der Elemente des Verwaltungsvermögens und dem Ertragsüberschuss der Laufenden Rechnung (resp. Abschreibungen abzüglich Aufwandüberschuss). Diese Kennzahl ist dem Selbstfinanzierungsgrad der Konferenz der kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen ähnlich (siehe nächstes Kapitel). Aber um die Schwankungen bei den Investitionen abzuschwächen, sind hier die durchschnittlichen Investitionen über drei Jahre berücksichtigt.

Formel

$$\text{Selbstfinanzierung der Nettoinvestitionen} = \frac{\text{Selbstfinanzierung} \times 100}{\text{Nettoinvestitionen}}$$

Note [N]	Appréciation	Autofinancement de l'investissement net [I2]	Selbstfinanzierung der Nettoinvestitionen [I2]	Beurteilung	Note [N]
N = 6	Pas de recours à l'emprunt et possibilité de rembourser la dette	I2 ≥ 100,0 %	I2 ≥ 100,0 %	Kein Fremdkapitalbedarf und Möglichkeit, Schulden zurückzuzahlen	N = 6
6 > N ≥ 5	Très faible recours à l'emprunt	100,0 % > I2 ≥ 90,0 %	I2 ≥ 90,0 %	Sehr geringer Fremdkapitalbedarf	6 > N ≥ 5
5 > N ≥ 4	Faible recours à l'emprunt	90,0 % > I2 ≥ 80,0 %	I2 ≥ 80,0 %	Geringer Fremdkapitalbedarf	5 > N ≥ 4
4 > N ≥ 3	Recours significatif à l'emprunt	80,0 % > I2 ≥ 70,0 %	I2 ≥ 70,0 %	Bedeutender Fremdkapitalbedarf	4 > N ≥ 3
3 > N ≥ 2	(Trop) Fort recours à l'emprunt	70,0 % > I2 ≥ 50,0 %	I2 ≥ 50,0 %	Grosser Fremdkapitalbedarf	3 > N ≥ 2
2 > N ≥ 1	Recours excessif à l'emprunt	50,0 % > I2 ≥ 30,0 %	I2 ≥ 30,0 %	Sehr grosser Fremdkapitalbedarf	2 > N ≥ 1
N = 1	Recours extrême à l'emprunt	30,0 % > I2	I2	Übermässiger Fremdkapitalbedarf	N = 1



Commentaire

Avec un degré d'autofinancement moyen de 88.4% (cf. ligne horizontale continue) sur la période analysée, les communes valaisannes ont quasiment pu autofinancer leur investissement par leurs propres moyens (cf. ligne discontinue marquant la limite de 100%, superposée). Un minimum de 80% de l'investissement devrait être autofinancé afin d'obtenir l'appréciation acceptable.

Vu le volume important d'investissements enregistré en 2016, la note ne fait que traduire le recours à l'emprunt pour faire face à l'insuffisance de financement. Du moins théoriquement, puisque les excédents de financement des années précédentes ont pu être utilisés pour rembourser la dette et constituer du cash. La note moyenne de 4.8 calculée sur la base de la moyenne des valeurs, traduit cet état de fait.

Pour mieux comprendre ce résultat, il faut mettre en relation cet indicateur tant avec celui de la couverture des charges, influence positive que celui de l'effort d'investissement, influence négative.

Kommentar

Mit einem Selbstfinanzierungsgrad von durchschnittlich 88.4% (s. durchgezogene horizontale Linie) im analysierten Zeitraum haben die Walliser Gemeinden ihre Investitionen quasi mit eigenen Mitteln finanzieren können (s. überlagerte gestrichelte Linie bei 100%). Die Selbstfinanzierung der Investitionen muss mindestens 80% erreichen, damit diese als akzeptabel gilt.

Angesichts des beträchtlichen Investitionsvolumens im 2016 zeigt der Wert nur, dass für die Deckung der Finanzierungslücke Fremdmittel erforderlich waren. Zumindest theoretisch, denn die Überschüsse der vorangegangenen Jahre konnte zur Rückzahlung von Schulden oder Bildung flüssiger Mittel verwendet werden. Die Durchschnittsnote 4.8, welche aus den Durchschnittswerten ermittelt wird, trägt diesem Umstand Rechnung.

Um dieses Ergebnis besser verstehen zu können, muss man diese Kennzahl ins Verhältnis setzen zur Kennzahl „Deckung des Aufwands“ (positiver Einfluss) und zur Kennzahl „Investitionsanstrengung“ (negativer Einfluss).

Engagements nets supplémentaires

Description

Cet indicateur mesure l'accroissement (ou la diminution) des engagements nets pendant l'exercice relativement à la surface financière des collectivités, autrement dit par rapport à leur dépenses courantes (ou charges monétaires). Il témoigne de la politique actuelle d'endettement et de provisionnement de la collectivité. La politique d'endettement peut être appréhendée de deux façons. Une première manière consiste à examiner l'insuffisance de financement du compte administratif, c'est-à-dire la part des dépenses d'investissement devant être financée par l'emprunt. L'indicateur recourt à une seconde approche basée sur les variations au bilan. Cela permet d'inclure les réaménagements intervenus dans le bilan de la collectivité et en particulier les opérations sur provisions et réserves réalisées potentiellement hors compte administratif.

Formule

$$\text{Engagements nets supplémentaires} = \frac{(\text{engagements nets en 31.12.} - \text{engagements nets en 1.1.}) \times 100}{\text{dépenses courantes de l'exercice}}$$

Zusätzliche Nettoverpflichtungen

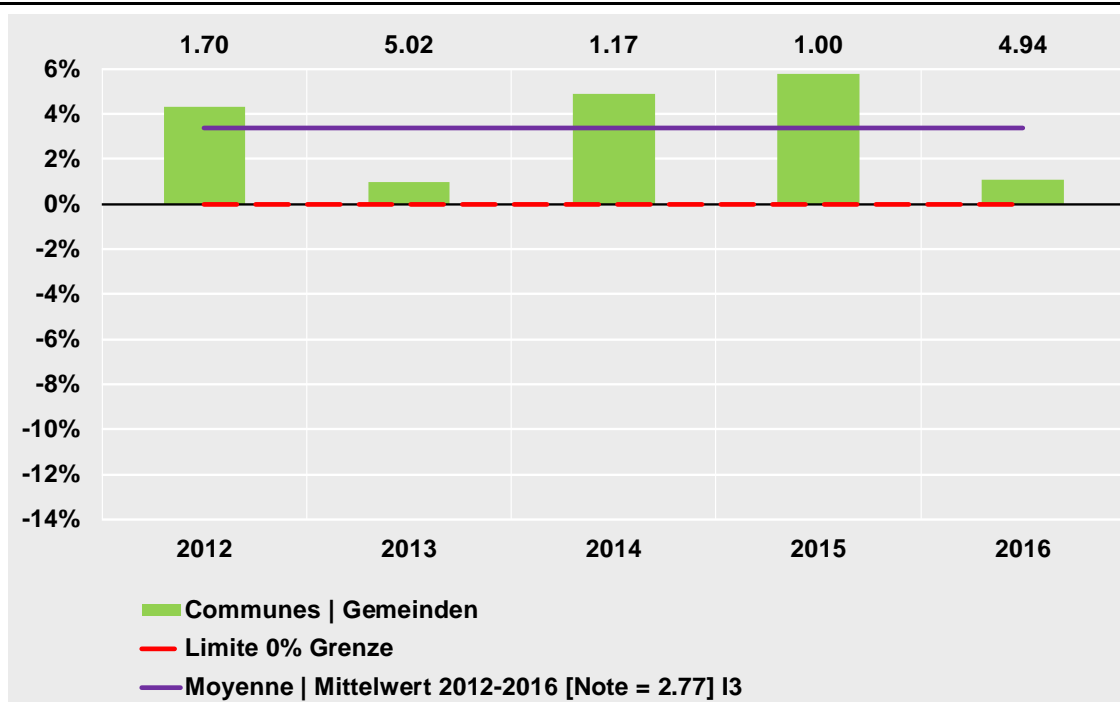
Ausgangslage

Diese Kennzahl misst die Zunahme (oder Abnahme) der Nettoverpflichtungen während eines Rechnungsjahres in Bezug auf den Umfang des Finanzhaushalts, anders gesagt in Bezug auf ihre laufenden Ausgaben (oder geldwirksamen Aufwände). Sie widerspiegelt die derzeitige Verschuldungspolitik und die Bildung von Rückstellungen der Gemeinwesen. Die Verschuldungspolitik kann auf zwei Arten interpretiert werden: Eine erste besteht darin, den Finanzierungsfehlbetrag der Verwaltungsrechnung unter die Lupe zu nehmen, d.h. den Teil der Investitionsausgaben, der durch Neuverschuldung finanziert werden muss. Die Kennzahl wendet eine zweite Vorgehensweise an, welche sich auf die Veränderung der Bilanz stützt. Dies erlaubt es, die Umstrukturierungen in der Bilanz des Gemeinwesens zu berücksichtigen. Darunter fallen insbesondere die Vorgänge in Bezug auf die Rückstellungen und Reserven, welche möglicherweise ausserhalb der Verwaltungsrechnung realisiert wurden.

Formel

$$\text{Zusätzliche Nettoverpflichtungen} = \frac{(\text{Nettoverpflichtungen 31.12.} - \text{Nettoverpflichtungen 1.1.}) \times 100}{\text{laufende Ausgaben Rechnungsjahr}}$$

Note [N]	Appréciation	Engagements nets supplémentaires [I3]	Zusätzliche Nettoverpflichtungen [I3]	Beurteilung	Note [N]
N = 6	Pas d'engagements nets supplémentaires ou désengagement	I3 ≤ 0,0 %	I3 ≤ 0,0 %	Keine zusätzlichen Nettoverpflichtungen oder Abbau der Nettoverpflichtungen	N = 6
6 > N ≥ 5	Faible hausse des engagements nets	0,0 % < I3 ≤ 1,0 %	I3 ≤ 1,0 %	Leichte Zunahme der Nettoverpflichtungen	6 > N ≥ 5
5 > N ≥ 4	Accroissement tolérable	1,0 % < I3 ≤ 2,0 %	I3 ≤ 2,0 %	Vertretbare Zunahme	5 > N ≥ 4
4 > N ≥ 3	Accroissement juste tolérable	2,0 % < I3 ≤ 3,0 %	I3 ≤ 3,0 %	Gerade noch vertretbare Zunahme	4 > N ≥ 3
3 > N ≥ 2	Accroissement problématique	3,0 % < I3 ≤ 4,0 %	I3 ≤ 4,0 %	Starke Zunahme	3 > N ≥ 2
2 > N ≥ 1	Accroissement excessif	4,0 % < I3 ≤ 5,0 %	I3 ≤ 5,0 %	Sehr starke Zunahme	2 > N ≥ 1
N = 1	Accroissement extrême	5,0 % < I3	I3	Übermässige Zunahme	N = 1



Commentaire

Le taux moyen de 3.4% (cf. ligne horizontale continue) pour la période de 2012 à 2016 signifie que les communes valaisannes ont vu leur engagement s'alourdir.

Par contre, la période analysée reste très contrastée avec des notes extrêmes de 5.02 (faible hausse des engagements nets) à 1 (accroissement excessif des engagements).

La mauvaise note moyenne de 2.77 calculée sur la base de la moyenne des valeurs, démontre une hausse des engagements nets, corolaire de l'évolution du degré d'autofinancement, dont la moyenne est inférieure à 100%.

Kommentar

Der durchschnittliche Satz von 3.4% im Zeitraum von 2012 bis 2016 (s. durchgezogene horizontale Linie) zeigt, dass die Verpflichtungen der Walliser Gemeinden zugenommen haben.

Hingegen zeigt sich der analysierte Zeitraum sehr kontrastreich mit den Extremnoten 5.02 (leichte Zunahme der Nettoverpflichtungen) bis 1 (übermässiger Zuwachs an Verpflichtungen).

Die schlechte Durchschnittsnote von 2.77, ermittelt aus den Durchschnittswerten, weist auf einen Anstieg der Nettoverpflichtungen, als logische Folge der Entwicklung des Selbstfinanzierungsgrades, welcher im Durchschnitt unter 100% liegt.

Poids des intérêts nets

Description

Cet indicateur renseigne sur la part des recettes fiscales directes qui doit être consacrée au paiement des intérêts de la dette, déduction faite du rendement des placements du patrimoine financier. Les recettes fiscales directes, en particulier celles provenant de l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de l'impôt sur le bénéfice et le capital des sociétés, constituent la part la plus importante, celle sur laquelle les collectivités ont le meilleur contrôle. Cet indicateur est similaire à l'indicateur de quotité des intérêts proposé par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (cf. chapitre suivant). Toutefois, le poids des intérêts est rapporté ici aux recettes fiscales plutôt qu'à l'ensemble des recettes courantes.

Formule

$$\text{Poids des intérêts nets} = \frac{\text{intérêts nets} \times 100}{\text{recettes fiscales directes}}$$

Nettozinsbelastung

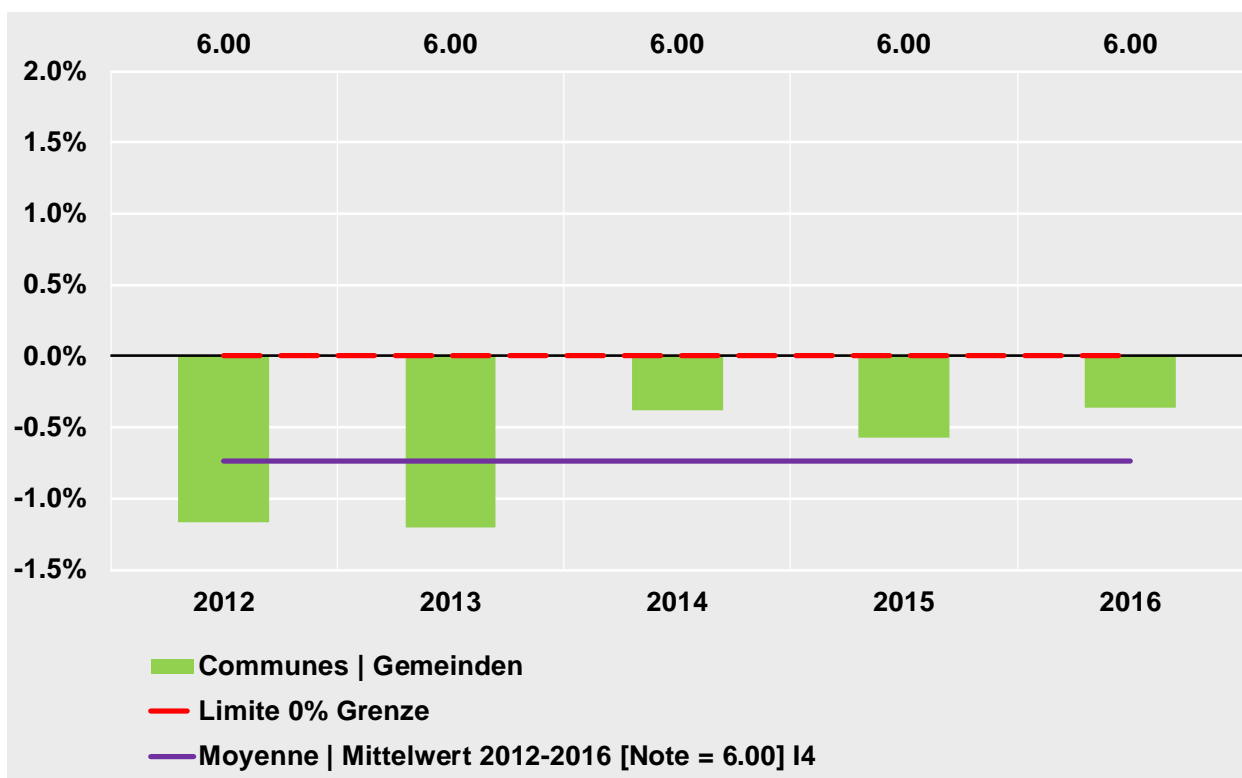
Ausgangslage

Diese Kennzahl informiert über den Anteil der direkten Steuereinnahmen, der für die Zahlung der Schuldzinsen abzüglich der Finanzvermögenserträge aufgewendet werden muss. Die direkten Steuereinnahmen, insbesondere die Einkommens- und Vermögenssteuern von natürlichen Personen sowie die Ertrags- und Kapitalsteuern von juristischen Personen, bilden die wichtigsten Einnahmen, solche, auf welche die Gemeinwesen die beste Kontrolle haben. Diese Kennzahl ist ähnlich wie die Kennzahl des Zinsbelastungsanteils, welche von der Konferenz der kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen vorgeschlagen wird (siehe nächstes Kapitel). Jedoch wird hier die Nettozinsbelastung im Verhältnis zu den Steuereinnahmen und nicht im Verhältnis zum laufenden Ertrag berechnet.

Formel

$$\text{Nettozinsbelastung} = \frac{\text{Nettozinsen} \times 100}{\text{direkte Steuereinnahmen}}$$

Note [N]	Appréciation	Poids des intérêts nets [I4] Richtwerte der Nettozinsbelastung	Beurteilung	Note [N]
N = 6	Intérêts nets nuls ou négatifs	I4 ≤ 0,0 %	Keine oder negative Nettozinsbelastung	N = 6
6 > N ≥ 5	Très faible hypothèque des intérêts nets sur les recettes fiscales directes	0,0 % < I4 ≤ 4,0 %	Sehr geringe Nettozinsbelastung auf den direkten Steuereinnahmen	6 > N ≥ 5
5 > N ≥ 4	Faible hypothèque	4,0 % < I4 ≤ 7,0 %	Schwache Nettozinsbelastung	5 > N ≥ 4
4 > N ≥ 3	Hypothèque significative	7,0 % < I4 ≤ 9,0 %	Bedeutende Nettozinsbelastung	4 > N ≥ 3
3 > N ≥ 2	(Trop) Forte hypothèque	9,0 % < I4 ≤ 11,0 %	Hohe Nettozinsbelastung	3 > N ≥ 2
2 > N ≥ 1	Hypothèque excessive	11,0 % < I4 ≤ 13,0 %	Sehr hohe Nettozinsbelastung	2 > N ≥ 1
N = 1	Hypothèque extrême	13,0 % < I4	Übermässige Nettozinsbelastung	N = 1



Commentaire

L'indicateur moyen du poids des intérêts nets par rapport aux recettes fiscales des communes valaisannes est négatif sur la période analysée (cf. ligne horizontale continue). Le rendement des placements dans le patrimoine financier est supérieur à la charge d'intérêts engendrée par la dette au passif du bilan et apporte des recettes au ménage courant.

Si ce résultat est dû en partie à une bonne gestion des emprunts et du patrimoine financier, il est essentiellement lié à la situation et à l'évolution favorable du marché des capitaux. L'année 2016 voit l'indicateur fléchir tout en restant positif, moins en lien avec les taux d'intérêts qu'avec les engagements importants consentis. La structure de la dette avec des emprunts fermes à taux fixe sur des durées échelonnées dans le temps met les collectivités à l'abri des risques liés à une augmentation brusque des taux. N'oublions quand même pas que si aujourd'hui le taux d'intérêt du Libor en franc suisse à 6 mois est négatif, il a eu atteint un sommet à 10% en 1990.

La note moyenne de 6, intérêts nets nuls ou négatifs, reflète une excellente situation.

Kommentar

Die durchschnittliche Nettozinsbelastung ist im Vergleich zu den Steuereinnahmen der Walliser Gemeinden im Betrachtungszeitraum negativ (s. durchgezogene horizontale Linie). Die Rendite auf Anlagen des Finanzvermögens ist höher als die Verzinsung von Passiv-Schulden und generiert somit Einnahmen im Finanzhaushalt.

Auch wenn dieses Ergebnis teilweise von einem guten Schulden- und Liquiditäts-Management stammt, steht es im Wesentlichen im Zusammenhang mit der Situation und der günstigen Entwicklung des Kapitalmarktes. Im 2016 zeigt die Kennzahl eine kleine Abschwächung, bleibt aber positiv, was weniger an den Zinssätzen als an den wichtigen genehmigten Verpflichtungen liegt. Sind die Schulden strukturiert mit festverzinsten Darlehen und zeitlich gestaffelt, schützt dies die Gemeinden vor dem Risiko von sprunghaft ansteigenden Zinssätzen. Vergessen wir aber nicht, dass der 6-monatige Schweizer Libor-Satz, der derzeit negativ ist, im 1990 einen Spitzenwert von 10% erreichte.

Die Durchschnittsnote 6, d.h. keine oder negative Zinsen, widerspiegelt die ausgezeichnete Situation.

Maîtrise des dépenses courantes par habitant

Description

Cet indicateur renseigne sur l'aptitude de la collectivité et de ses responsables financiers à maîtriser l'évolution des dépenses courantes. Il mesure en pourcent la variation des dépenses courantes par rapport à l'exercice précédent.

Formule

$$\text{Maîtrise des dépenses courantes par habitant} = \frac{(\text{dépenses de l'ex. par hab.} - \text{dépenses de l'ex. précédent par hab.})}{\text{dépenses de l'ex. précédent par hab.}} \times 100$$

Beherrschung der laufenden Ausgaben pro Einwohner

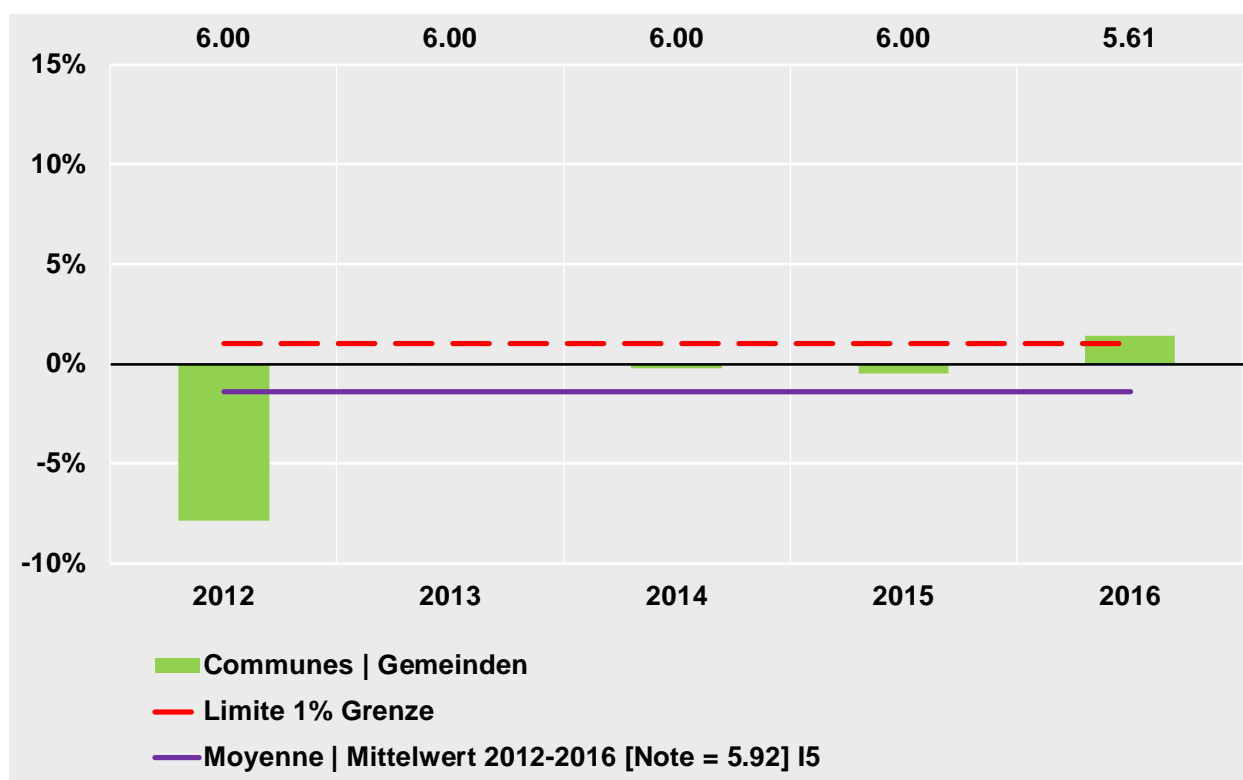
Ausgangslage

Diese Kennzahl zeigt auf, wie weit das Gemeinwesen und seine Finanzverantwortlichen die Entwicklung der laufenden Ausgaben im Griff haben. Sie misst in Prozent die Veränderung der laufenden Ausgaben im Vergleich zum Vorjahr.

Formel

$$\text{Beherrschung der laufenden Ausgaben pro Einwohner} = \frac{(\text{laufende Ausgaben pro Einw.} - \text{laufende Ausgaben Vj pro Einw.})}{\text{laufende Ausgaben Vj pro Einw.}} \times 100$$

Note [N]	Appréciation	Maîtrise des dépenses courantes [Richtwerte der Beherrschung der Beurteilung laufenden Ausgaben (I5)]		Note [N]	
N = 6	Dépenses très bien maîtrisées	15 ≤	1,0 %	Sehr gute Ausgabenkontrolle	N = 6
6 > N ≥ 5	Dépenses bien maîtrisées	1,0 % <	15 ≤ 2,0 %	Gute Ausgabenkontrolle	6 > N ≥ 5
5 > N ≥ 4	Dépenses assez bien maîtrisées	2,0 % <	15 ≤ 3,0 %	Mässige Ausgabenkontrolle	5 > N ≥ 4
4 > N ≥ 3	Dépenses faiblement maîtrisées	3,0 % <	15 ≤ 4,0 %	Schwache Ausgabenkontrolle	4 > N ≥ 3
3 > N ≥ 2	Dépenses mal maîtrisées	4,0 % <	15 ≤ 5,0 %	Schlechte Ausgabenkontrolle	3 > N ≥ 2
2 > N ≥ 1	Dépenses potentiellement non maîtrisées	5,0 % <	15 ≤ 6,0 %	Praktisch keine Ausgabenkontrolle	2 > N ≥ 1
N = 1	Dépenses non maîtrisées	6,0 % <	15	Fehlende Ausgabenkontrolle	N = 1



Commentaire

Les dépenses courantes de fonctionnement par habitant passent en moyenne lissée sur 5 ans en dessous de zéro et se situe à -1.4% (cf. ligne horizontale continue). A première vue, ces charges ont donc été très bien maîtrisées puisque l'évolution est négative alors qu'avec encore 1% de progression (cf ligne horizontale discontinue) la performance mérite la note 6.

L'année 2012 est marquée par toute une série d'éléments qui améliore ou péjore l'état des lieux. En effet, au 1^{er} janvier 2012, la comptabilisation au net de la contribution des communes au personnel enseignant de la scolarité obligatoire engendre une diminution virtuelle de la charge. Par contre, l'entrée en vigueur de la nouvelle péréquation intercommunale fait croître dite charge dans la mesure où le volume a été plus que doublé à Fr. 21.3 millions Les incidences sont mixtes avec l'entrée en vigueur du projet RPTII (nouvelle répartition des tâches entre le Canton et les communes).

In fine la progression des dépenses courantes de fonctionnement est à considérer comme très bien maîtrisée. Comme 2016 marque un changement de trend, l'évolution est à suivre avec attention.

Kommentar

Die laufenden Ausgaben pro Einwohner fallen im Durchschnitt über die 5 Jahre betrachtet unter Null und liegen bei -1.4% (s. durchgezogene horizontale Linie). So gesehen wurden diese Ausgaben sehr gut beherrscht, da trotz Anstieg um 1% das Resultat negativ ist (s. gestrichelte horizontale Linie). Diese Leistung verdient die Note 6.

Das Jahr 2012 war gezeichnet durch eine Reihe von Element, die sich diesbezüglich sowohl positiv wie auch negativ auswirkten. So hat die Netto-Verbuchung der Beteiligung der Gemeinden an den Gehältern des Lehrpersonals der obligatorischen Schulen per 1. Januar 2012 virtuell zu einer Ausgaben-Minderung geführt. Andererseits sind die Ausgaben mit dem Inkrafttreten des neuen Finanzausgleichs um mehr als das Doppelte auf Fr. 21.3 Mio. angestiegen. Die Auswirkungen haben sich mit dem Inkrafttreten des Projekts NFA II (Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden) vermischt.

Letztendlich kann festgehalten werden, dass man die Zunahme der laufenden Ausgaben sehr gut im Griff hat. Da 2016 eine Richtungsänderung anzeigt, ist die Entwicklung mit Aufmerksamkeit zu verfolgen.

Effort d'investissement

Description

Cet indicateur mesure l'effort d'investissement déployé par la collectivité publique. Il renseigne donc sur l'ambition de la politique d'investissement. Il se rapproche de la quotité d'investissement proposé par la Conférence des autorités cantonales de surveillance des finances communales (cf. le chapitre suivant). Il s'en distingue par le fait que nous considérons ici l'investissement net, plutôt que l'investissement brut. Par ailleurs, pour atténuer la fluctuation de l'investissement, il est tenu compte de la moyenne des investissements sur trois ans.

Formule

$$\text{Effort d'investissement} = \frac{\text{investissement net} \times 100}{\text{dépenses courantes}}$$

Investitionsanstrengung

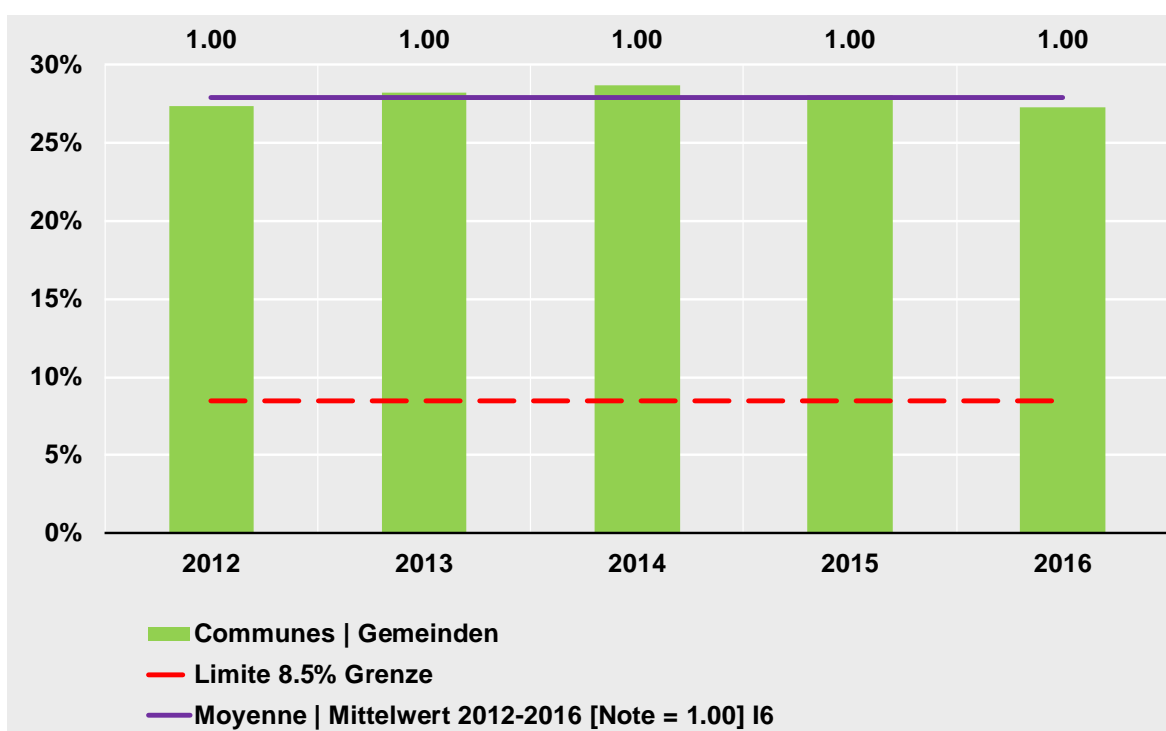
Ausgangslage

Diese Kennzahl misst die Investitionstätigkeit des Gemeinwesens. Sie zeigt die Richtung der Investitionspolitik der Gemeinwesen. Sie nähert sich der Kennzahl des Investitionsanteils, die von der Konferenz der kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen empfohlen wird (siehe nächstes Kapitel). Sie unterscheidet sich dadurch, dass hier die Nettoinvestitionen und nicht die Bruttoinvestitionen zur Berechnung verwendet werden. Um die Schwankungen bei den Investitionen einer kleinen Körperschaft abzuschwächen, werden im Übrigen die durchschnittlichen Investitionen über drei Jahre berücksichtigt.

Formel

$$\text{Investitionsanstrengung} = \frac{\text{Nettoinvestitionen} \times 100}{\text{laufende Ausgaben}}$$

Note [N]	Appréciation	Effort d'investissement [I6]		Beurteilung	Note [N]
		Richtwerte der Investitionsanstrengung (I6)			
N = 6	Effort d'investissement idéal	7,5 %	≤ 16 < 9,5 %	Ideale Investitionstätigkeit	N = 6
6 > N ≥ 5	Faible écart par rapport à l'effort d'investissement idéal	9,5 %	< 16 ≤ 11,0 %	leicht zu geringe Investitionstätigkeit	6 > N ≥ 5
5 > N ≥ 4	Excès d'investissement ou insuffisance d'investissement tolérable	6,0 %	≤ 16 < 7,5 %	Übermässige oder ungenügende, noch tolerierbare Investitionstätigkeit	5 > N ≥ 4
4 > N ≥ 3	Excès d'investissement ou insuffisance juste tolérable	11,0 %	< 16 ≤ 12,5 %	Übermässige oder ungenügende, noch tragbare Investitionstätigkeit	4 > N ≥ 3
3 > N ≥ 2	Excès d'investissement ou insuffisance problématique	4,5 %	≤ 16 < 6,0 %	Problematisch, übermässige oder ungenügende Investitionstätigkeit	3 > N ≥ 2
2 > N ≥ 1	Excès d'investissement ou insuffisance très problématique	12,5 %	< 16 ≤ 14,0 %	Sehr problematisch, übermässige oder ungenügende Investitionstätigkeit	2 > N ≥ 1
N = 1	Excès d'investissement ou insuffisance extrêmement problématique	3,0 %	≤ 16 < 4,5 %	Extrem problematisch, übermässige oder ungenügende Investitionstätigkeit	N = 1
		14,0 %	< 16 ≤ 15,5 %		
		1,5 %	≤ 16 < 3,0 %		
		15,5 %	< 16 ≤ 17,0 %		
		0,0 %	≤ 16 < 1,5 %		
		17,0 %	< 16		
			16 < 0,0 %		



Commentaire

« L'effort d'investissement idéal se situe entre 7.5% et 9.5% des dépenses courantes. En deçà, la collectivité risque de développer un retard d'équipement. Au-delà, elle risque de créer une infrastructure surdimensionnée génératrice de dépenses induites élevées ». Sur le graphique, cette limite correspond à la ligne horizontale discontinue.

Telle est la teneur du comparatif des finances cantonales et communales publié par l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP).

La ligne horizontale continue à hauteur de 27.9% reflète la situation des communes valaisannes qui investissent des montants considérables en comparaison avec l'ensemble des communes suisses (voir également l'indicateur de la quotité des investissements de la CACSFC).

L'appréciation 1 attribuée, la plus mauvaise, dénote à priori un excès d'investissements. Le risque majeur lié à des volumes importants d'investissement se retrouve dans des nouvelles charges induites structurelles à assumer sur le long terme. Il est rappelé ici la teneur de l'art. 10 de l'OGFCo intitulé : « *Transparence financière lors de la prise de décision : L'organe appelé à prendre une décision générant immédiatement ou ultérieurement des charges ou des revenus pour la commune doit être informé des coûts, des coûts induits, du financement et des répercussions sur l'équilibre des finances* ». L'application de cette disposition légale permet de visualiser à terme les effets d'un programme d'investissement et ainsi prendre les dispositions qui s'imposent en termes de choix et de priorisation des investissements.

Seule une analyse très détaillée des investissements consentis permettrait de trouver en partie les raisons de ce développement (renouvellement vs nouvel investissement pour faire face à de nouvelles demandes ou des demandes accrues entre autre liées à l'augmentation de la population, nouveau cycle d'investissement, dicastères/domaines touchés, investissements propres vs participation à des investissements au niveau de la région/du canton, nouveau cadre législatif plus contraignant/exigeant, évolution technique,...).

Deux constats sur la période analysée :

- L'investissement brut par habitant a évolué dans une fourchette de Fr. 1'763.-- à 1'504.-- ;
- Les deux grands axes d'investissement sont les dicastères du trafic et de la protection et aménagement de l'environnement. A eux deux, ils totalisent en moyenne 52.9 % des investissements bruts. Le dicastère enseignement et formation utilise aussi des ressources importantes en investissement. Durant la période sous revue, la part d'investissement a évolué de 5 % en 2012 à 14 % en 2016.

Kommentar

„Die ideale Investitionsanstrengung liegt in einer Bandbreite zwischen 7.5% und 9.5% der laufenden Ausgaben. Bei einem tieferen Wert riskiert das Gemeinwesen, seine Infrastruktur zu vernachlässigen. Ein höherer Wert kann zu einer überdimensionierten Infrastruktur führen, die hohe Folgekosten generiert.“ In der Grafik entspricht diese Grenze der gestrichelten horizontalen Linie.

Dies ist der Wortlaut aus dem Vergleich der Kantons- und Gemeindefinanzen, veröffentlicht durch das Hochschulinstitut für Öffentliche Verwaltung (IDHEAP).

Die durchgezogene horizontale Linie bei 27.9% zeigt die Situation der Walliser Gemeinden, welche im Vergleich mit allen Schweizer Gemeinden beträchtliche Summen investieren (s. auch die Kennzahl „Investitionsanteil“ der KKAG).

Die Benotung 1 als schlechtester Wert deutet auf eine übermässige Investitionstätigkeit hin. Das Hauptrisiko von grossen Investitionen liegt bei den neuen strukturellen Folgekosten, welche langfristig anfallen. An dieser Stelle sei an Art. 10 VFFHGem verwiesen, der besagt: „*Finanzielle Transparenz bei Beschlüssen: Das Organ, das einen Beschluss fällen muss, der sofort oder später Ausgaben oder Einnahmen verursacht, muss über dessen Kosten, dessen Folgekosten, dessen Finanzierung und dessen Auswirkungen auf das finanzielle Gleichgewicht unterrichtet sein.*“ Die Anwendung dieser Gesetzes-Bestimmung erlaubt es, die zeitlichen Auswirkungen eines Investitions-Programmes aufzuzeigen und so die Investitionen hinsichtlich Wahl und Priorisierung zu steuern.

Einzig eine sehr detaillierte Analyse der getätigten Investitionen würde es ermöglichen, einige Gründe dieser Entwicklung ausfindig zu machen (Erneuerung vs. Neuinvestition aufgrund neuer Wünsche oder erhöhtem Bedarf unter anderem wegen der Bevölkerungszunahme, in welchen Bereichen fielen Investitionen an, neuer Investitions-Zyklus, eigene Investitionen vs. Beteiligung an regionalen/kantonalen Investitionen, neuer bindender/verpflichtender Gesetzes-Rahmen, technische Fortschritt...).

Zwei Feststellungen im analysierten Zeitraum:

- Die Bruttoinvestition pro Einwohner hat sich in einer Spanne von Fr. Fr. 1'763-- bis 1'504.-- bewegt.
- Die zwei grössten Investitionsblöcke sind der Bereich Verkehr und der Bereich Umwelt und Raumordnung. Zusammen machen diese beiden Bereiche im Durchschnitt 52.9% der Bruttoinvestitionen aus. Ebenfalls einen beachtlichen Teil bei den Investitionen fällt auf den Bereich Unterrichtswesen und Bildung. Von 2012 bis 2016 ist sein Anteil von 5% auf 14% angestiegen.

Exactitude de la prévision fiscale

Description

Cet indicateur renseigne sur l'aptitude de la collectivité à prévoir les recettes fiscales avec exactitude. Reconnaissons que le produit de certains impôts est difficile à prévoir. Pensons notamment aux impôts sur les gains immobiliers ou aux impôts sur les successions. Par contre, on peut attendre des responsables qu'ils puissent mieux prévoir les recettes d'impôts comme l'impôt sur le revenu et la fortune des personnes physiques et l'impôt sur le bénéfice et le capital des sociétés.

Formule

$$\text{Exactitude de la prévision fiscale} = \frac{(\text{recettes fiscales budgétées} - \text{recettes fiscales effectives}) \times 100}{\text{recettes fiscales effectives}}$$

Genauigkeit der Steuerprognose

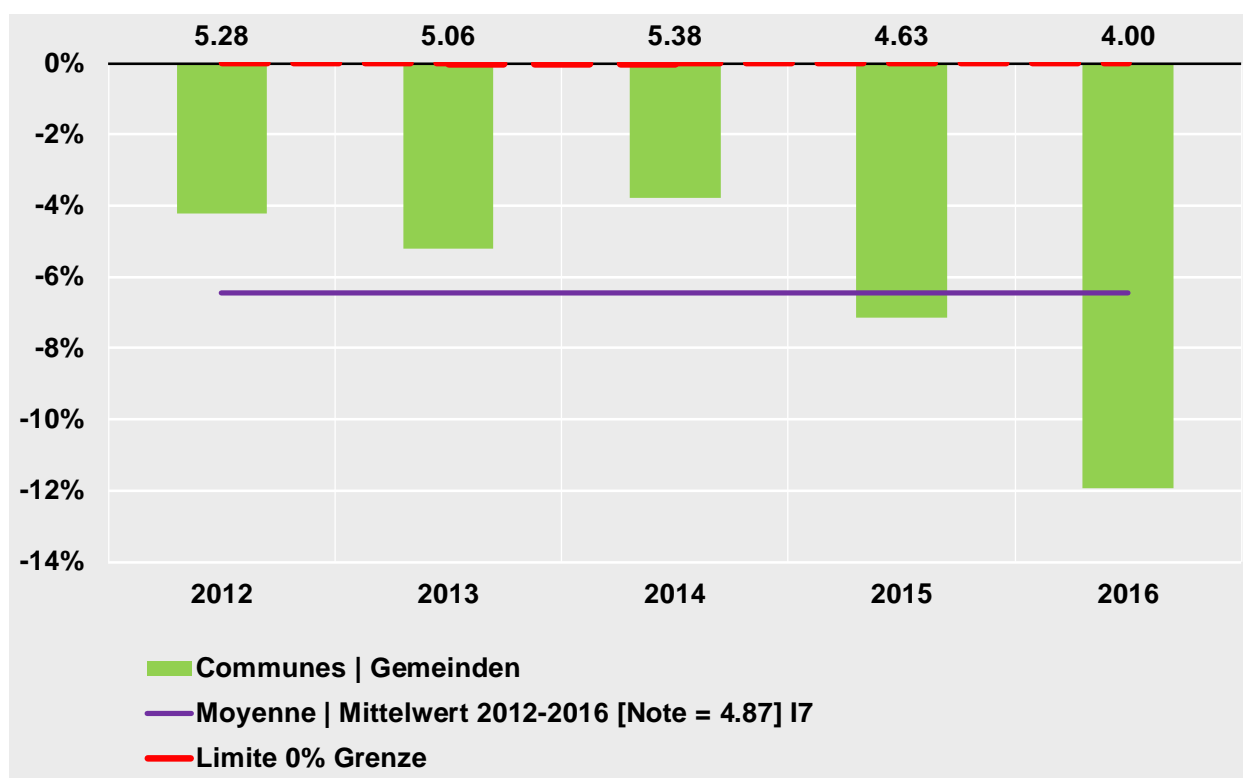
Ausgangslage

Diese Kennzahl zeigt die Fähigkeit des Gemeinwezens, die Steuereinnahmen möglichst genau vorauszu-sehen. Es ist bekannt, dass gewisse Steuererträge nur schwierig zu budgetieren sind. Dies sind zum Beispiel die Vermögensgewinnsteuern oder die Erbschaftssteuern. Auf der anderen Seite sollten man von den Finanzverantwortlichen erwarten können, dass sie gewisse Steuereinnahmen wie die Einkommens- und Vermögenssteuern sowie die Ertrags- und Kapitalsteuern genauer budgetieren können.

Formel

$$\text{Genauigkeit der Steuerprognose} = \frac{(\text{budgetierte Steuereinnahmen} - \text{effektive Steuereinnahmen}) \times 100}{\text{effektive Steuereinnahmen}}$$

Note [N]	Appréciation	Exactitude de la prévision fiscale [I] Richtwerte der Genauigkeit der Steuerprognose (I7)	Beurteilung	Note [N]
N = 6	Prévision exacte ou quasi exacte	-1,0% < I7 ≤ 1,0 %	Genau oder fast genaue Schätzung	N = 6
6 > N ≥ 5	Surestimation ou sous-estimation légère (non problématique)	1,0 % < I7 ≤ -1,0 %	Leichte Über- oder Unterschätzung (unproblem: 6 > N ≥ 5)	6 > N ≥ 5
5 > N ≥ 4	Surestimation ou sous-estimation à surveiller	1,8 % < I7 ≤ -5,5 %	Zu überwachende Über- oder Unterschätzung	5 > N ≥ 4
N = 4	Sous-estimation à surveiller de près	I7 ≤ -10,0 %	Stark zu überwachende Unterschätzung	N = 4
4 > N ≥ 3	Surestimation à surveiller de près	2,6 % < I7 ≤ 3,4 %	Stark zu überwachende Überschätzung	4 > N ≥ 3
3 > N ≥ 2	Surestimation problématique	3,4 % < I7 ≤ 4,2 %	Problematische Überschätzung	3 > N ≥ 2
2 > N ≥ 1	Surestimation très problématique	4,2 % < I7 ≤ 5,0 %	Sehr problematische Überschätzung	2 > N ≥ 1
N = 1	Surestimation extrêmement problématique	5,0 % < I7	Extrem problematische Überschätzung	N = 1



Commentaire

Le fait que, principe de prudence oblige, la sous-estimation est un moindre mal par rapport à une surestimation, l'écart de la sous-estimation est jugé moins sévèrement que celui de la surestimation. Ce mal nécessaire n'est pas propre aux communes valaisannes. Il est largement répandu.

La sous-estimation moyenne de 6.47% (ligne horizontale continue) laisse entrevoir une marge de progression même si, en cas d'amélioration de la prévision, la bonne surprise au moment du bouclage des comptes sera atténuée...revers de la médaille.

La note moyenne de 4.87, calculée sur la base de la moyenne des valeurs, signifie une sous-estimation à surveiller de près. La note se péjore pour la 3^{ème} année consécutive.

Ce constat est, dans le cadre de comparaison avec d'autres communes ou de cantons, à relativiser en regard de l'évolution du cadre légal fiscal dans le canton du Valais. En effet, les pouvoirs publics ont dû composer : en 2003 avec le passage de la taxation bisannuelle *praenumerando* à la taxation annuelle *postnumerando* : avec 10 révisions fiscales de 2000 à ce jour ; avec une modification automatique de l'indexation en 2009. Tous ces éléments viennent s'ajouter à la difficulté de fond de l'exercice. De fait, il manque un vrai point de repère pour opérer des simulations.

Kommentar

Das Prinzip zur Vorsicht zeigt in der Tat, dass die Unterschätzung das geringere Übel ist als die Überschätzung. Eine Abweichung aus einer Unterschätzung wird weniger hart verurteilt als eine aus einer Überschätzung. Dies ist ein weit verbreitetes notwendiges Übel und ist nicht nur eine Eigenschaft bei den Walliser Gemeinden.

Die Unterschätzung von durchschnittlich 6.47% (s. durchgezogene horizontale Linie) lässt eine Steigerungs-Marge vermuten. Wird im Jahresabschluss die Vorhersage übertroffen, so wird halt die positive Überraschung abgeschwächt. Das ist die Kehrseite der Medaille.

Die Durchschnittsnote von 4.87, berechnet aus den Durchschnittswerten, bedeutet eine Unterschätzung, welche genauer zu überwachen ist. Die Benotung schwächt sich das dritte Jahr in Folge ab.

In Anbetracht der Entwicklung der Steuergesetzgebung im Kanton Wallis ist dieser Umstand beim Vergleich mit anderen Gemeinden oder Kantonen zu relativieren. Die öffentliche Hand war in der Tat verschiedentlich gefordert: einerseits durch den Wechsel im 2003 von der zweijährigen Vergangenheits- zur jährliche Gegenwartsbesteuerung und andererseits durch 10 Steuer-Revisionen seit 2000, aber auch durch die automatische Indexierungs-Anpassung im 2009. Budgetieren ist ohnehin schon eine schwierige Übung, ohne dass solche Elemente auch noch hinzukommen. Es fehlen tatsächlich gute Eck- und Anhaltspunkte, um aussagekräftige Simulationen vornehmen zu können.

Intérêt moyen de la dette

Description

Cet indicateur tente de cerner la performance d'un domaine essentiellement technique de la gestion financière d'une collectivité, celui de la gestion de trésorerie. Une gestion de trésorerie efficace permet de limiter les coûts de la dette et plus généralement permet aux communes d'être plus efficaces. Pour simplifier nous nous intéressons ici au taux d'intérêt moyen de la dette brute.

Formule

$$\text{Intérêt moyen de la dette} = \frac{\text{Intérêts passifs} \times 100}{\text{moyenne de la dette brute en 1.1. et 31.12.}}$$

Durchschnittliche Schuldzinsen

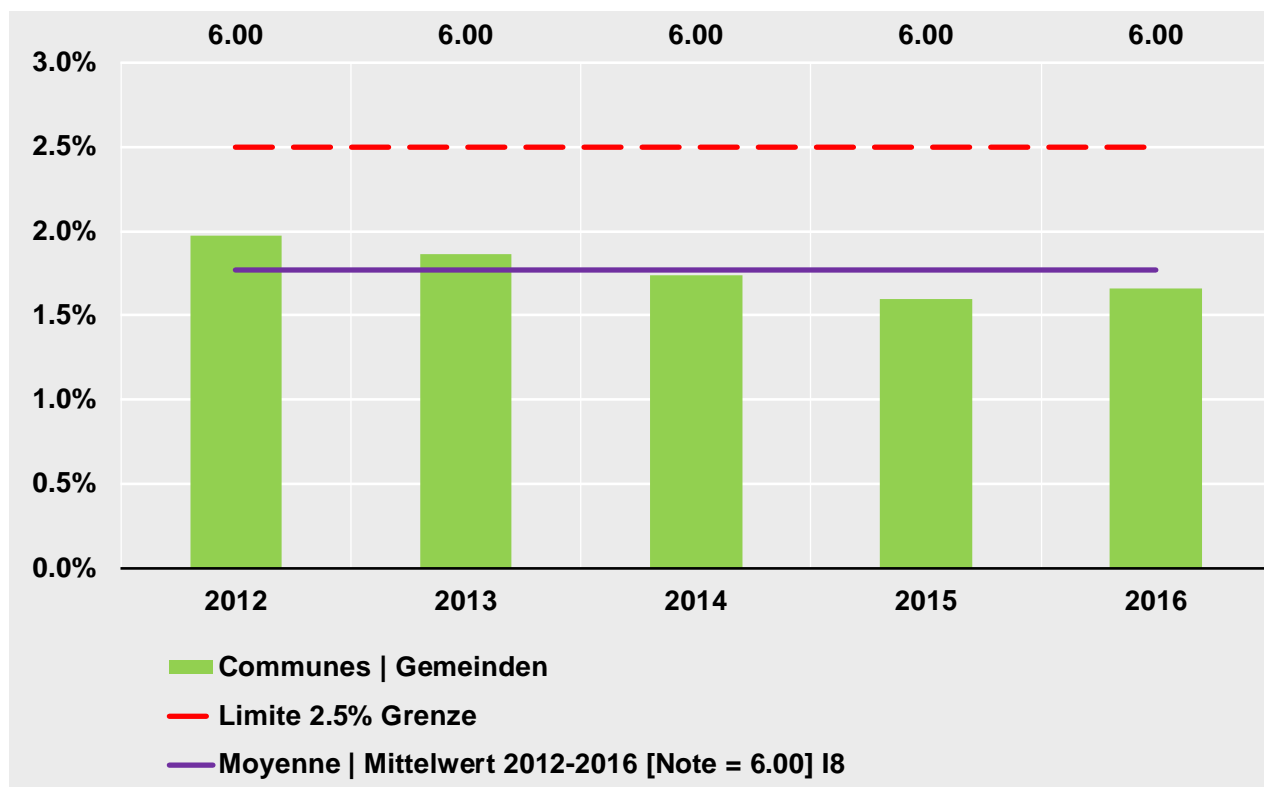
Ausgangslage

Diese Kennzahl versucht, die Leistung eines grundsätzlich technischen Bereiches der Haushaltführung eines Gemeinwesens zu erfassen, nämlich diejenige der Liquiditätsbewirtschaftung. Dank einer effizienten Liquiditätsbewirtschaftung können die Folgekosten der Verschuldung begrenzt werden und dadurch arbeiten die Gemeinden auch effizienter. Der Einfachheit halber beschränken wir uns auf die durchschnittlichen Zinsen auf den Bruttoschulden.

Formel

$$\text{Durchschnittliche Schuldzinsen} = \frac{\text{Passivzinsen} \times 100}{\text{durchschnittliche Bruttoschulden per 1.1. und 31.12.}}$$

Note [N]	Appréciation	Intérêt moyen de la dette [I8]		Beurteilung	Note [N]	
		Richtwerte der Durchschnittlichen Schuldzinsen (I8)				
N = 6	Très faible intérêt moyen	18 ≤	2,5 %	Sehr tiefe Schuldzinsen	N = 6	
6 > N ≥ 5	Faible intérêt	2,5 % <	18 ≤	3,5 %	Tiefe Schuldzinsen	6 > N ≥ 5
5 > N ≥ 4	Intérêt acceptable	3,5 % <	18 ≤	4,5 %	Vertretbare Schuldzinsen	5 > N ≥ 4
4 > N ≥ 3	Intérêt déjà élevé	4,5 % <	18 ≤	5,5 %	Hohe Schuldzinsen	4 > N ≥ 3
3 > N ≥ 2	Intérêt potentiellement problématique	5,5 % <	18 ≤	6,5 %	Sehr hohe Schuldzinsen	3 > N ≥ 2
2 > N ≥ 1	Intérêt excessif	6,5 % <	18 ≤	7,5 %	Problematische Schuldzinsen	2 > N ≥ 1
N = 1	Intérêt exorbitant	7,5 % <	18	Übermässige Schuldzinsen	N = 1	



Commentaire

La tendance baissière depuis 2012, d'un intérêt de la dette inférieure à la limite de 2.5% (interligne discontinue), se confirme en 2016 malgré une très légère hausse. Cette situation est à mettre en regard de la capacité des communes valaisannes à emprunter de l'argent avec des taux exceptionnellement très bas. De plus, dans la majeure partie des cas, les emprunts sont renouvelés avec des durées bien plus importantes que par le passé. Durant la période 2012 à 2016, les emprunts à long terme ont augmenté de plus de 267.5 millions alors que ceux à court terme seulement de 16.8 millions. Grâce en partie à ces deux facteurs (taux et durée), la gestion de la trésorerie des communes valaisannes peut être qualifiée d'excellente et bénéficie d'une note moyenne de 6.

Kommentar

Seit 2012 zeigt der Schuldzins sinkende Tendenz und liegt unter der Grenze von 2.5% (gestrichelte Linie), was im 2016 trotz eines sehr leichten Anstiegs bestätigt wird. Dies zeigt, dass die Walliser Gemeinden in der Lage sind, Gelder mit wahrlich sehr tiefen Zinsen ausleihen zu können. Hinzu kommt noch, dass Kredite grössten Teils mit deutlich längeren Laufzeiten als in der Vergangenheit erneuert werden konnten. Zwischen 2012 und 2016 sind die langfristigen Ausleihungen um 267.5 Millionen angestiegen, die kurzfristigen jedoch nur um 16.8 Millionen. Auch dank dieser beiden Faktoren (Zinssatz und Laufzeit) kann das Cash-Management der Walliser Gemeinden als ausgezeichnet beurteilt werden und verdient eine Durchschnittsnote von 6.

Indicateurs globaux

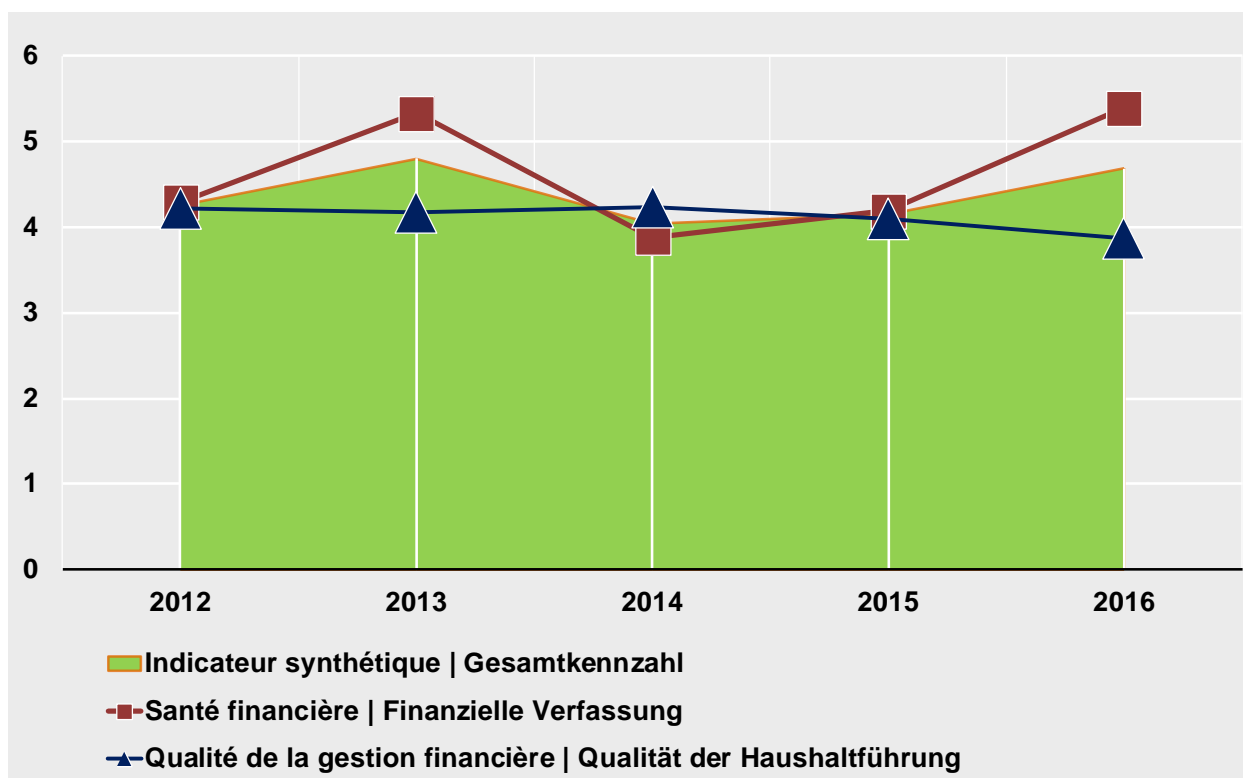
Description

Les notes obtenues pour chacun des huit indicateurs présentés ci-dessus sont consolidées en trois indicateurs globaux. Pour consolider, on procède par pondération en fonction de l'importance de chaque indicateur pour saisir l'évolution annuelle. L'**indicateur de santé financière** consolide les résultats des indicateurs 'couverture des charges' (pondération de 2), 'autofinancement de l'investissement net' (2), 'engagements nets supplémentaires' (2) et 'poids des intérêts nets par rapport aux recettes fiscales' (1). L'**indicateur de qualité de la gestion financière** consolide les résultats des indicateurs 'maîtrise des dépenses courantes par habitant' (pondération de 2), 'effort d'investissement' (2), 'exactitude de la prévision fiscale' (1) et 'intérêt moyen de la dette' (1). Finalement, l'**indicateur synthétique** reflète à la fois la santé financière (pondération 7/13) et la qualité de la gestion financière (6/13). Il permet de qualifier d'un chiffre la situation financière.

Gesamtkennzahl

Beschreibung

Die Noten für jede der oben beschriebenen acht Kennzahlen werden in drei Gesamtkennzahlen zusammengefasst. Dazu werden die einzelnen Kennzahlen nach ihrer Wichtigkeit gewichtet, um die jährliche Entwicklung zu erfassen. Die **Finanzielle Verfassung** fasst die Resultate der Kennzahlen „Deckung des Aufwands“ (Gewichtung 2), „Selbstfinanzierung der Nettoinvestitionen“ (2), „zusätzliche Nettoverpflichtungen“ (2) und „Nettozinsbelastung im Verhältnis zu den Steuereinnahmen“ (1) zusammen. Die **Qualität der Haushaltsführung** fasst die Resultate der Kennzahlen „Beherrschung der laufenden Ausgaben pro Einwohner“ (Gewichtung 2), „Investitionsanstrengung“ (2), „Genauigkeit der Steuerprognose“ (1) und „durchschnittliche Schuldzinsen“ (1) zusammen. Die **Gesamtkennzahl** spiegelt schlussendlich die finanzielle Verfassung (Gewichtung 7/13) und die Qualität der Haushaltsführung (6/13) wieder. Sie erlaubt es, die finanzielle Situation mit einer Zahl darzustellen.



Commentaire

La note de l'indicateur sur la santé financière, représentée par des marqueurs en forme de carré dans le graphique ci-dessous, atteint avec 5.39 son point culminant sur la période analysée, en progression pour la 3^{ème} année consécutive.

La progression du résultat 2016 (5.39) par rapport à 2015 (4.19) et surtout 2013 (3.88) tendrait à démontrer que les effets provoqués par une période d'investissements très importante sont absorbés. Les notes des indicateurs de l'autofinancement de l'investissement net et des engagements nets supplémentaires s'améliorent sensiblement depuis l'année plancher de 2013. Elles ne peuvent se maintenir à ce haut niveau qu'avec une gestion optimale des investissements.

La qualité de la gestion financière, représentée par les marqueurs en forme de triangle, évolue dans une fourchette relativement étroite entre 4.23 en 2014 et 3.87 en 2016 mais dans une tendance baissière. Ce plafonnement de valeur est dû comme pour l'indicateur de la santé financière à un excès d'investissements. L'indicateur de l'effort d'investissement, qui ne descend pas en dessous de 27.15% sur la période sous revue plombe le résultat de celui de la qualité de gestion financière. Actuellement dans les communes valaisannes, chaque fois que trois francs sont dépensés, un franc est consacré aux investissements. Dans un cadre normal, recommandé par l'IDHEAP, il faut dépenser dix francs pour consacrer un franc aux investissements.

In fine l'indicateur synthétique, représenté par l'aire verte, se bonifie depuis 2013 pour se situer à 4.69 en 2016. La moyenne quant à elle se situe à 4.39.

Kommentar

Die Kennzahlen-Benotung über die finanzielle Verfassung, welche in der Graphik mit einem Rechteck gezeichnet ist, erreicht im analysierten Zeitraum mit 5.39 seinen Spitzenwert und ist eine Steigerung im dritten Jahr in Folge.

Die Steigerung im 2016 (5.39) gegenüber 2015 (4.19) und insbesondere 2013 (3.88) zeigt tendenziell, dass die Effekte, welche eine Periode mit sehr grossen Investitionen bewirken, absorbiert wurden. Die Kennzahlen-Benotungen zur Selbstfinanzierung der Nettoinvestitionen und zur Nettoverpflichtungen verbessern sich spürbar seit 2013. Sie können sich nur mit einer optimalen Investitionsbewirtschaftung auf diesem hohen Niveau halten.

Die Qualität der Haushaltsführung (s. Linie mit Dreiecken) entwickelt sich in einer relativ engen Spanne zwischen 4,23 im Jahr 2014 und 3,87 im Jahr 2016, jedoch in einem Abwärtstrend. Diese Plafonierung der Benotung ist wie bei der Kennzahl „Finanzielle Verfassung“ einer extremen Investitionstätigkeit zu verdanken. Die Kennzahl „Investitionsanstrengung“, der im Berichtszeitraum nicht unter 27,15% fiel, ist das Ergebnis der Qualität der Haushaltsführung. Bei den Walliser Gemeinden sieht es aktuell so aus, dass von drei ausgegebenen Franken einer auf Investitionen entfällt. Im Normalfall sollte laut Empfehlung der IDHEAP ein Franken auf zehn für Investitionen verwendet werden.

Letztendlich verbessert sich die als grüne Fläche dargestellte Gesamtkennzahl seit 2013 und erreicht 4.69 im 2016. Der Durchschnittswert liegt bei 4.39.

4.19 Indicateurs CACSFC

Ce chapitre traite les indicateurs de la Conférence des Autorités Cantonales de Surveillance des Finances Communales (CACSFC).

Degré d'autofinancement

Description

Le degré d'autofinancement détermine la part des revenus affectée au financement des investissements nouveaux. Un degré inférieur à 100% est l'indice d'une augmentation de l'endettement ; un degré supérieur à 100% est l'indice du désendettement. Des valeurs situées entre 70 et 100% sont l'indice d'une augmentation de l'endettement supportable.

Formule

$$\text{Degré d'autofinancement} = \frac{\text{Marge d'autofinancement disponible} \times 100}{\text{investissements nets}}$$

4.19 Kennzahlen KKAG

Dieses Kapitel behandelt die Kennzahlen der Konferenz der Kantonalen Aufsichtsstellen über die Gemeindefinanzen (KKAG).

Selbstfinanzierungsgrad

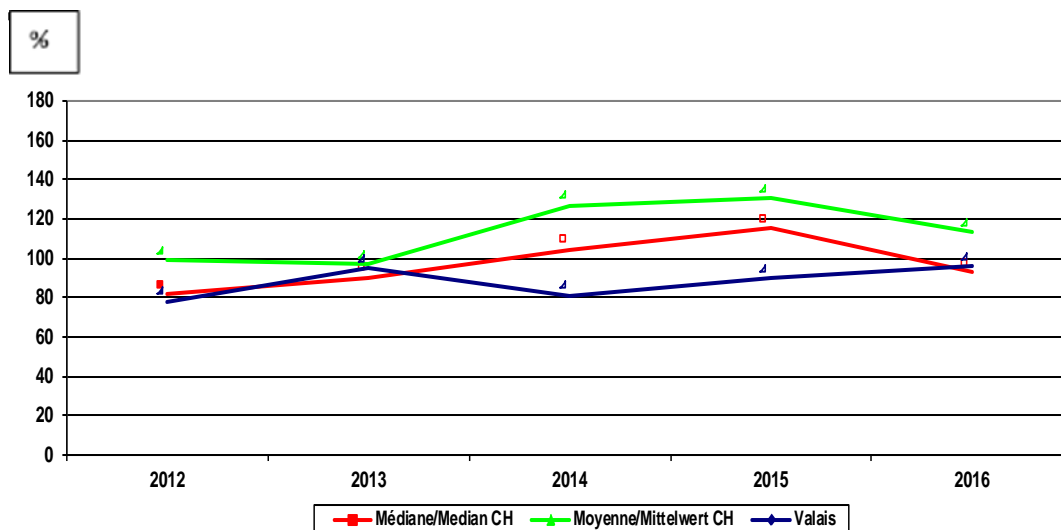
Ausgangslage

Der Selbstfinanzierungsgrad zeigt an, in welchem Ausmass Neuinvestitionen durch selbst erwirtschaftete Mittel finanziert werden können. Ein Selbstfinanzierungsgrad unter 100% führt zu einer Neuverschuldung. Liegt dieser Wert über 100%, können Schulden abgebaut werden. Werte zwischen 70 und 100% bedeuten eine noch verantwortbare Neuverschuldung.

Formel

$$\text{Selbstfinanzierungsgrad} = \frac{\text{Verfügbare Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{Nettoinvestitionen}}$$

Résultat	Appréciation	Degré d'autofinancement / Selbstfinanzierungsgrad	Beurteilung	Ergebnis
Idéal	Diminution de l'endettement	x ≥ 100,00 %	Reduktion der Verschuldung	ideal
Bon à acceptable	Augmentation supportable de l'endettement	100,00 % > x ≥ 70,00 %	Zumutbare Erhöhung der Verschuldung	gut bis vertretbar
Problématique	Augmentation importante de l'endettement	70,00 % > x	Erhebliche Erhöhung der Verschuldung	problematisch



Commentaire

- CH – Après le bond de 2014 et la consolidation en 2015, la moyenne se replie à 113.0%. Elle reste néanmoins encore bien installée dans l'appréciation « idéale ».
- VS – L'indicateur progresse pas à pas. Avec 95.7% il se rapproche de l'idéal de 100% malgré des volumes d'investissements très largement supérieurs à ceux réalisés par les communes des autres cantons (voir indicateur quotité d'investissement).

Kommentar

- CH - Nach dem starken Anstieg im 2014 und der Festigung im 2015 geht der Mittelwert zurück auf 113.0%. Nichtsdestotrotz bleibt er gefestigt im Bewertungsbereich „ideal“.
- VS - Die Kennzahl steigt Schritt für Schritt. Mit 95.7% nähert er sich dem Idealwert von 100%, und das trotz weit höheren Investitionen als bei den Gemeinden anderer Kantone (vgl. die Kennzahl „Investitionsanteil“).

Capacité d'autofinancement

Description

La capacité d'autofinancement caractérise la capacité, respectivement la marge financière dont une commune dispose. Une part inférieure à 10% est l'indice d'une faible capacité d'investissement. Les valeurs supérieures à 20% sont l'indice d'une bonne capacité d'investissement.

Formule

$$\text{Capacité d'autofinancement} = \frac{\text{Marge d'autofinancement disponible} \times 100}{\text{revenus financiers}}$$

Selbstfinanzierungskapazität

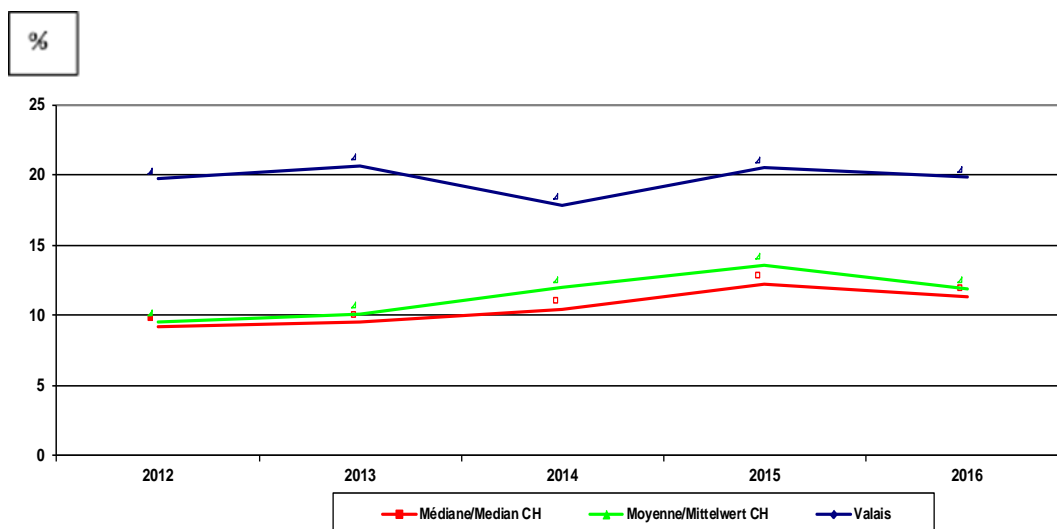
Ausgangslage

Der Selbstfinanzierungsanteil charakterisiert die Finanzkraft und den finanziellen Spielraum einer Gemeinde. Ein Anteil unter 10% weist auf eine schwache Investitionskraft hin. Werte über 20% sind sehr gut.

Formel

$$\text{Selbstfinanzierungsanteil} = \frac{\text{Verfügbare Selbstfinanzierungsmarge} \times 100}{\text{laufender Ertrag}}$$

Résultat	Appréciation	Capacité d'autofinancement Selbstfinanzierungsanteil	Beurteilung	Ergebnis
Bonne	Forte capacité d'autofinancement	$x \geq 20,00 \%$	Hohe Selbstfinanzierungskapazität	gut
Moyenne	Capacité d'autofinancement normale	$20,00 \% > x \geq 10,00 \%$	Normale Selbstfinanzierungskapazität	mittel
Faible	Faible capacité d'autofinancement	$10,00 \% > x$	Schwache Selbstfinanzierungskapazität	schwach



Commentaire

- CH – Après le creux de la vague en 2012, la moyenne s'est améliorée pendant 3 ans avant de respirer un peu en 2016 avec 11.9%.
- VS – A l'exception de 2014, l'indicateur tutoie la barre de l'appréciation « bonne » avec 19.8%.

Kommentar

- CH - Nach einem Tiefstand im 2012 hat sich der Mittelwert während 3 Jahren verbessert, während er im 2016 mit 11.9% wieder leicht zurückgeht.
- VS - Mit Ausnahme von 2014 touchiert die Kennzahl mit 19.8% die Schwelle zur Bewertung „gut“.

Quotités des intérêts

Description

La quotité des intérêts est considérée comme faible jusqu'à 2%; dès 5%, elle est déjà élevée, et à partir de 8% elle est considérée comme très élevée.

Le calcul de la SFC s'écarte du calcul de la CACSFC pour le calcul des intérêts. Le calcul de la SFC correspond au total des intérêts passifs diminués des intérêts bancaires et des créances, des placements du patrimoine financier ainsi que des revenus des immeubles du patrimoine financier. Pour la CACSFC le calcul correspond aux intérêts passifs, diminués eux des charges des immeubles et domaine du patrimoine financier.

Formule

$$\text{Quotité des intérêts} = \frac{\text{Intérêts nets} \times 100}{\text{revenus financiers}}$$

Zinsbelastungsanteil

Ausgangslage

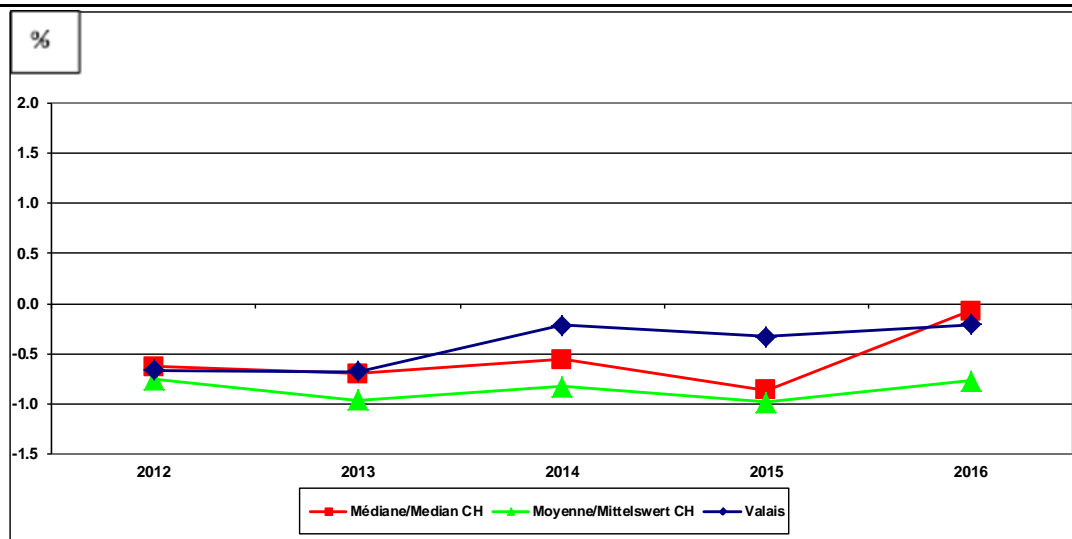
Ein Zinsbelastungsanteil bis 2% gilt noch als klein, ab 5% jedoch bereits als hoch und über 8% als sehr hoch.

Die Berechnung der SGF bei den Zinsen ist nicht identisch mit jener der KKAG. Jene der SGF entspricht dem Total der Passivzinsen abzüglich der Zinsen auf Bankkonti und Guthaben sowie der Zinsen und Erträge aus Anlagen und Immobilien des Finanzvermögens, während jene der KKAG den Passivzinsen abzüglich Vermögenserträge vermindert um den Aufwand für Liegenschaften des Finanzvermögens entspricht.

Formel

$$\text{Zinsbelastungsanteil} = \frac{\text{Nettozinsen} \times 100}{\text{laufender Ertrag}}$$

Résultat	Appréciation	Quotité des intérêts Zinsbelastungsanteil	Beurteilung	Ergebnis
Idéal	Quotité faible	$x \leq 2,00 \%$	tiefer Anteil	ideal
Bon à acceptable	Quotité moyenne	$2,00 \% < x \leq 5,00 \%$	mittlerer Anteil	gut bis vertretbar
Insuffisant	Quotité forte	$5,00 \% < x \leq 8,00 \%$	hoher Anteil	ungenügend
Problématique	Quotité très forte	$8,00 \% < x$	sehr hoher Anteil	problematisch



Commentaire

- CH – La quotité des intérêts reste négative – 0.8%. Cela signifie que les revenus des placements (mobiliier et immobilier) sont supérieurs aux intérêts passifs (emprunts et comptes courants) et aux charges des immeubles du patrimoine financier (PF).
- VS – La formule valaisanne de l'indicateur exclut les charges des immeubles du PF. L'indicateur devrait de ce fait être meilleur. Sur le terrain, cette réalité ne se retrouve pas. Néanmoins, en-dessous de la barre du zéro – 0.2%, l'appréciation « faible » est retenue.

Kommentar

- CH – Der Zinsbelastungsanteil ist negativ – 0.8%. Das heisst, dass die Zinsen für Anlagen (Mobiliien und Immobilien) über den Passivzinsen (Darlehen und Kontokorrente) und über den Kosten für Immobilien des Finanzvermögens (FV) liegen.
- VS - In der Berechnung dieser Kennzahl sind im Wallis die Kosten für Immobilien des FV nicht enthalten. Somit müsste diese Kennzahl besser sein, was aber so nicht der Fall ist. Nichtsdestotrotz liegt sie unter der Nullgrenze -0.2% und gilt somit als „schwach“.

Endettement brut par rapport aux revenus

Description

L'endettement brut par rapport aux revenus mesure en pour-cent la part des revenus nécessaire à l'amortissement intégral de la dette brute.

Un endettement supérieur à 200% est considéré comme critique ; les valeurs de 100% ou inférieures sont considérées comme bonnes.

Formule

$$\text{Endettement brut} = \frac{\text{dettes avec intérêts} \times 100}{\text{revenus financiers}}$$

Bruttoverschuldungsanteil

Ausgangslage

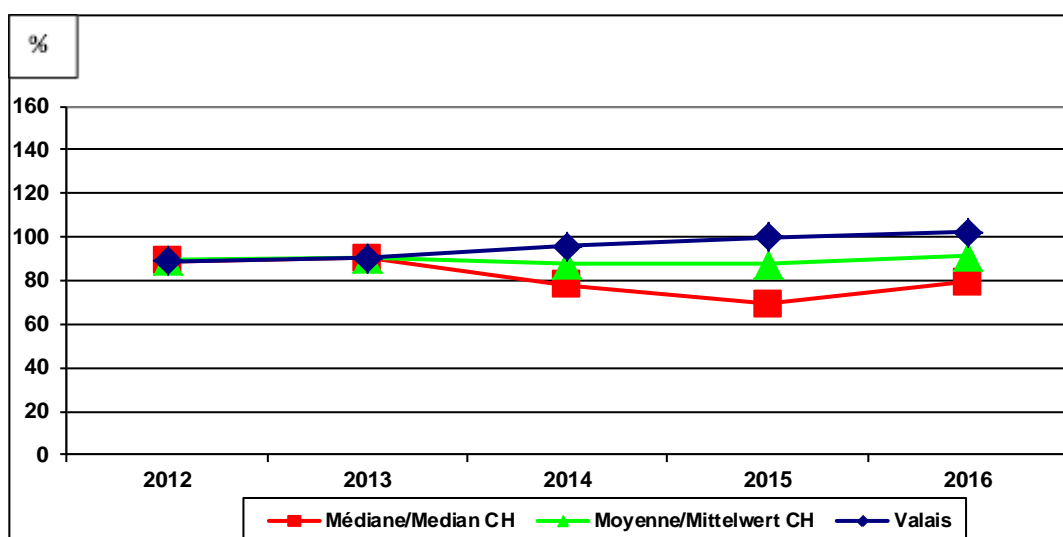
Der Bruttoverschuldungsanteil zeigt an, wie viele Prozente vom Finanzertrag benötigt werden, um die Bruttoschulden abzutragen.

Die Verschuldung gilt als kritisch, wenn der Schwellenwert über 200% liegt; Werte von 100% und tiefer werden als gut eingestuft.

Formel

$$\text{Bruttoverschuldungsanteil} = \frac{\text{Schulden mit Zinsen} \times 100}{\text{laufender Ertrag}}$$

Résultat	Appréciation	Dette brute sur les revenus Bruttoverschuldungsanteil		Beurteilung	Ergebnis
Très bon	Endettement brut faible	x	≤ 50,00 %	Kleine Bruttoverschuldung	sehr gut
Bon	Endettement brut mesuré 50,00 %	< x	≤ 100,00 %	Angemessene Bruttoverschuldung	gut
Moyen	Endettement brut important 100,00 %	< x	≤ 150,00 %	Grosse Bruttoverschuldung	mittel
Mauvais	Endettement brut très important 150,00 %	< x	≤ 200,00 %	Sehr grosse Bruttoverschuldung	schlecht
Critique	Endettement brut excessif 200,00 %	< x		Ausserordentlich grosse Bruttoverschuldung	kritisch



Commentaire

- CH – L'indicateur évolue dans une marge restreinte de 3.8% depuis 2012. 91.3% reflète l'appréciation « bon » soit un endettement brut mesuré à quelques encablures seulement de la limite de 100% d'un endettement brut important.
- VS – L'indicateur se péjore en continu depuis 2012. Avec 102.4%, il passe de peu de l'appréciation « bon » à « moyen ».

Kommentar

- CH - Die Kennzahl bewegt sich seit 2012 in einer Spanne von 3.8%. Bei 91.3% fällt die Bewertung mit „gut“ bzw. als angemessene Bruttoverschuldung aus, wenige Prozentpunkte unter Grenze zu einer grossen Bruttoverschuldung bei 100%.
- VS - Seit 2012 entwickelt sich die Kennzahl kontinuierlich negativ. Mit 102.4% rutscht die Bewertung knapp von „gut“ zu „mittel“ ab.

Quotité d'investissement

Description

La quotité d'investissement mesure l'activité au niveau des investissements et son effet sur l'endettement net. Une quotité inférieure à 10% fait état d'une activité faible, celle entre 10 et 20% d'une activité moyenne, celle entre 20 et 30% d'une activité importante et, celle supérieure à 30%, d'une activité très importante au niveau des investissements.

Formule

$$\text{Quotité d'investissement} = \frac{\text{investissement brut x 100}}{\text{dépenses financières libres}}$$

Investitionsanteil

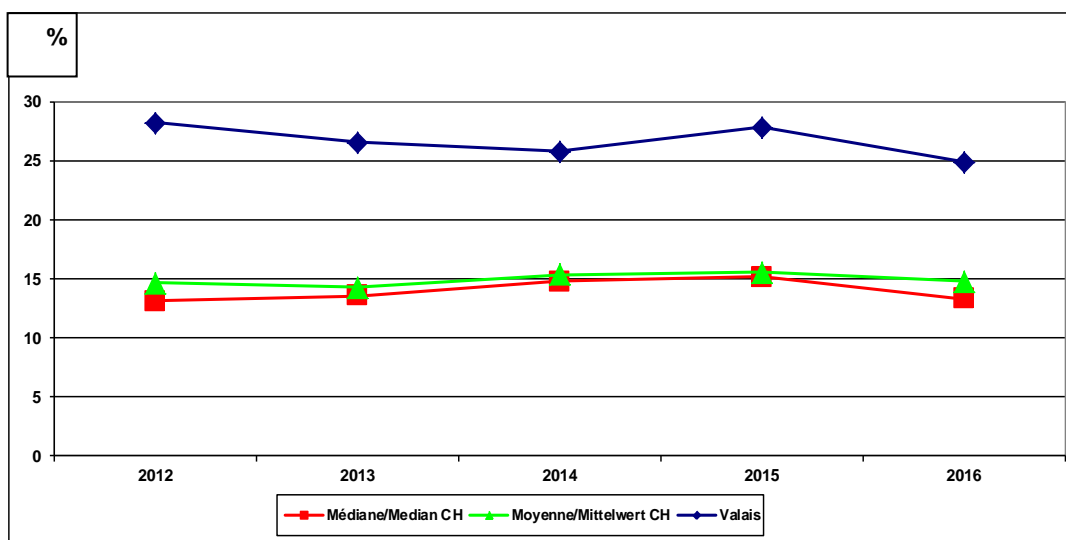
Ausgangslage

Der Investitionsanteil zeigt die Aktivität im Bereich der Investitionen und den Einfluss auf die Nettoverschuldung. Ein Wert unter 10% weist auf eine schwache, von 10 – 20% auf eine mittlere, von 20 – 30% auf eine starke und über 30% auf eine sehr starke Investitionstätigkeit hin.

Formel

$$\text{Investitionsanteil} = \frac{\text{Bruttoinvestitionen x 100}}{\text{Finanzwirksame Ausgaben}}$$

Résultat	Appréciation	Quotité d'investissement	Investitionsanteil	Beurteilung	Ergebnis
Très bon	Activité d'investissement faible	$x \leq 10,00 \%$	$x \leq 10,00 \%$	Geringe Investitionstätigkeit	sehr gut
Bon	Activité d'investissement moyenne	$10,00 \% < x \leq 20,00 \%$	$x \leq 20,00 \%$	Angemessene Investitionstätigkeit	gut
Mauvais	Activité d'investissement importante	$20,00 \% < x \leq 30,00 \%$	$x \leq 30,00 \%$	Grosse Investitionstätigkeit	schlecht
Critique	Activité d'investissement très importante	$30,00 \% < x$	x	Sehr grosse Investitionstätigkeit	kritisch



Commentaire

- CH – L'indicateur indique une activité moyenne d'investissement dans des volumes très réguliers. 14.8% en 2016.
- VS – L'activité d'investissement de 24.9% est à considérer comme importante. Elle est très largement au-dessus des valeurs suisses. Elle influe directement sur l'indicateur du degré d'autofinancement. Attention à la maîtrise des charges induites.

Kommentar

- CH - Die Kennzahl zeigt eine durchschnittliche Investitionstätigkeit bei einem sehr regelmässigen Volumen. 14.8% en 2016.
- VS - Die Investitionstätigkeit 24.9% ist als gross zu betrachten. Sie liegt sehr stark über den Schweizer Werten. Sie hat direkten Einfluss auf die Kennzahl Selbstfinanzierungsgrad. Besondere Beachtung zu schenken ist den Folgekosten, die sich daraus ergeben können.

Endettement net / fortune nette

Description

L'endettement net par habitant est une donnée également utilisée pour apprécier l'endettement. La qualité de cet indicateur dépend de l'évaluation correcte du patrimoine financier. Une part de 5'000 francs est considérée comme très élevée.

Dès l'année 2010, la population au 31.12 correspond à la STATPOP. Le nombre d'habitants de l'indicateur correspond à la population STATPOP année N-1.

Formule

$$\text{Endettement net / fortune nette} = \frac{\text{dette nette / fortune nette} \times 100}{\text{population au 31.12 N-1}}$$

Nettoschuld / Nettovermögen

Ausgangslage

Die Nettoschuld pro Einwohner wird auch oft als Gradmesser für die Verschuldung verwendet. Die Aussagekraft dieser Kennzahl hängt allerdings von der richtigen Bewertung des Finanzvermögens ab. Mit über 5'000 Franken gilt diese als sehr hoch.

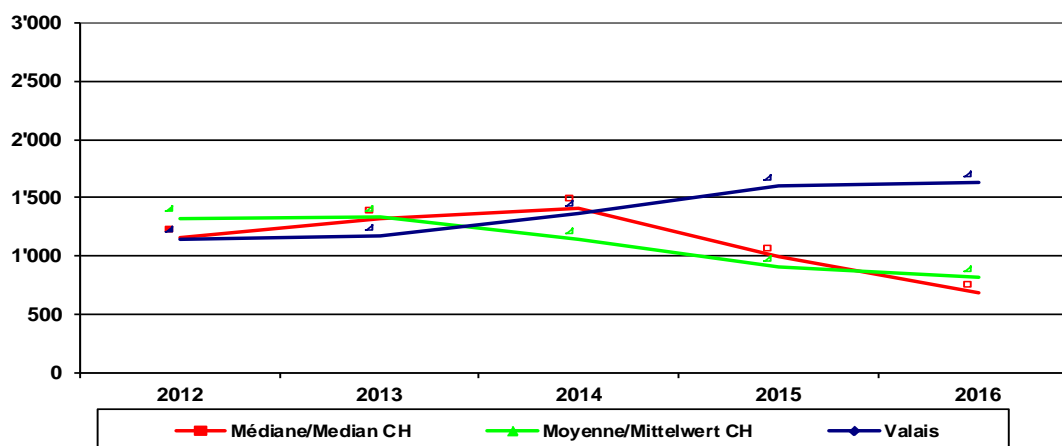
Ab 2010 entspricht die Bevölkerungszahl der STATPOP per 31.12. Die Bevölkerungszahl dieser Kennzahl entspricht der Bevölkerung STATPOP des Jahrs N-1.

Formel

$$\text{Nettoschuld / Nettovermögen} = \frac{\text{Nettoschuld / Nettovermögen} \times 100}{\text{Einwohnerzahl am 31.12. N-1}}$$

Résultat	Appréciation	Endettement net par habitant Nettoschuld pro Einwohner		Beurteilung	Ergebnis
Très bon	Endettement faible	x	≤ 1'000	Geringe Verschuldung	sehr gut
Bon	Endettement mesuré	1'000 <	x ≤ 3'000	Angemessene Verschuldung	gut
Mauvais	Endettement important	3'000 <	x ≤ 5'000	Grosse Verschuldung	schlecht
Critique	Endettement très important	5'000 <	x	Sehr grosse Verschuldung	kritisch

□



Commentaire

- CH – Le niveau de l'endettement passe à « faible » avec Fr. 816.--. Il diminue sans discontinuer depuis 2013.
- VS – Le canton prend le contrepied de l'évolution suisse puisque la moyenne se péjore année après année depuis 2012 pour atteindre Fr. 1'630.--. L'appréciation reste quant à elle confortablement dans la zone « mesuré ».

Kommentar

- CH - Das Niveau der Verschuldung bewegt sich mit Fr. 816.-- zum Bereich „gering“. Seit 2013 ist die Verschuldung stetig rückläufig.
- VS - Der Kanton verhält sich in entgegengesetzter Richtung zur Schweizer Entwicklung. Nach 2012 verschlechtert sich der Mittelwert und erreicht nun Fr. 1'630.--. Die Bewertung bleibt damit komfortabel im Bereich „angemessen“.

Constat général

Globalement, l'appréciation de 4 des 6 indicateurs des communes valaisannes est plus faible que celle des communes suisses. La quotité d'investissement est classée négativement pour tenir compte du danger que représentent les charges induites des infrastructures.

L'indicateur de la capacité d'autofinancement apprécié quasiment « bon » dénote pour les communes valaisannes de disponibilités supérieures affectables aux investissements. Dites collectivités utilisent donc ce potentiel qui se traduit par une forte activité d'investissements. Conséquence évidente, la valeur de l'indicateur degré d'autofinancement est légèrement en dessous de celle dégagée au niveau Suisse.

Données de la CACSFC

Les cantons transmettent à la CACSFC les données consolidées de leurs communes pour les différents indicateurs. Les valeurs de ces derniers sont tributaires : de la fiscalité, de la répartition des tâches entre le canton et les communes, de la politique cantonale de subventionnement, de l'importance du volume de la péréquation intercommunale, de l'octroi d'aide spécifique dans le cadre de processus de fusion, etc... La liste n'est pas exhaustive. Une comparaison de la valeur n'est ainsi pas pertinente en soi à défaut d'obtenir une multitude d'informations complémentaires qui permettraient d'isoler ces particularités et qui n'aboutirait de toute façon pas à une vision comparative propre. Par contre, nous pouvons comparer l'évolution de l'indicateur des communes valaisannes par rapport à la moyenne et la médiane suisse calculée mathématiquement, c'est-à-dire, le total des valeurs consolidées sur les 26 cantons. Ce benchmark permet uniquement de constater si l'évolution depuis 2013 suit ou s'écarte du trend constaté au niveau suisse.

4.20 Conclusions

Les chiffres pertinents de l'exercice 2016 :

- Fr. 376 millions de marge d'autofinancement ;
- plus de Fr. 45.3 millions d'excédent de revenu ;
- des investissements bruts à hauteur de Fr. 504.9 millions ; (respectivement nets pour Fr. 394.6 millions) ;
- avec Fr. 18.6 millions, la cinquième insuffisance de financement d'affilée.

Les appréciations des 5 indicateurs financiers, ne subissent aucune modification par rapport à 2015.

Par rapport à l'exercice 2015 les charges financières progressent de 2.4%, les revenus financiers de 2.0% et la marge d'autofinancement de 0.3% ; les investissements nets régressent de 7.8%.

Les appréciations croisées des autres indicateurs de l'IDHEAP et de la CASCFC confirment cette bonne santé financière.

Allgemeine Feststellung

Bei den Walliser Gemeinden insgesamt fallen die Beurteilungen bei 4 der 6 Kennzahlen schwächer aus als bei den übrigen Schweizer Gemeinden. Der Investitionsanteil wird als negativ eingestuft, um die Risiken, welche die Infrastrukturkosten beinhalten, zu berücksichtigen.

Die für die Walliser Gemeinden mit „gut“ bewertete Selbstfinanzierungskapazität deutet sie auf einen höheren verfügbaren Spielraum für Investitionen hin. Diese Körperschaften nutzen dieses Potential, welches sich dann in einer starken Investitionstätigkeit niederschlägt. Als Folge liegt der Selbstfinanzierungsgrad leicht unter jenem im schweizerischen Vergleich.

Angaben der KKAG

Die Kantone übermitteln der KKAG die konsolidierten Angaben ihrer Gemeinden zu den verschiedenen Kennzahlen. Diese Werte sind abhängig von der Steuerpolitik, der Aufgabenverteilung zwischen dem Kanton und den Gemeinden, der kantonalen Subventionspolitik, der Bedeutung des interkommunalen Finanzausgleichsvolumens, der Ausrichtung von spezifischen Unterstützungs-Beiträgen im Rahmen von Fusionen, usw. Die Liste ist nicht abschliessend. Ein Vergleich der Werte ist so recht wenig aussagekräftig. Selbst wenn man eine Vielzahl von Zusatz-Informationen erhält, womit diese Besonderheiten isoliert würden, führt es nicht zu einer sauber vergleichbaren Betrachtungsweise. Hingegen können wir anhand von rein mathematisch ermittelten Durchschnitts- und Medianwerten die Entwicklung der Kennzahlen der Walliser Gemeinden mit jenen der 26 Kantone insgesamt vergleichen. Dieser Benchmark lässt so zumindest erkennen, ob die Entwicklung seit 2013 dem schweizerischen Trend folgt oder von diesem abweicht.

4.20 Schlussfolgerungen

Die Merkmale der Rechnung 2016:

- Fr. 376 Millionen Selbstfinanzierungsmarge;
- über Fr. 45.3 Millionen Ertragsüberschuss;
- Investitionen von Fr. 504.9 Millionen brutto (bzw. Fr. 394.6 Millionen netto),
- Finanzierungsfehlbetrag von Fr. 18.6 Millionen, der fünfte in Folge.

Die Bewertungen der 5 Kennzahlen erfahren im Vergleich zu 2015 keine Veränderungen.

Im Vergleich zur Rechnung 2015 nehmen der Finanzaufwand um 2.4%, der Finanzertrag um 2.0% und die Selbstfinanzierungsmarge um 0.3% zu; die Nettoinvestitionen gehen um 7.8% zurück.

Die Bewertungen der übrigen Kennzahlen der IDHEAP und der KKAG bestätigen diese gesunde Finanzlage.

5 PÉRÉQUATION

5.1 Péréquation

Bases légales : Loi sur la péréquation financière intercommunale (LPFI – RSVS 613.1) et ordonnance sur la péréquation financière intercommunale (OPFI).

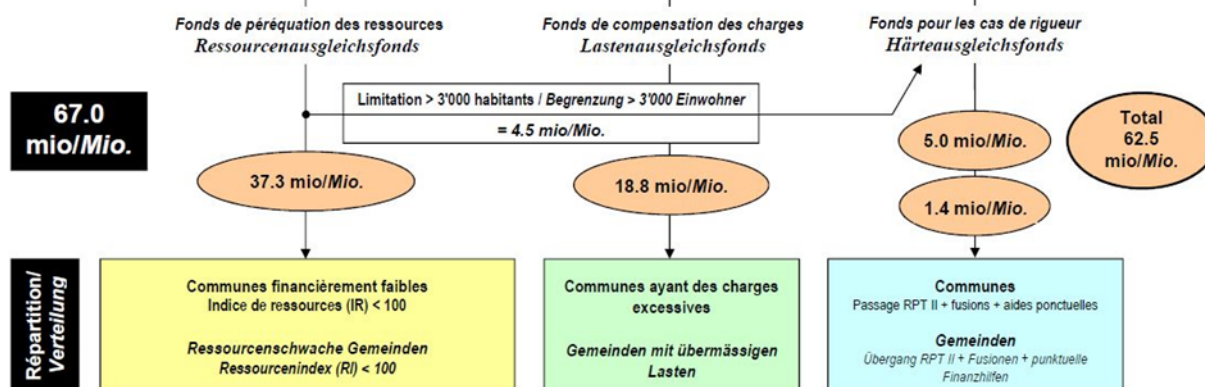
Le schéma ci-dessous synthétise pour l'année 2016 les volumes et le financement de la péréquation.

Source : Office cantonal de statistique et de péréquation.

Péréquation des ressources <i>Ressourcenausgleich</i>	
Communes IR > 100 Péréquation horizontale <i>Gemeinden RI > 100 Horizontaler Finanzausgleich</i>	Etat Péréquation verticale = 2/3 part des communes
20% de la différence entre leur potentiel de ressources et le potentiel de ressources moyen <i>20% der Differenz zwischen ihrem Ressourcenpotential und dem durchschnittlichen Ressourcenpotential aller Gemeinden</i>	Staat Vertikaler Finanzausgleich = 2/3 Teil der Gemeinden
25.1 mio/Mio.	16.7 mio/Mio.

Compensation des charges <i>Lastenausgleich</i>	
Etat Péréquation verticale 45% de la péréquation des ressources – minimum 8 mio	Staat Vertikaler Finanzausgleich 45% des Ressourcenausgleichs – Mindestens 8 Mio.
18.8 mio/Mio.	

Compensation des cas de rigueur <i>Härteausgleich</i>	
Etat et communes Limitation par habitant	Staat und Gemeinden Begrenzung pro Einwohner
6.4 mio/Mio.	



Les montants sont arrondis. Des différences après addition de montants peuvent donc être constatées. Die Beträge sind gerundet. Abweichungen nach Addition der Beträge können daher festgestellt werden.

OCSF - KASF

5 FINANZAUSGLEICH

5.1 Finanzausgleich

Gesetzesgrundlage: Gesetz über den interkommunalen Finanzausgleich (GIFA - SGS/VS 613.1) und Verordnung über den interkommunalen Finanzausgleich (VIFA).

Das nachfolgende Schema zeigt die Beträge und die Finanzierung des Finanzausgleichs für das Jahr 2016.

Quelle : Kantonales Amt für Statistik und Finanzausgleich.

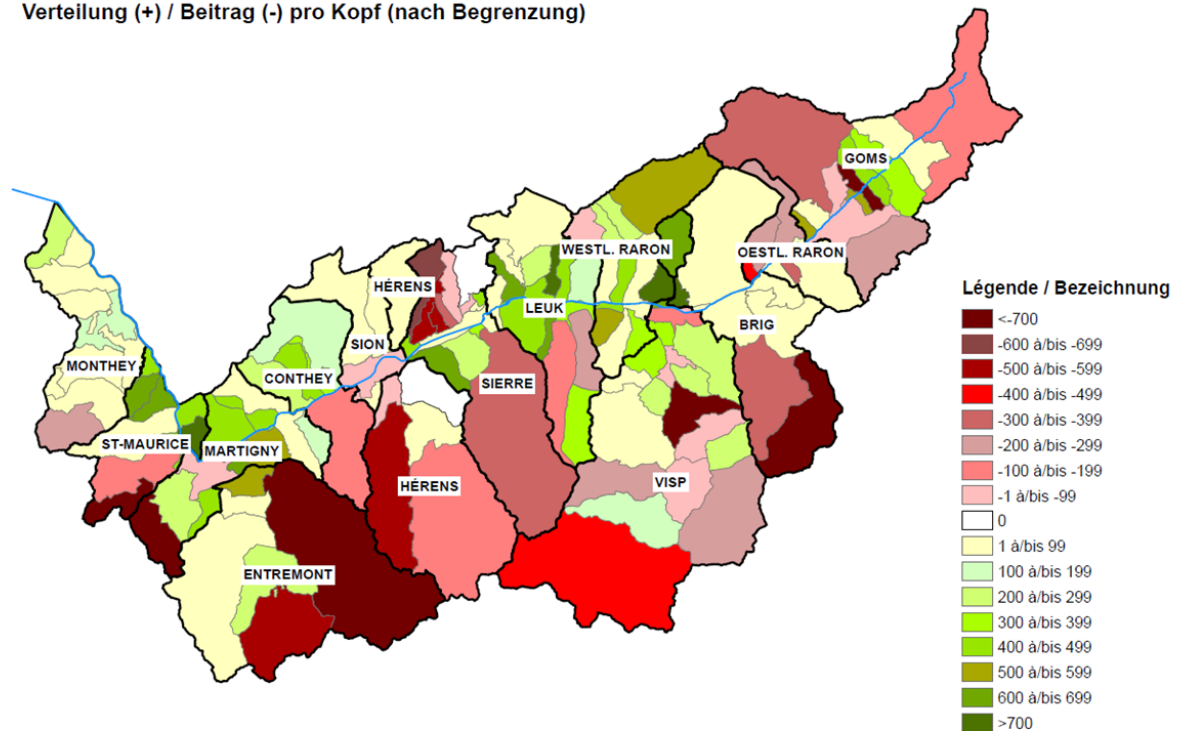
- Trois instruments sont utilisés dans le cadre du système de péréquation financière intercommunale (PFI) entré en vigueur le 1^{er} janvier 2012 :
 - le fonds de péréquation des ressources,
 - le fonds de compensation des charges et
 - le fonds de compensation pour les cas de rigueur.
- La PFI représente, ainsi, un volume global de 67.0 millions de francs (montant arrondi) pour l'année 2016, dont :
 - 37.3 millions de francs répartis aux communes au titre de la péréquation des ressources ;
 - 18.8 millions de francs pour la compensation des charges ;
- Drei Instrumente werden im Rahmen des interkommunalen Finanzausgleichssystems, welches am 01. Januar 2012 in Kraft trat, benutzt:
 - der Ressourcenausgleichsfonds,
 - der Lastenausgleichsfonds und
 - der Härteausgleichsfonds.
- Der IFA repräsentiert ein Gesamtvolumen von 67.0 Millionen Franken (gerundeter Betrag) für das Jahr 2016, davon:
 - 37.3 Millionen Franken verteilt auf die Gemeinden im Rahmen des Ressourcenausgleichs;
 - 18.8 Millionen Franken für den Lastenausgleich;

- 6.4 millions de francs redistribués en compensation pour les cas de rigueur (5.4 millions pour le passage au nouveau système et 1.0 million pour les nouvelles communes fusionnées) et 4.5 millions de francs versés au fonds de compensation pour les cas de rigueur.

- 6.4 Millionen Franken verteilt als Härteausgleichsfonds (5.4 Millionen für den Übergang ins neue System und 1.0 Million für die neu fusionierten Gemeinden) und 4.5 Millionen Franken überwiesen an den Härteausgleichsfonds.

Péréquation des ressources - compte 2016 - 134 communes
Répartition (+) / Contribution (-) par habitant (après limitation)

Ressourcenausgleich - Rechnung 2016 - 134 Gemeinden
Verteilung (+) / Beitrag (-) pro Kopf (nach Begrenzung)



OCSF - KASF

Le fonds de péréquation des ressources est financé pour 60% par les communes à fort potentiel de ressources (dont l'indice de potentiel de ressources (IR) est supérieur à 100%) (péréquation horizontale) et pour 40% par le canton (péréquation verticale). Il est réparti entre les communes à faible potentiel de ressources (dont l'IR est inférieur à 100%) afin que leur IR atteigne un objectif fixé entre 80% et 90%.

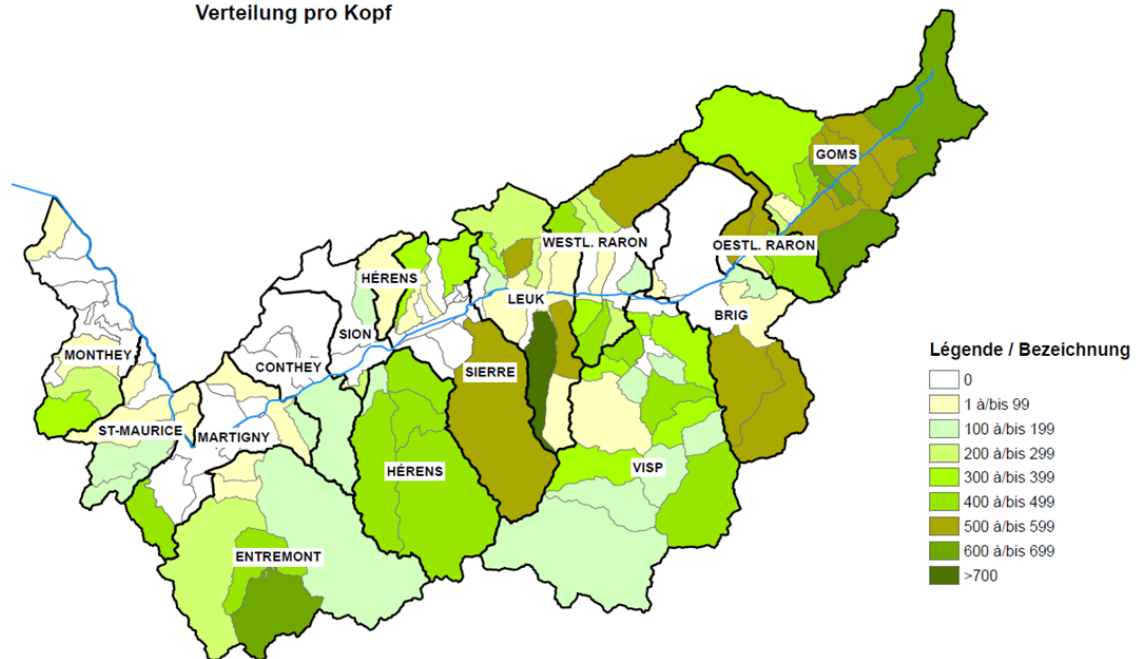
Der Ressourcenausgleichsfonds wird zu 60% von den ressourcenstarken Gemeinden finanziert (deren Ressourcenindex (RI) höher als 100% ist) (horizontaler Ressourcenausgleich) und zu 40% durch den Kanton (vertikaler Ressourcenausgleich). Er wird auf die ressourcenschwachen Gemeinden verteilt (deren RI tiefer als 100% ist), damit ihr RI das festgelegte Ziel von 80% bis 90% erreicht.

Concernant la péréquation des ressources, en 2016, 44 communes y ont contribué pour un total de 25.1 millions de francs, alors que 90 en ont bénéficié pour un montant global de 37.3 millions de francs après limitation selon l'article 12 de la loi sur la péréquation financière intercommunale du 15 septembre 2011. Les contributions des communes varient ainsi de 1 à 2'955 francs par habitant, tandis que les recettes des communes à faible potentiel de ressources sont comprises entre 0 et 928 francs par habitant.

2016 haben 44 Gemeinden mit insgesamt 25.1 Millionen Franken zum Ressourcenausgleich beigetragen, mit Begrenzung laut Artikel 12 des Gesetzes über den interkommunalen Finanzausgleich vom 15. September 2011. 90 Gemeinden haben insgesamt 37.3 Mio. Franken bezogen. Die Beiträge der Gemeinden variieren von 1 bis 2'955 Franken pro Einwohner, während die Einnahmen der ressourcenschwachen Gemeinden bei 0 bis 928 Franken betragen.

Compensation des charges - compte 2016 - 91 communes
Répartition par habitant

Lastenausgleich - Rechnung 2016 - 91 Gemeinden
Verteilung pro Kopf



OCSP - KASF

Le fonds de compensation des charges est entièrement financé par le canton. Son volume correspond au 45% du fonds de péréquation des ressources. Il est destiné aux communes défavorisées en raison de leur environnement géo-topographique et socio-démographique.

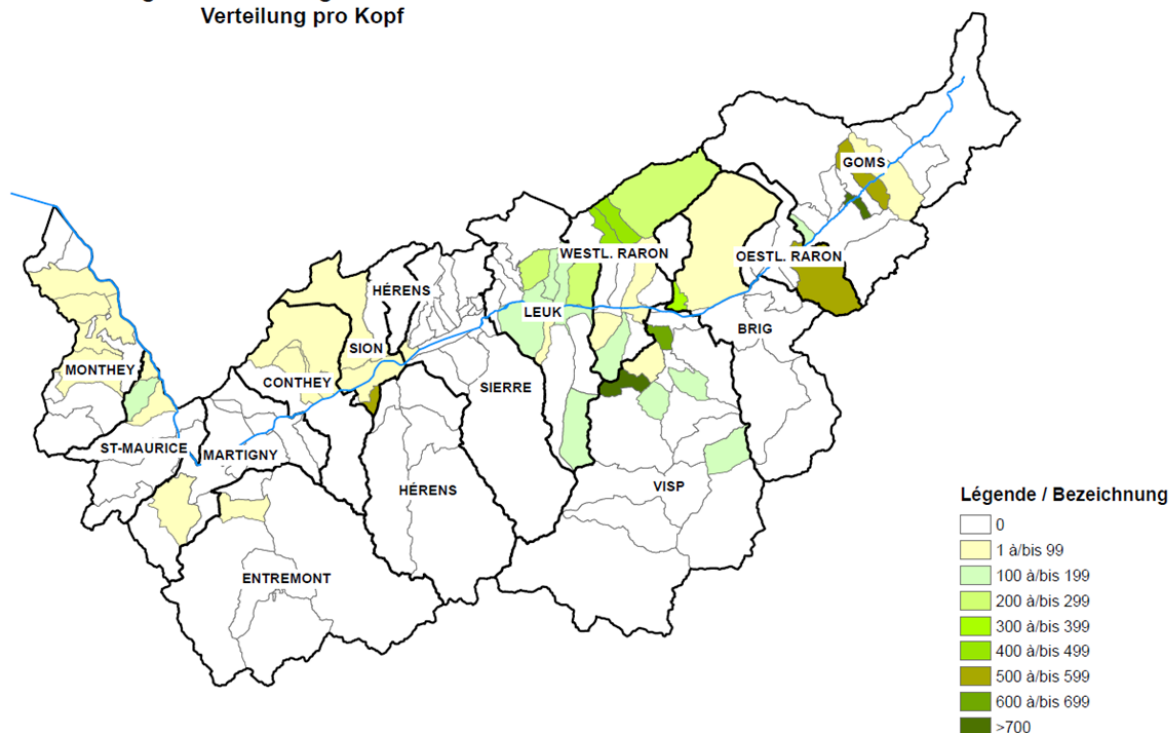
Au sujet de la compensation des charges, 91 communes en ont bénéficié en 2016 pour un montant global de 18.8 millions de francs. Ces recettes varient de 1 à 710 francs par habitant.

Der Lastenausgleichsfonds wird vollständig vom Kanton finanziert. Sein Volumen entspricht 45% des Ressourcenausgleichsfonds. Er ist für die Gemeinden gedacht, die durch ihr geotopografisches und soziodemografisches Umfeld benachteiligt sind.

Was den Lastenausgleich betrifft, haben 91 Gemeinden im 2016 einen Gesamtbetrag von 18.8 Millionen Franken erhalten. Die Einnahmen variieren von 1 bis 710 Franken pro Einwohner.

Compensation pour les cas de rigueur - compte 2016 - 42 communes
Répartition par habitant

Härteausgleich - Rechnung 2016 - 42 Gemeinden
Verteilung pro Kopf



OCSF - KASF

Le fonds de compensation pour les cas de rigueur est financé par le canton et les communes bénéficiaires de la péréquation des ressources dont la population excède 3'000 habitants. Il est redistribué aux communes défavorisées par le passage au nouveau système de répartition des tâches entre le canton et les communes (RPT II), aux communes qui fusionnent et celles dont la situation financière nécessite une aide ponctuelle.

En 2016, les 6.4 millions de francs du fonds de compensation pour les cas de rigueur ont été répartis en faveur de 41 communes pour le passage au nouveau système et à 3 communes fusionnées. Ainsi, les montants distribués sont compris entre 2 et 2'585 francs par habitant.

La carte ci-dessous consolide les montants par habitant des 3 outils de la péréquation intercommunale.

Finalement, en considérant les montants nets de la PFI 2016, c'est-à-dire la somme des montants de la péréquation des ressources, de la compensation des charges et de la compensation pour les cas de rigueur, 23 communes sont contributrices et 111 bénéficiaires. Les montants facturés varient de 4 à 2'389 francs par habitant et ceux versés aux communes de 1 à 3'745 francs par habitant.

Der Härteausgleichsfonds wird vom Kanton und den ausgleichsberechtigten Gemeinden, deren Bevölkerung 3'000 Einwohnern übersteigt, finanziert. Verteilt wird dieser auf die Gemeinden, die bei der Einführung des neuen Systems mit der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden (NFA II) benachteiligt sind, auf die Gemeinden, die fusionieren sowie auf diejenigen, deren finanzielle Situation gelegentliche Unterstützung erfordert.

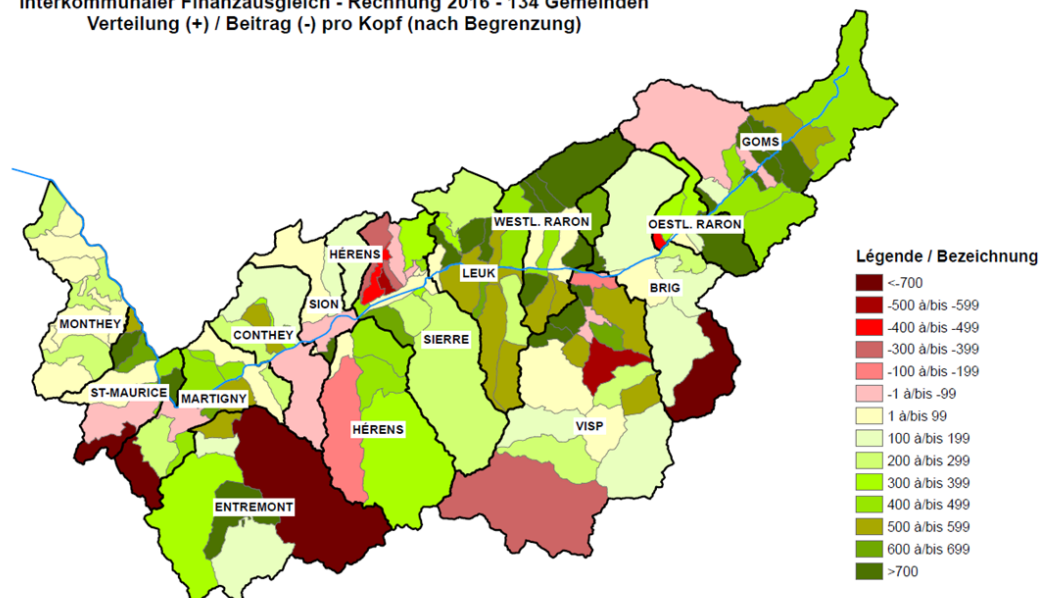
Im 2016 wurden 6.4 Millionen Franken des Härteausgleichsfonds auf 41 Gemeinden für den Übergang ins neue System und auf 3 fusionierten Gemeinden aufgeteilt. Diese verteilten Beträge ergeben bei den begünstigten Gemeinden 2 bis 2'585 Franken pro Einwohner.

Die obenstehende Karte zeigt das Ergebnis pro Einwohner, das sich aus den 3 Elementen des interkommunalen Finanzausgleichs errechnet.

Bei Berücksichtigung der Nettobeträge des IFA 2016, das heisst die Summe des Ressourcenausgleichs, des Lastenausgleichs und des Härteausgleichs, sind 23 Gemeinden beitragspflichtig und 111 ausgleichsberechtigt. Die verrechneten Beiträge reichen von 4 bis 2'389 Franken pro Einwohner und die überwiesenen Beträge an die Gemeinden variieren von 1 bis 3'745 Franken pro Einwohner.

Péréquation financière intercommunale - compte 2016 - 134 communes
Répartition (+) / Contribution (-) par habitant (après limitation)

Interkommunaler Finanzausgleich - Rechnung 2016 - 134 Gemeinden
Verteilung (+) / Beitrag (-) pro Kopf (nach Begrenzung)



OCSP - KASF

REMARQUE : Les données relatives à la situation financière des Municipalités valaisannes, indicateurs-clés et éléments financiers ont été extraites des fichiers transmis par les communes. Ces données, à l'exception des coefficients d'impôts, de la population et des chiffres concernant la situation de fortune/découvert, n'ont fait l'objet d'aucun contrôle ou validation de la part des services de l'Etat.

BEMERKUNG: Die Daten zur Ermittlung der Finanzlage der Walliser Einwohnergemeinden, die Finanzkennzahlen und die weiteren Angaben zu den Finanzen wurden den Dateien entnommen, die von den Gemeinden übermittelt wurden. Diese Daten, mit Ausnahme der Steuerkoeffizienten, der Bevölkerungszahlen und des Eigenkapitals/Bilanzfehlbetrages, wurden durch die kantonalen Behörden weder kontrolliert, noch auf ihre Richtigkeit hin überprüft.

Auteur et éditeur

Département de la sécurité, des institutions et du sport
Service des affaires intérieures et communales

Rédaction

Section des finances communales
Office cantonal de statistique et de péréquation

Distribution

Ce rapport peut être téléchargé sur Internet à l'adresse :

<https://www.vs.ch/web/saic/statistiques-et-rapports-sur-les-communes>

Autor und Herausgeber

Departement für Sicherheit, Institutionen und Sport
Dienststelle für innere und kommunale Angelegenheiten

Redaktion

Sektion Gemeindefinanzen
Kantonales Amt für Statistik und Finanzausgleich

Verteilung

Dieser Bericht kann im Internet heruntergeladen werden unter der Adresse :

<https://www.vs.ch/de/web/saic/statistiques-et-rapports-sur-les-communes>

